

Chemins vers la Paix

Editeurs : Christiane Kayser et Flaubert Djateng



Construire la Paix



Service Civil Pour la Paix (SCP) / BfdW –
Mano River Region, Grands Lacs d'Afrique
et Cameroun

Construire la Paix

Brot für die Welt – Evangelischer Entwicklungsdienst (BfdW)
(Pain pour le Monde – Service protestant de Développement)
Financé par le BMZ (Bundesministerium für
Wirtschaftliche Zusammenarbeit – Ministère Allemand
pour la Coopération Economique)

Chemins vers la Paix

Brot für die Welt

Brot für die Welt – Evangelischer Entwicklungsdienst (BfdW) –
(Pain pour le Monde – Service protestant de Développement)

Financé par le BMZ (Bundesministerium für
Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung –
Ministère Allemand pour la Coopération Economique)

zfd Ziviler Friedensdienst
Service civil pour la paix

Tous droits réservés pour tous pays

1^{ère} édition, mai 2017

Copyright © 2017 by SCP/BfdW,
Bafoussam, Berlin

Editeurs : Christiane Kayser et Flaubert Djabateng

Traduction vers le français : Françoise Guerlin

Photo couverture devant : Mehmet Kutlu et Julia Krojer

Couverture arrière de gauche : *doual'art*, Cameroun (2 ×) et Julia Krojer (2 ×)

Production et conception : Eberhard Delius, Berlin

Mise en page : Reih's Satzstudio, Lohmar

Impression : Beltz Grafische Betriebe, Bad Langensalza

Imprime en Allemagne

contact :

Flaubert Djabateng : fdjabateng9@gmail.com

www.peaceworkafrica.net

Sommaire

Introduction	7
<i>par Christiane Kayser et Flaubert Djateng</i>	

LES ARTS POUR LA PAIX

Une ville comme théâtre de la lutte pour la paix	14
Expériences de <i>doual'art</i> <i>par Princesse Marilyn Douala Manga Bell</i>	

« Non à la terreur ! »	25
Une caravane artistique au Cameroun <i>par Pierre Fichter</i>	

Si vous voulez comprendre comment fonctionnent les médias, produisez le vôtre !	30
Une radio communautaire camerounaise pourvoyeuse de compétences médiatiques cruciales <i>par Alexander Vojvoda</i>	

Le cinéma comme moyen d'œuvrer pour la paix	45
<i>par Julia Krojer</i>	

Les arts et la consolidation de la paix : une approche nouvelle . . .	58
Extrait de la page web de l'United States Institute of Peace (USIP)	

VOIES TRADITIONNELLES VERS LA PAIX

Les funérailles, un espace de transformation des conflits familiaux à l'ouest du Cameroun	70
<i>par Flaubert Djateng</i>	

L'éducation, les liens traditionnels et l'art dans le travail de paix en territoire de Fizi	77
<i>par Evariste Mfaume</i>	

La jeunesse, l'extrémisme violent et la promotion de la paix 91
par Scott Atran

**Les théories africaines du changement :
perdues dans l'interprétation ?** 102
par Sulley Gariba et Thomas de Hoop

EDUCATION À LA PAIX

**L'apport des écoles protestantes pour la promotion
et la consolidation de la paix au Cameroun** 106
par Makarios Fandio

**La participation active dans le domaine de l'éducation
à la paix – une approche indispensable** 115
par Anja Vollendorf

Hand put it hand take it (La main donne, la main prend) 127
L'Éducation alternative de base et la consolidation de la paix
au Libéria
par Jehoshaphat Dogolea, Karen Domah et Rebecca Hackstein

**Les clubs de paix des jeunes de Goma et Gisenyi,
gages pour la stabilisation de la ville de Goma ?** 137
par Me Christian K. Sondirya

Éducation à la paix dans les écoles 145
Expériences de la coordination provinciale des écoles
Conventionnées Protestantes au Sud-Kivu
*par Yunanga Karhakabire Meschac, Safari Tabu Bernard,
Barhafumwa Bugondo Joseph, Bugoma Ndaviruka Prosper,
Yanga Jonas, David Mukamba Byendo,
Heri Mirindi Wa Murhega, Julia Wöhrle*

Leçons tirées du Programme d'Éducation à la Paix de WANEP . . . 153
Mis en œuvre en Afrique de l'Ouest depuis 2001
publié par Le Réseau Ouest-Africain pour L'Édification de la Paix

Introduction

Les temps sont durs pour les activistes de la paix. Le monde globalisé semble tourner dans une spirale montante de violence, de haine et d'exclusion, mais aussi de résignation et d'impuissance de ceux qui sont les premiers concernés : les populations locales. Raison de plus d'identifier et de valoriser nos atouts dans la lutte contre ces tendances néfastes.

En discutant de la thématique pour cette publication nous sommes partis du principe qu'il est important d'illustrer que les voies vers la paix sont multiples et que le travail de transformation des conflits ne se laisse pas réduire à des médiations à haut niveau ou à la détraumatisation au niveau des populations.

Dans un monde toujours plus enclin à la violence qui ne résout aucun conflit et demande un nombre croissant de victimes, collatérales ou autres, il est essentiel de regarder de plus près quelles sont les alternatives qui pourraient aider à faire reculer la vague de violence et de terreur qui risque de nous engouffrer.

En regardant du côté de nos partenaires SCP dans les différents pays africains nous nous sommes rendus compte qu'en plus du travail médiatique, des combats pour les droits de la personne, des luttes contre toutes les discriminations, du travail autour des problèmes fonciers, du renforcement des jeunes etc., il y a des façons de faire qui ouvrent des voies prometteuses vers la paix :

Il y a d'abord l'art pour la paix.

Vous verrez dans cette publication de quelles façons créatives et multiples l'art et les artistes expriment, synthétisent et font avancer les efforts de transformation sociale non-violente.

D'abord Princesse Marilyn Douala Manga Bell, la présidente de l'initiative *doual'art* du Cameroun, connue au delà des frontières de ce pays, explique en mots et en images comment depuis 1991 la ville de Douala devient le théâtre d'un combat de tous les instants contre la violence qui allie responsabilité citadine et liberté d'expression.

Ensuite Pierre Fichter, professionnel d'appui SCP chez *Dynamique mondiale de la Jeunesse (DMJ)* au Cameroun, raconte comment d'un projet de recherche-action sur l'attraction des groupes violents pour les jeunes est sortie l'initiative « Non à la terreur ! » Caravane pour la Paix. L'engouement des jeunes pour la bande dessinée et – tout comme chez *doual'art* – la possibilité pour le public de faire partie de la création artistique sont autant de raisons d'un succès impressionnant.

Egalement au Cameroun, Alexandre Vojvoda qui travaille dans la zone anglophone à la *Presbyterian Church of Cameroun (PCC)* explique comment en faisant du public des acteurs de radios communautaires on arrive à en faire un instrument non-violent de transformation sociale. Le mur étanche entre les médias et les auditeurs tombe, les citoyens deviennent journalistes radiophoniques.

Après plus de trois ans de travail en Sierra Leone, Julia Krojer de la *Sierra Leone Adult Education Association (SLADEA)* raconte les expériences avec le film comme instrument de paix. Il s'agit de films sur la lutte contre le virus de l'Ebola, sur l'approche genre, mais aussi et surtout de la production d'un film basé sur le feuilleton radiophonique très populaire *Konkoroma* illustrant la vie de tous les jours et débattant des grandes questions sociétales. La violence comme expérience de la plupart des gens pendant et après la période de guerre y est un thème récurrent. L'impact d'un tel travail artistique et médiatique sur la conscientisation des populations ne peut être surestimé.

Pour clore cette partie nous reproduisons un article plus théorique de l'*United States Institute of Peace (USIP)* sur l'interaction et l'enrichissement mutuel entre l'art et le travail de paix au niveau international. Il y a une tendance croissante à se tourner vers l'art pour la transformation des conflits. Les références bibliographiques à la fin de l'article permettent au lecteur d'approfondir la réflexion.

Ensuite nous traiterons des **voies traditionnelles vers la paix.**

Flaubert Djateng du *Zenü Network* au Cameroun explique le rôle que jouent jusqu'à ce jour les funérailles traditionnelles en pays bamiléké pour la gestion des conflits et une meilleure cohésion sociale. Cette tradition onéreuse en temps et en ressources matérielles et humaines n'est pas seulement contestée par des personnes d'autres cultures, mais suscite aussi de plus en plus de controverses parmi les jeunes bamiléké. Pourtant sa fonction sociale est essentielle.

Evariste Mfaume, coordinateur de l'ONG *Solidarité des Volontaires*, partenaire SCP d'Eirene dans le territoire de Fizi à l'Est de la RDC, illustre les expériences de son organisation avec les conseils de sages, les « barzas » intercommunautaires et le théâtre pour la paix dans le cadre de l'approche « dynamiques locales pour la paix ». Dans cette zone secouée par les guerres et les rébellions, les populations locales ont besoin de créer des remparts contre les violences montantes.

Nous avons aussi repris l'intervention en 2015 de l'*anthropologue Scott Atran* devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les jeunes, la violence et la promotion de la paix. Cette intervention souligne que l'extrémisme violent dans notre monde globalisé n'émane pas des cultures traditionnelles mais signale plutôt une perte de vitesse, voir une destruction de ces cultures sans que les individus ne retrouvent une identité sociale dont ils ont désespérément besoin et qu'ils cherchent alors dans le fondamentalisme et l'extrémisme .

Enfin nous avons trouvé intéressant d'inclure une brève note de *Sulley Gariba* et *Thomas de Hoop* qui travaillent au Ghana sur la nécessité de

se pencher sur la spécificité des notions d'évaluation et de théorie du changement dans les cultures africaines au lieu de toujours plaquer les concepts européens sur toutes sortes de cultures.

La troisième partie tourne autour de **l'éducation à la paix**.

Dans un article historique Makarios Fandio de la *Direction Nationale de l'Enseignement de l'Eglise Evangélique au Cameroun (EEC)* nous raconte l'histoire des écoles protestantes au Cameroun et discute de leur apport pour la promotion et la consolidation de la paix.

Après deux ans comme professionnelle d'appui SCP au *Réseau d'Innovation Organisationnelle (RIO)* à l'Est de la RDC Anja Vollendorf souligne l'importance de la participation active des personnes à former dans toute initiative éducationnelle. Elle parle des expériences avec la participation dans le cadre de l'éducation à la paix et propose des outils.

Jehoshaphat Dogolea, Karen Domah et Rebecca Hackstein travaillent tous trois à la *National Adult Education Association of Liberia (NAEAL)*. Ils nous parlent des expériences avec leur initiative *Hand put it, hand take it* (« la main donne, la main prend ») de travail d'éducation de base et de transformation de conflits dans des communautés rurales et urbaines au Liberia. Le succès de ce travail intergénérationnel qui unifie les communautés a fait que dans certains cas il est repris dans les mosquées et les églises. L'accueil de personnes venant d'ailleurs s'est également amélioré. Il s'agit d'une éducation à la paix dans le sens profond du terme.

Maître Christian Sondirya, le coordonnateur de la *Commission Justice, Paix et Sauvegarde de la Création de la Communauté Baptiste au centre de l'Afrique* à l'Est de la RDC raconte les expériences avec les clubs de paix des jeunes des villes transfrontalières de Goma (RDC) et Gisenyi (Rwanda). Ce travail est parti de la lutte contre les préjugés entre les populations des deux pays et veut renforcer la participation des jeunes dans le travail de paix dans une zone où du côté RDC les groupes armés et les conflits violents pullulent.

L'équipe de la *Coordination Provinciale des Ecoles Conventionnées Protestantes au Sud-Kivu (CP-ECP/SK)* avec la professionnelle d'appui SCP Julia Wöhrle nous parle des expériences avec l'éducation à la paix dans les écoles du Sud Kivu. La bonne gouvernance et la lutte contre les comportements violents sont au centre des préoccupations. Le travail a pour objectif final d'établir une culture de paix dans un environnement secoué par des conflits violents de tous genres dont les acteurs étatiques sont souvent des protagonistes actifs.

Enfin nous publions des extraits des leçons tirées du Programme d'Éducation à la Paix mis en œuvre en Afrique de l'Ouest depuis 2001 par le *Réseau Ouest-Africain pour l'Éducation de la Paix (WANEP)*.

Nous espérons que ce kaléidoscope d'expériences et de réflexions sur les trois thématiques pourra nourrir votre travail et nous permettra à tous d'avancer ensemble pour un monde moins violent, plus juste et plus stable.

Vos commentaires et réactions sont comme toujours bienvenus.

*Christiane Kayser
Flaubert Djateng
Les Barthes, Yaoundé,
avril 2017*

LES ARTS
POUR LA PAIX

Une ville comme théâtre de la lutte pour la paix

Expériences de *doual'art*

Par Princesse Marilyn Douala Manga Bell*

« La liberté n'est pas un état stable et permanent. Elle n'est jamais acquise.
On est toujours à la recherche de son équilibre. »
Joseph F. Sumegne, au sujet de La Nouvelle Liberté¹

On peut remplacer « liberté » par « paix ».
Au regard d'un contexte mondial particulièrement enclin à la violence,
construire la paix *est un combat de tous les instants*.
Marilyn Douala Manga Bell

Contexte de violence

On attribue souvent les violences qui secouent le monde aux guerres entre les nations économiquement fortes qui, pour s'approprier les ressources du sol et du sous-sol de pays tiers, initient là-bas des conflits armés dont les conséquences en cruautés et inhumanités dépassent les intentions (exemple d'Al Qaida, Aqmi, Boko Haram).

On impute également ces violences à la concurrence de ces mêmes nations pour s'ouvrir des marchés de consommation de masse qui imposent aux peuples de nouveaux modèles politiques et culturels standardisés, créant des ruptures irréversibles avec les valeurs morales et spirituelles ancestrales, avec les anciens repères sociaux et patrimoniaux.

Les gouvernants, face aux terreurs et aux frustrations collectives engendrées par ces violences n'apportent aucune réponse satisfaisante quant à la nécessité de protection, quant au désir de changement ou au

¹ Œuvre monumentale implantée au rond-point de Deïdo à Douala (Cameroun) en 1996. Elle est devenue l'emblème de cette ville. Elle a pourtant fait l'objet d'une polémique à l'échelle nationale, en raison de l'origine ethnique de l'artiste.

* Présidente de *doual'art*

besoin d'un revenu décent. Des millions de personnes sont de fait poussées à un exode massif, bravant tous les dangers pour terminer dans un port d'accueil malveillant. Ceux qui sont contraints de rester au pays assistent et/ou participent aux agressions ou violences de proximité, du voisinage immédiat jusque dans la rue anonyme.

Finalement, chacun de nous est tour à tour témoin, victime ou acteur de ces violences.

En ce 21^{ème} siècle, la crise est profondément culturelle. Le métissage planétaire, l'aspiration à de nouveaux modes de consommation plus équitables et respectueux de l'environnement, la revendication d'une gouvernance plus démocratique et respectueuse du citoyen restent flous dans le contexte global du déficit de la pensée critique et constructive, et participent à un grand malaise, un questionnement sur la place de l'humanité, ... à une crise d'identité....

L'art et la culture ont donc leur place pour stimuler la reconnaissance (voire la naissance) de nouveaux codes sociaux et pour éduquer à une conscience et une responsabilité individuelle et collective.

doual'art : activisme artistique dans la société urbaine

Dans le contexte spécifique du Cameroun et de Douala, où une majorité de personnes est exclue de toute décision politique et citoyenne, se paupérise économiquement, s'installe dans une misère morale, se réfugie dans sa communauté, subit au quotidien des agressions de tous ordres ..., la question qui s'est posée à *doual'art* depuis 1991 a été de deux ordres : comment accompagner l'éclosion des nouvelles identités urbaines ? Comment agir à court terme, pour une paix qui s'inscrirait dans le long terme ?

Ainsi, en tant qu'activiste, *doual'art* a offert plus d'une soixantaine d'événements artistiques dans l'espace public dont les effets ont été de donner une visibilité à certaines pratiques et habitudes locales, de libérer la parole des habitants, de susciter une écoute et un dialogue (quelquefois polémique), de créer du lien social, principalement dans les

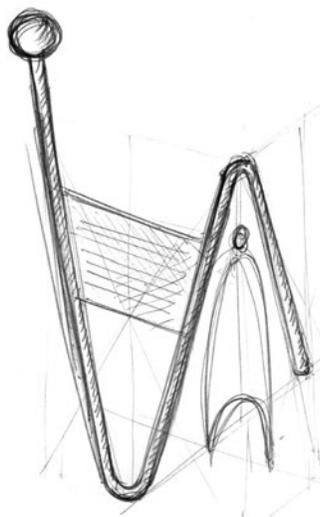
quartiers où vivent des milliers de personnes, abandonnées des pouvoirs publics, loin des services sociaux de base ... Les actions ont également apporté de l'émotion, de la poésie, du rêve, éléments permettant de transcender le réel, éléments constitutifs de notre humanité et parties prenantes de notre capacité créative et d'émancipation.

Quelques illustrations

Les arches de la mémoire

« Savoir d'où l'on vient pour savoir où l'on va » sentence très populaire est une transposition de la pensée de Fernand Braudel² qui a dit « pour espérer, pour aller de l'avant, il faut savoir aussi d'où l'on vient ». L'être humain a besoin d'ancrage et de racines pour se mettre en perspective et avancer. La relation avec le passé, le présent et le futur est facteur de paix. L'un des fondements de la paix est le sentiment d'appartenance à une histoire et à un patrimoine.

Avec le projet *Douala Ville d'art et d'Histoire*, *doual'art* a offert, entre autres, 18 « ARCHES DE LA MEMOIRE », mobilier urbain conçu par la designer Sandrine Dole. Le visiteur passe sous une arcade métallique (interprétation des feuilles de cocotier tissées en arc de cercle à l'entrée d'un site pour signifier une fête). Il découvre un court texte en français et en anglais qui documente l'histoire d'un site ou d'un bâtiment établi entre 1890 et 1960. Donner un accès libre et immédiat à la connaissance de l'histoire



² Préface de Fernand Braudel in « Histoire de l'Afrique noire » Hatier, 1972



des premières institutions du Cameroun est un des défis que *doual'art* s'est donnés.

Parallèlement, l'association organise depuis 2001, des visites commentées par des guides formés à cet effet, visites en priorité destinées à des groupes de jeunes, scolarisés ou non. Au sortir de ces visites, un sentiment de fierté les étirent. Ils réalisent qu'ils appartiennent à une trajectoire historique. Ils sont réconciliés avec leur passé, celui qui subsiste dans la vie réelle.

Une anecdote. Le 1er conseiller de l'Ambassade d'Allemagne fait la visite des arches, en compagnie de Didier Schaub, le directeur artistique de *doual'art*. Ils sont deux européens abordés par deux jeunes adultes camerounais (20-25 ans) qui s'exclament fièrement : « Ah vous êtes en train de lire. C'est notre histoire ça ! Et vous savez, il y en a d'autres là-bas ! ». Les jeunes partis, le visiteur se tourne vers son accompagnateur et lui dit : « depuis que je suis au Cameroun, c'est la première fois que je suis abordée spontanément dans la rue sans agressivité ! »

La Nouvelle Liberté de Joseph Francis Sumegne

Cette œuvre monumentale implantée en 1993 est devenue l'emblème de la ville. Elle a suscité un débat public ouvert, sur 2 champs.

Tout d'abord un débat public – le premier au Cameroun – sur le clivage ethnique (l'artiste n'est pas Doualais) qui commençait à sérieusement s'ancrer dans la société. La parole s'est libérée, les tensions ont été vives, mais se sont peu à peu apaisées. Aujourd'hui, les détracteurs de l'œuvre peuvent s'adresser à ses défenseurs sans heurts.

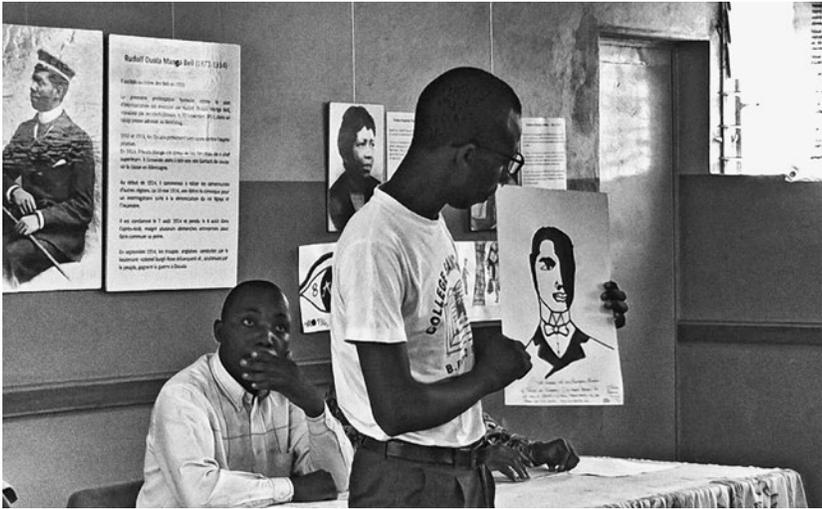
En deuxième lieu, la polémique sur le parti pris esthétique. Se sont opposés ceux qui rejetaient « la poubelle en plein cœur de Douala »



contre ceux qui trouvaient là une représentation de leur économie de survie : le recyclage de l'objet.

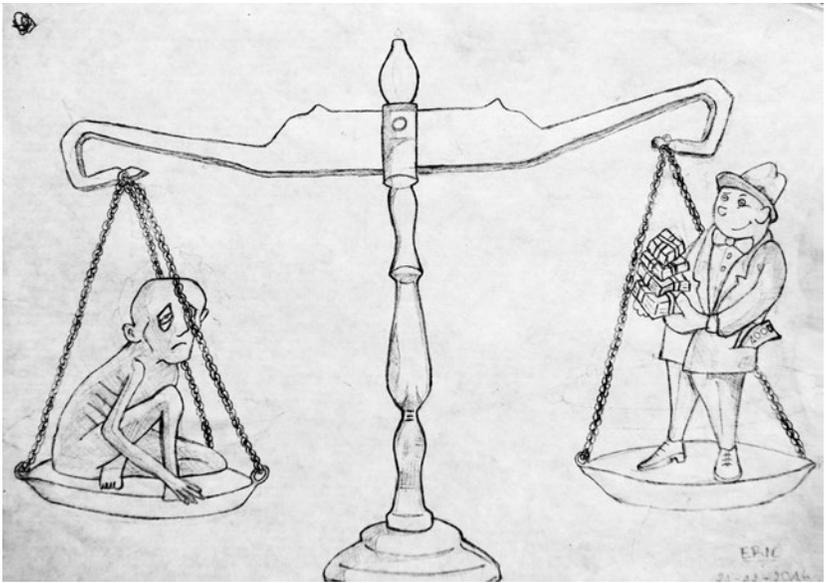
Grâce à cette œuvre, on peut faire nôtre la définition suivante de la paix : « D'un point de vue collectif, la paix désigne l'entente amicale de tous les individus qui composent une société. Elle n'implique pas l'absence de conflit, mais une résolution systématiquement calme et mesurée de toute difficulté conséquente à la vie en communauté, principalement par le dialogue »³.

Parcours des Droits de l'Homme à Douala



Cet ambitieux projet en cours depuis 2015, repose sur les expériences antérieures de *doual'art*. Il consiste à enrichir des jeunes sur une connaissance historique et juridique, leur demander de restituer sous forme de peinture et de dessin ce qu'ils en ont compris, puis de présenter verbalement ces dessins devant d'autres personnes (leurs camarades d'établissements, les élèves d'autres établissements, des adultes) et enfin de

³ Wikipedia. <https://fr.wikipedia.org/wiki/Paix>





réaliser une fresque sur le mur de leur établissement portant sur les droits fondamentaux auxquels ils sont particulièrement sensibles.

Les jeunes, dans les quartiers comme dans les établissements, ont montré un intérêt fort à apprendre à s'exprimer et à être écoutés. Ils ont représenté un grand nombre de droits sur ce qu'ils aimeraient voir respecter. Le droit à la liberté d'expression, au logement, comme dans la vie publique, le droit au mariage inter-religieux, à la protection sociale, à la santé...

Ces plateformes qui leur ont été offertes ont développé chez certains le goût du discours et de la réflexion sur les droits et les devoirs. On fait nôtre cette définition : « d'un point de vue psychologique, la paix désigne un état d'esprit serein et plus généralement un sentiment positif de sécurité. Cela ne peut exister que si la société attribue une place à l'individu, s'il peut établir une relation d'équité avec l'autre et est donc reconnu comme un être humain à part entière dans sa relation à l'autre. »

Pour aller vers la paix, bien documenter les jeunes et canaliser leurs réflexions et revendications les conduit à la maturité et à un respect mutuel, sans frustration.

Projets d'aménagement urbain

Le Théâtre-Source **Didier Schaub** de Philip Aguirre y Otegui⁴, 2009–2013

Une sculpture en forme d'amphithéâtre de plein-air construit au-dessus d'une source naturelle qui permet aux habitants de ne plus avoir peur des risques d'éboulement, et de pollution de l'eau.



Espace de jeux, de spectacles, de réunion et de convivialité, il a donné du sens à la vie collective du quartier.

Les habitants l'appellent « le bijou ». Une femme a déclaré « nous n'avions rien. Maintenant nous avons plus que Bonanjo »

Dignité retrouvée. Relations apaisées.

⁴ <http://www.doualart.org/spip.php?article583>

La Pirogue Céleste d'Hervé Youmbi⁵, 2011

Sculpture créant un équipement urbain d'assise publique. La proue de la pirogue a été conçue par des jeunes du quartier qui ont documenté la signification de cet objet à la tête d'une pirogue. Ils ont écrit une histoire pour les générations futures.

5 <http://www.doualart.org/spip.php?article276>



Conclusions

L'activisme de *doual'art*, entamé en 1991 sur la question de l'identité de la ville de Douala, en essayant de réhabiliter la dimension humaine et patrimoniale dans le développement urbain n'est pas encore une réponse. Dans quelques années pourra s'observer l'impact de ce travail de fourmi, réalisé par le « laboratoire » *doual'art*.

Penser nos villes, penser la place de l'humain dans nos villes, créer des lieux pour les jeunes et pour une cohabitation pacifiée avec les adultes ... sont des facteurs de paix.

Le travail commun d'artistes d'ailleurs, d'artistes locaux et d'habitants permet de croiser les regards et d'apporter un œil neuf à son environnement qui devient une opportunité sur laquelle et avec laquelle agir.

Inviter des artistes du monde entier à la rencontre des habitants démystifie la différence de couleur de peau et apaise les tensions racistes.

L'art est porteur de discours. L'art crée du relationnel. L'art est divertissement. L'art est facilitateur de transmission de savoirs. L'art est facteur d'identité culturelle. L'art libère la parole et désamorce les tensions.

La paix s'inculque avec le temps dans les mentalités et les pratiques grâce aux actions de tous les instants.

« Non à la terreur ! »

Une caravane artistique au Cameroun

Par Pierre Fichter*

La Caravane de la Paix « Non à la Terreur ! » est un projet mis en œuvre par l'ONG camerounaise Dynamique Mondiale des Jeunes (DMJ) et l'association Sweet Art'frika. Conçue comme une animation itinérante de promotion de la non-violence, elle a sillonné les routes du Cameroun durant un an et demi en 2015 et 2016.

Une caravane artistique comme réponse à la violence

La Caravane de la Paix « Non à la Terreur ! » est née de l'idée de jeunes dessinateurs de Yaoundé réunis au sein de l'association Sweet Art'frika. D'abord une envie de produire un dessin engagé dont les messages seraient portés vers les jeunes Camerounais. Le contexte géopolitique du pays, analysé avec la Dynamique Mondiale des Jeunes en septembre 2014 durant la Journée Internationale de la Paix, a fait prendre conscience à ces artistes de la nécessité de travailler plus particulièrement sur les problématiques de conflits et de construction de la paix.

Puis en janvier 2015, deux événements vont venir défier les crayons du dessinateur Lecèd (Directeur artistique de Sweet Art'frika) et de ses compagnons. Le 10 janvier, un attentat à Maiduguri (Nigeria) était perpétré par Boko Haram, on découvrait alors avec effroi que le kamikaze était une petite fille âgée de 10 ans. Le lendemain, le monde entier apprenait l'attentat de Charlie Hebdo à Paris (France) dans lequel d'illustres dessinateurs venaient d'être exécutés par deux jeunes français se

* professionnel d'appui SCP à Dynamique Mondiale des Jeunes

disant proches des réseaux islamistes terroristes. *Lecèd* avait d'ailleurs eu l'occasion de rencontrer l'un des artistes de Charlie-Hebdo, Wolinski, quelques années auparavant lors d'un festival de BD à Yaoundé.

Quelques semaines plus tard, *Sweet Art'frika* proposait à DMJ d'accompagner le concept de Caravane de la Paix avec comme objectifs la sensibilisation des populations à la tolérance, la recherche et la construction d'une paix durable en Afrique. La caravane a donc été conçue comme un outil de lutte contre l'insécurité au Cameroun et chez ses voisins, en conscientisant des jeunes sur leur rôle dans la lutte contre le terrorisme et plus généralement d'acteur de la paix en Afrique, et en les sensibilisant plus particulièrement sur les risques de la radicalisation et de l'enrôlement par les groupes armés.

La caravane avait donc pour cible principale les jeunes. Pour les toucher, les organisateurs ont privilégié les étapes dans des événements liés à la jeunesse (forum, festival...) mais aussi dans des établissements scolaires. Au final et après une vingtaine d'étapes, la Caravane de la Paix a accueilli près de 10 000 visiteurs.

Conscientiser et responsabiliser les jeunes à travers l'art

Si le cœur de la caravane est une exposition de dessins, elle se constitue aussi d'autres espaces : un espace d'échange et un espace de création. En cela, c'est un espace interactif dans lequel le visiteur peut s'informer, participer, s'exprimer, et même s'engager comme nous allons le voir.

Il nous paraissait en effet essentiel de créer cette interactivité pour pouvoir réellement impacter les jeunes qui venaient découvrir notre exposition, pour cela l'équipe de la caravane a expérimenté plusieurs outils. Le processus de conscientisation se déroulant comme suit : le visiteur après avoir pu visiter l'exposition de dessins (dessins accompagnés de messages), susceptible d'être touché par certaines représentations suivant les thèmes abordés, ressort avec une foule de sentiments, de pensées et de questionnements mais qui ne sont pas forcément canalisés.



Un atelier « free style » où crayons, peinture et papier étaient mis à disposition, permettait entre autres aux personnes souhaitant s'exprimer directement par le dessin de partager leur ressenti ou de faire passer leurs messages.

Les personnes désireuses de discuter des problématiques abordées, de mieux s'informer ou ayant des questions, pouvaient aussi échanger avec l'équipe de la caravane formée par *DMJ*, en particulier sur les thèmes de l'enrôlement des jeunes dans les groupes armés¹.

D'autres animations ont aussi été expérimentées pour essayer de responsabiliser les jeunes à devenir porteurs de messages positifs et artisans de la paix dans leur communauté, comme par exemple l'opération « say something about peace ». En échange de leurs portraits dessinés par les artistes de la caravane, les jeunes devaient écrire un message

1 Dynamique Mondiale des Jeunes, L'enrôlement des jeunes dans les groupes armés au Cameroun, Editeur : Friedrich Ebert Stiftung, 75 pages, Yaoundé, 2015.

expliquant comment ils comptaient s'engager pour la paix. Leurs portraits avec leurs messages étaient ensuite diffusés à travers les réseaux sociaux.

On notera au passage que l'utilisation de ces réseaux s'avère importante pour créer une ferveur autour de l'évènement et des messages qu'il véhicule. Beaucoup de jeunes au Cameroun sont aujourd'hui connectés en quasi permanence avec leurs téléphones portables. Dans l'équipe de la caravane, un webmaster était donc chargé de diffuser à l'occasion des étapes, ces fameux portraits mais aussi des faits d'actualité ayant un rapport avec les thèmes de la caravane, et de relayer particulièrement les évènements se déroulant dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun avec l'insécurité liée au groupe terroriste Boko Haram.

S'il est encore difficile d'évaluer les effets de la caravane, on sait déjà qu'elle a marqué les esprits lors de ses différents déploiements. D'autres organisations au Cameroun ont depuis opté pour travailler avec des artistes. Le concept de la caravane a en effet démontré qu'on pouvait attirer les jeunes en masse, les amener à s'intéresser à des thèmes graves en les sensibilisant de manière ludique. Il ne faut pas oublier que d'une part, bien souvent les ateliers de réflexion organisés par les organisations de la société civile ne sont pas toujours accessibles au plus grand nombre et que d'autre part dans certaines régions, les animations culturelles sont rares voire inexistantes, le passage d'une activité comme la Caravane de la Paix, a le pouvoir de marquer les individus, soit en leur faisant prendre conscience de certains problèmes, soit en leur donnant envie de s'engager ou en leur faisant se découvrir une passion ou un talent pour une discipline artistique.

L'accompagnement des projets artistiques

La capacité de conscientisation et de marquer les esprits dépend bien sûr en grande partie de la qualité du concept et de l'outil qu'on propose au public. Le rôle d'une organisation comme Dynamique Mondiale des Jeunes est donc pour commencer, de collaborer avec les bonnes per-

sonnes, savoir détecter les jeunes talents. Il faut travailler avec des jeunes artistes qui sont capables de produire un travail artistique de qualité. Si les aspects artistiques et techniques sont médiocres, on touchera moins le public ciblé. Il faut donc amener les jeunes artistes vers le professionnalisme, et cela doit passer par la mise place d'un véritable partenariat entre les artistes et l'organisation.

Enfin, le rôle des organisations de la société civile dans le cadre d'une collaboration avec des artistes, est de les accompagner à mieux maîtriser certains sujets, à savoir analyser le monde qui les entoure, à intégrer cette analyse dans un processus de création artistique. Cette production artistique doit ensuite être transformée en outil de conscientisation et de promotion de la paix. Là aussi, l'ONG qui va accompagner les artistes, doit pouvoir orienter leur travail de conception des supports artistiques (dessin, chanson ou pièce de théâtre...) pour qu'ils soient pertinents et capables de faire passer des messages précis.

Dynamique Mondiale des Jeunes a privilégié depuis longtemps dans différentes activités ce travail avec les artistes camerounais et l'expérience de la Caravane de la Paix n'a fait que renforcer notre conviction que notre travail pour le changement passe nécessairement par le développement de projets socio-culturels. Deux ans après le démarrage de ce projet, le concept ayant créé une certaine émulation, les jeunes dessinateurs de l'association *Sweet Art'frika* ont été invité à plusieurs reprises, à partager leur expérience dans le cadre de rencontres dans d'autre pays en Afrique et sont aujourd'hui, en partenariat avec la coopération américaine, en train de lancer leur *nouveau concept d'éducation à la paix* : « **Strong Mind, Open Heart !** ».

Si vous voulez comprendre comment fonctionnent les médias, produisez le vôtre !

Une radio communautaire camerounaise pourvoyeuse de compétences médiatiques cruciales

*Par Alexander Vojvoda**

« Il n'existe aucune œuvre écrite, filmée ou radiodiffusée, qui ne soit manipulée. La question n'est donc pas de savoir si les médias sont manipulés, mais qui les manipule. Un plan révolutionnaire ne devrait pas exiger la disparition des manipulateurs ; au contraire, il doit faire de chacun un manipulateur. »

Hans Magnus Enzensberger¹

L'Éducation pour la paix va bien au-delà des ateliers sur l'œuvre de paix, la médiation et la gestion des conflits ou des traumatismes. Il comprend le renforcement de la participation des marginalisés et des groupes peu médiatisés aux processus de communication et à la production de médias afin d'offrir « une voix aux sans voix » – slogan clé du mouvement des médias communautaires partout dans le monde. Les radiodiffuseurs communautaires sont des non-professionnels de la communication et à travers la maîtrise des nouvelles technologies et la création d'un contenu médiatique local on génère un élan d'émancipation qui peut être utile aux processus de construction d'une paix durable, favoriser le dialogue et prévenir l'aggravation des conflits. Au Cameroun, l'EPC

¹ Wardrip-Fruin & Montfort p 265

* Alexander Vojvoda est gestionnaire de communauté dans une station de radio locale (Radio CBS 95,3 MHz) à Buea/Cameroun et artisan de paix chez Pain pour le Monde dans le cadre du Service Civil pour la Paix au Cameroun. Il travaille en tant que consultant à la Radio CBS 95,3 MHz de Buea sur le développement communautaire, la radiodiffusion locale et un projet sur le journalisme de paix.

(Église Presbytérienne du Cameroun), l'une des organisations partenaires de Pain pour le Monde, et les artisans de paix qui les soutiennent ont acquis une grande expérience en démocratisant les actions médiatiques.

1. Lorsque les citoyens deviennent radiodiffuseurs

Depuis la fin des années quarante, on a vu éclore dans le monde entier des initiatives de radios communautaires visant à impliquer les citoyens, les communautés locales et les groupes marginalisés dans la programmation et les processus décisionnels des stations de radio, à promouvoir les compétences médiatiques cruciales et la diversité des opinions, à réduire l'influence commerciale sur les médias et à ouvrir des brèches entre l'émetteur et le consommateur/public.

Dans ce contexte les propos de Walter Benjamin dans son essai *Reflections on Radio*² (Écrits radiophoniques), la *Théorie de la Radio*³ de Bertolt Brecht dans les années 1920/1930 et ultérieurement la publication de Hans Magnus Enzensberger sur les *Medienbaukasten*⁴ (en anglais la publication s'appelle *Constituents of a Theory of the Media/Constituants d'une théorie des médias*) dans les années soixante-dix, ont fourni un cadre théorique à un mouvement de radios locales en constante évolution partout dans le monde.

Dans son essai *Reflections on Radio*, Walter Benjamin expose les idées erronées majeures dans le paysage médiatique qui deviendront les principaux piliers du mouvement des radios communautaires.

« C'est une grave erreur de la part de cette institution [la radio] que de perpétuer la séparation fondamentale entre l'artiste et le public, une séparation qui est minée à la base dans son fondement tech-

² Benjamin in Rosenthal (2014) p 364

³ Brecht (1975)

⁴ Enzensberger in Glotz (1997) p 95

nologique. Un enfant saurait qu'il est dans l'intérêt de la radio de donner le micro à chacun, à la moindre occasion, permettant ainsi à l'auditoire d'assister à des interviews et à des conversations dans lesquelles n'importe qui pourrait avoir son mot à dire. »⁵

Ainsi, les radios communautaires considèrent qu'elles relèvent d'un domaine public, complémentaire des médias classiques, et mettent l'accent sur

- ◆ Une exploitation non-commerciale ou à but non lucratif des radios locales afin de garantir leur indépendance face aux intérêts économiques,
- ◆ Une participation active des communautés locales à la programmation des stations de radio,
- ◆ Une participation active des communautés locales à la gestion et aux processus décisionnels de la station de radio,
- ◆ L'importance d'offrir l'accès aux médias à des groupes et des individus sous/mal représentés médiatiquement, marginalisés ou privés de l'accès aux structures de communication, et
- ◆ La nécessité d'offrir un accès aux opinions et points de vue différents et alternatifs

Ces aspirations ont incité les premiers radiodiffuseurs communautaires à relever de nouveaux défis, par ex. la mise en place et l'entretien des infrastructures de transmission, l'équipement des studios de diffusion, le fait de veiller à la participation des communautés locales et de doter ces nouveaux producteurs de programmes bénévoles des compétences et du savoir nécessaire pour diriger des émissions radiophoniques. La formation de ces producteurs en herbe consistait dans certains cas en une présentation informelle de quelques minutes pouvant aller jusqu'à la mise en place plus officielle d'un atelier de quelques heures, et com-

⁵ Benjamin in Rosenthal (2014) p 364

prenait une initiation aux dispositifs du studio, la table de mixage, la diffusion en direct et aux installations du site.

La formation de nouveaux bénévoles est un défi majeur pour les radios communautaires, cependant, c'est un enjeu essentiel pour assurer un cadre pédagogique ouvert et inclusif et pour créer un contexte structuré *d'apprentissage par la pratique* pour tous les groupes et les individus de la population locale et veiller ainsi à l'élaboration de compétences médiatiques :

« L'apprentissage par la pratique constitue un prérequis important à l'instruction et à la compréhension. Celui qui s'est assis devant un micro, qui a effectué un montage ou utilisé une table de mixage comprend les lois de la production médiatique. Ces conditions préalables permettent de développer un savoir-faire médiatique. [...] Ces compétences impliquent des connaissances et des aptitudes dans les techniques utilisées par les médias pour créer la réalité. »⁶

Par conséquent, la Radio CBS 95,3 MHz de Buea, avec le soutien du Programme du SCP du Cameroun, a élaboré un cursus de formation pour les producteurs bénévoles afin de permettre à des communautés locales et à des individus de produire de nouvelles émissions de radio et de les guider dans leur processus *d'apprentissage par la pratique* et dans l'acquisition concrète de compétences.

6 Israel (2005) p 7

2. Un atelier de journalisme citoyen pour les dirigeants communautaires et les OSC locales :

Soutenir les membres de la communauté dans leur processus *d'apprentissage par la pratique*

La Radio CBS 95.3 MHz de Buea au Cameroun emploie des journalistes professionnels et des techniciens pour produire au quotidien des émissions et leur contenu, gérer les aspects techniques des programmes de radio et assurer le fonctionnement de la station. Cependant, une part substantielle des émissions de CBS est produite par des REB (Radio-diffuseurs Externes Bénévoles), qui appartiennent à des communautés régionales, des OSC ou des ONG spécialisées dans certains domaines et désireuses de partager leur savoir avec le public local, par ex. l'éducation de type scolaire ou non, ou les programmes d'alphabétisation, le VIH/SIDA, la prévention du paludisme, les droits des femmes, les questions liées à la jeunesse, la culture, les traditions et les langues autochtones, l'information des personnes handicapées, les questions sociales, la consolidation de la paix, les droits de l'homme, l'agriculture et la musique (locale ou traditionnelle).

Les REB n'ont généralement reçu aucune instruction officielle et n'ont aucuns antécédents dans le journalisme ou la communication. Ils ont acquis les compétences nécessaires à la production d'une émission de radio par des formations *sur le terrain*, qui constituent un apprentissage *de dépannage*, spontané et officieux dispensé par des journalistes et des techniciens de CBS. L'absence de programmes d'enseignement et de formation pour les REB est due au manque de moyens affectés au développement de modules d'apprentissage, d'éducateurs en initiation aux médias qualifiés et de supports pédagogiques.

Dans le cadre du programme du Service Civil pour la Paix au Cameroun, la Radio CBS 95.3 MHz de Buea a élaboré un cursus de formation modulaire à l'intention des nouveaux REB afin de les soutenir et de les guider dans leur processus *d'apprentissage par la pratique* et sur le terrain et pour inciter les membres de la communauté, les OSC et les ONG

à s'approprier leurs radios locales en guise de tribunes d'expression des préoccupations et des besoins des communautés. L'implication de ces nouveaux REB garantit la présence d'opinions et de points de vue diversifiés au sein du programme et accroît la prise en main de la station de radio par la communauté.

Pourquoi un *apprentissage par la pratique* accompagné dans une Radio Communautaire ?

Les radios communautaires sont habituellement auto-organisées, intégrées au niveau local avec des diffuseurs communautaires qui offrent du temps d'antenne aux populations locales, à la société civile et aux individus, afin de réaliser des émissions sur des questions locales et régionales dans le but d'informer, d'éduquer mais aussi de divertir une communauté de proximité. Par conséquent, les radios communautaires dépendent de la participation active de la population locale.

Ces producteurs bénévoles n'ont généralement qu'une expérience limitée dans le journalisme ou la communication, voire aucune, pourtant ils sont, par ex., membres d'ONG qui travaillent dans le développement rural, ils organisent des campagnes de prévention sur Le VIH/SIDA, produisent une émission sur l'alphabétisation, appartiennent à un groupe de jeunes ou de femmes ou se passionnent pour la scène musicale locale et partagent leurs archives musicales avec les auditeurs. De ce fait, ces journalistes citoyens détiennent un savoir-faire particulier et par le biais de leurs émissions de radio, ils partagent ces connaissances et ces compétences avec la population locale. Ainsi, les radios communautaires accueillent des personnes diverses, d'âge et de sexe différents, aux parcours professionnels et éducatifs variés ou issus de milieux ruraux ou urbains, etc.

Une approche concrète et présentant peu d'obstacles est essentielle pour former ces personnes. *L'apprentissage par la pratique* tient compte des exigences et des horizons différents des producteurs radiophoniques et laisse une place aux tâtonnements, de sorte que ces journalistes

citoyens en herbe trouvent leur propre voie dans les défis quotidiens d'un programme radio. Voici certains des avantages de *L'apprentissage par la pratique*⁷

- ◆ Vous pouvez choisir le rythme de votre processus d'apprentissage
- ◆ Il n'y aura pas de « main charitable » lorsque vous rencontrerez un problème et par conséquent
- ◆ Vous trouverez votre propre solution au problème

L'apprentissage par la pratique peut cependant comporter des mauvais côtés et des inconvénients tels que

- ◆ S'enliser dans une difficulté pour laquelle aucune solution n'a été trouvée
- ◆ Une fois la solution trouvée, la motivation de poursuivre l'apprentissage peut faiblir
- ◆ Les solutions aux problèmes peuvent ne pas être évidentes
- ◆ Certaines personnes surestiment leurs capacités ou
- ◆ Sont inflexibles dans leurs méthodes de travail après avoir trouvé une solution ou un palliatif

Par conséquent, la Radio CBS 95.3 MHz de Buea a élaboré un cursus de formation qui assure un cadre pédagogique ouvert mais qui accompagne également les journalistes citoyens débutants dans leur processus d'apprentissage et leur laisse le temps de renforcer leurs capacités à leur propre rythme et de trouver leurs propres solutions aux problèmes. Cependant, dans des situations où les participants ne parviennent pas à résoudre les problèmes de façon individuelle ou collective, les formateurs apportent leur contribution, donnent des exemples de bonnes pratiques et guident les REB dans leurs recherches de solutions.

Les principaux modules de la formation des apprentis REB sont

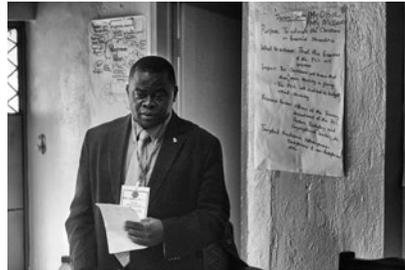
⁷ Israel (2005) p 18

Module I : Compétences journalistiques de base

Le concept de formation des REB s'appuie sur les principes de *L'apprentissage par la pratique*, cependant les organisateurs de l'atelier s'efforcent de renforcer les compétences journalistiques de base des participants de manière à développer une compréhension commune du travail de journalisme dans une radio locale et d'apporter également des précisions sur l'environnement professionnel d'un journaliste Camerounais.

Les modules suivants ont été proposés au cours de l'atelier

- ◆ Introduction aux principes de la radiodiffusion communautaire et des radios locales
- ◆ Présentation et historique de radio CBS
- ◆ Une initiation aux concepts rédactionnels radiophonique a été organisée afin de fournir un cadre, établir des catégories et indicateurs importants et aborder des exemples de bonnes pratiques avec les participants
- ◆ Un expert en droit Camerounais a tenu un discours inaugural sur le droit des médias au Cameroun et sur les modifications du Code Pénal en matière de journalisme (citoyen)



Le journaliste émérite de la CRTV Matute Menyoli (à gauche) introduit les participants aux principes clé des programmes d'actualités et d'information. Jesse Konang (à droite) fait le point sur le droit médiatique Camerounais en mettant l'accent sur les dernières actualisations du Code Pénal à l'égard des journalistes et des organismes de presse

- ◆ Un journaliste expérimenté a initié les participants aux termes essentiels et aux principes de formatage radio pour les actualités, les informations et les émissions en direct
- ◆ Un discours-programme et un module de pratique sur les techniques d'interview et les émissions en direct ont été organisés.

Module II : Rédaction d'une radiodiffusion (en direct) et langage radiophonique

Dans le cadre de la radiodiffusion communautaire le choix du langage et des formulations joue un rôle essentiel dans le succès d'une émission de radio (en direct) – « le message est-il passé ou non ? ». Les radios communautaires produisent des programmes sur l'éducation scolaire ou non scolaire, sur des questions de santé telles que la prévention du paludisme ou du VIH/SIDA, des thèmes culturels et sociaux et, sur des sujets de cette nature en particulier, il est crucial de communiquer dans un langage que le public comprend et qui lui est familier. Le journaliste citoyen doit décloisonner l'information pour l'auditoire et éviter les phrases compliquées, les mots étrangers ou les explications théoriques complexes.

Au Cameroun, avec plus de 250 groupes ethniques et autant de langues régionales ou vernaculaires différentes, l'utilisation des langues locales les plus courantes est essentielle. L'anglais, le français et le pidgin servent de langues transversales, cependant, le pidgin joue un rôle particulier car on le comprend dans tous les secteurs anglophones du Cameroun et il fait office de langue véhiculaire. Dans la Région du Sud-Ouest du Cameroun, les radios communautaires diffusent dans plus de 18 langues, ce qui explique que l'on parle 11 langues autochtones dans une seule radio locale.⁸

Désormais, les séminaires des REB soulignent l'importance du langage utilisé dans les programmes proposés et encouragent l'usage du

⁸ Vojvoda (2016) p 65

pidgin et des langues vernaculaires afin de permettre aux journalistes citoyens de toucher les groupes de populations dont elles sont la langue maternelle. En outre, les participants ont reçu des conseils pratiques sur la façon de rédiger un scénario pour des programmes radiophoniques.

Module III : Compétences techniques et montage audio numérique

L'aspect technique d'une émission de radio peut être redoutable et intimidant pour ceux qui n'ont pas été habitués à travailler avec du matériel audio ou des ordinateurs. Par conséquent, le séminaire comportait également trois sessions de travail technique, à savoir une présentation générale des

- ◆ Équipements techniques de la radio c.à.d. le studio principal et le studio de pré-production, l'espace de recherche et l'assistance technique
- ◆ Principes de l'enregistrement numérique à l'aide d'enregistreurs de terrain et de microphones
- ◆ Montages audio numériques à l'aide de logiciels libres et gratuits comme *Audacity* et *Acoustica*. De plus, un manuel pas à pas comprenant des fichiers audio pour des sessions d'édition multipiste a été fourni pour se familiariser avec les fonctions de base des programmes



Les participants au séminaire utilisent les logiciels libres Audacity et Acoustica pour produire une séquence audio et monter leurs interviews et bandes sonores pour l'émission en direct de l'atelier

L'objectif de ces séances est de démystifier la production d'émissions de radio en tant que processus technique compliqué et de réduire ainsi les barrières à l'entrée pour les journalistes citoyens débutants à une participation continue à la station de radio.

Module IV : Expériences concrètes et radiodiffusion en direct

Le séminaire des REB débutants a commencé et s'est achevé par une émission en direct diffusée par la Radio CBS 95.3 MHz de Buea. Pour la plupart des participants, c'était la première fois qu'ils participaient à une émission de radio et sans doute aussi qu'ils entendaient leurs voix dans des hauts parleurs.

Le premier jour, au cours d'une émission de 60 minutes, les participants se sont présentés, ont fait part de leurs antécédents personnels et ont parlé de leurs idées d'émissions. Le dernier jour du séminaire, les journalistes citoyens débutants ont appliqué leurs acquis, présenté leur conception détaillée d'un programme et ont été préparés à remplir les documents de questions-réponses par un journaliste de CBS.

Au travers des deux programmes en direct, les participants et les organisateurs du séminaire ont pu effectuer un suivi des progrès des stagiaires et répondre à toutes les observations au cours des retours à la suite de la dernière émission. En outre, les journalistes professionnels



Un REB écoute un autre REB pendant l'émission en direct de clôture du séminaire (à gauche). Fiche de contrôle de l'émission (à droite) avec le programme détaillé de l'émission de clôture du séminaire

de CBS ont participé aux émissions ; cette association s'est avérée fructueuse puisque les journalistes de CBS ont pu donner des conseils pratiques immédiats sur la production d'une émission en direct et assurer une fonction de personne-ressource auprès des REB débutants.

3. Conclusion :

L'autonomisation des communautés locales et ses enjeux

Le premier séminaire pour les REB débutants a été primordial pour que la Radio CBS 95.3 MHz de Buea puisse encourager les membres et dirigeants de la communauté à faire de cette station leur propre radio communautaire et à l'éprouver en tant que moyen de communiquer avec la population locale. L'atelier a incité les membres de la communauté à produire de nouvelles émissions, notamment une série sur le « syndrome de la cohabitation », les droits des femmes, la famille et l'assistance sociale, la prévention contre le VIH/SIDA, un programme sur les archives départementales et le centre de documentation régional et une émission destinée aux étudiants de l'Université de Buea.

Cependant, certains secteurs devront être examinés et améliorés durant les séminaires de formation des REB à venir.

Les antécédents sociaux, professionnels et personnels des nouveaux REB

Les possibilités des bénévoles de contribuer aux programmes de Radio CBS sont limitées par leurs ressources sociales, professionnelles et personnelles. Dans certains cas, les frais de transport aller/retour à la station de radio excèdent déjà le montant des ressources allouées aux journalistes citoyens bénévoles. Ces frais de base constituent parfois un obstacle insurmontable, en particulier pour des groupes et des personnes à faibles revenus ou sans rémunération régulière, comme les étudiants ou les femmes du marché, en dépit du fait qu'elles représentent les principaux utilisateurs ou groupes cibles des médias communautaires.

Dans certains cas, la préparation, la production et la diffusion d'une émission prennent beaucoup de temps, de sorte qu'on ne peut entreprendre d'autres activités génératrices de revenus. Un phénomène courant chez les radiodiffuseurs communautaires est l'abandon des activités bénévoles dans les médias locaux au profit d'un revenu régulier ou une production de programmes irrégulière en raison d'opportunités d'emploi à court ou long terme.

Favoriser l'encadrement et la supervision des journalistes actuels

Les journalistes professionnels de CBS constituent une ressource précieuse pour les REB débutants. Ces journalistes travaillent en deux équipes successives de 5h.30 à 14.00h et de 14.00h à 22h30 et sont donc présents de manière permanente à la station de radio et peuvent ainsi prendre en charge les REB dans la phase de mise en route, surtout au cours des deux ou trois premiers programmes.

Les journalistes peuvent fournir des retours immédiats sur le contenu, réviser les scripts et donner des conseils sur la rédaction de scénarios, apporter un soutien dans le montage numérique des signaux audio ou une aide d'urgence pendant les diffusions. Les REB débutants peuvent recueillir des informations vitales de la part des journalistes et renforcer



Les journalistes de CBS apportent leur soutien aux participants à l'aide de conseils sur la rédaction de scénarios (à gauche) et sur le montage de signaux audio (à droite) (toutes les photos par Alexander Vojvoda)

leur confiance en eux, leurs pratiques quotidiennes et leur engagement envers le programme.

Par conséquent, les journalistes de CBS peuvent également avoir un rôle de formateurs dans les séminaires de REB à venir et un processus d'encadrement institutionnalisé peut ainsi se développer.

Suivi des REB

Il convient d'insister davantage sur le suivi des participants et de leurs nouvelles émissions. Il faut intensifier la supervision et l'encadrement durant les deux ou trois premiers mois car il s'agit d'une phase décisive qui peut signifier le maintien ou l'abandon du programme.

Les producteurs de l'émission devraient rendre compte des problèmes rencontrés et faire des suggestions sur la façon de les résoudre, par ex. le besoin de formations individuelles sur le studio de pré-production ou sur le montage audio numérique, de soutien dans l'organisation du programme ou la nécessité de réviser leurs scripts à l'aide des formateurs ou des journalistes professionnels. Il faudrait également mettre en place des retours réguliers de la part du directeur de la radio ou des journalistes.

En conclusion, les médias communautaires doivent relever plusieurs défis, aussi divers que le manque de ressources financières ou de capacités de formation et les problèmes d'infrastructure. Néanmoins, le fait d'offrir une initiation structurée à la production d'émissions de radio est enrichissant pour les bénévoles et pour les radios grâce au renforcement de l'engagement et du sentiment d'appropriation des communautés à l'égard de leur station, à l'élaboration d'une structure de programmes variés pour ainsi contribuer à un domaine public diversifié et garantir le développement de compétences médiatiques cruciales chez des communautés rarement représentées dans les médias.

Bibliographic et références

- Benjamin, Walter (1927/1933) : *Écrits Radiophoniques* in Rosenthal, Lecia (Ed., 2014):
Radio Benjamin
- Brecht, Bertolt (1975) : *Gesammelte Werke Band 20*
- Enzensberger, Hans Magnus (1997) : *Baukasten zu einer Theorie der Medien*. In:
Glotz, Peter (Ed., 1997) : *Baukasten zu einer Theorie der Medien. Kritische Dis-
kurse zur Pressefreiheit*
- Israel, Udo/Reimann, Andreas (2005) : *A&F Handreichungen*
- Kayser, Christiane ; Djateng, Flaubert (Ed. 2015): *Media et Journalisme dans le
travail de la Paix*
- Kayser, Christiane; Djateng, Flaubert (Ed. 2016) : *Le réseautage pour la Paix*
- Rosenthal, Lecia (Ed., 2014) : *Radio Benjamin*
- Vojvoda, Alexander (2016) : *Les réseaux de médias Communautaires dans la Région
du Sud-Ouest du Cameroun* in Kayser, Christiane; Djateng, Flaubert (Ed. 2016):
Le réseautage pour la Paix
- Wardrip-Fruin, Noad & Montfort, Nick (Ed., 2003): *The New Media Reader*

Le cinéma comme moyen d'œuvrer pour la paix

*Par Julia Krojer**

Comment les jeunes adultes peuvent-ils s'exprimer ? Le fait de se libérer l'esprit, de disposer d'une tribune où l'on peut débattre de ses problèmes constitue un pas important vers la coexistence pacifique. L'art et la culture populaire représentent des moyens d'exprimer ses idées et également de participer au changement social afin d'œuvrer pour la paix dans toute société. Dans cet article, je souhaiterais attirer votre attention sur des exemples de productions cinématographiques de la Sierra Léone qui apportent une contribution à la paix.

L'industrie cinématographique joue un rôle important dans le domaine du divertissement. Pendant les années 1980, un grand nombre de films Américains, Chinois et Indiens ont été projetés dans de nombreuses villes Africaines. Cependant, l'industrie cinématographique Nigérienne en expansion rapide a peu à peu remplacé ces films. L'influence du cinéma Nigérien transparait dans le milieu du cinéma Sierra Léonais qui se développe progressivement depuis la fin de la guerre civile (1991–2002). D'après Birgit Englert (2008: 3), « la libéralisation de la radio et de la télévision a favorisé l'émergence de nouvelles formes de culture populaire qui ne disposaient d'aucun espace dans les médias habituellement contrôlés par l'Etat ».

* Julia Krojer de Pain pour le Monde professionnelle d'appui chez SLADEA (Association pour l'Éducation des Adultes en Sierra Léone), entre Août 2013 et Janvier 2017.

La culture populaire propose « une façon d'inculquer un comportement plus souhaitable ou plus responsable socialement ». (Street 1997: 32). Ici, l'auteur fait référence à des thèmes tels que le VIH/SIDA, la pauvreté etc. qui constituent des sujets type d'interventions de divertissement éducatif (également appelées ludo-éducatives). Il sera question ci-dessous de la façon dont le support cinématographique utilise la culture populaire et le divertissement éducatif comme vitrine de prise de conscience sociale.

« L'utilisation du ludo-éducatif se fonde sur la perspective selon laquelle les gens apprendraient facilement dans l'ambiance détendue générée par le divertissement. Ses origines remontent à la nature didactique des récits au clair de lune et des causeries au coin du feu que beaucoup considéraient comme des canaux de socialisation et d'éducation bien supérieurs à la salle de classe ». (Université d'Ibadan, Nigéria)

« Le divertissement éducatif est un processus de conception et de mise en œuvre délibérées d'un message médiatique à la fois distrayant et pédagogique, en vue d'améliorer les connaissances du public sur un problème d'éducation, de générer des attitudes favorables, de modifier des normes sociales et de transformer des comportements manifestes. » (Singhal/Rogers, 1999, 2002 cité dans Singhal/Rogers 2004: 5)

Selon Singhal et Rogers (2004: 5), « l'objectif général des interventions de divertissement éducatif est de participer à un changement social dirigé qui peut se produire au niveau de l'individu, de la communauté ou de la société ». Ces interventions contribuent au changement social de deux manières différentes : « Tout d'abord, elles peuvent influencer sur la conscience des participants, leurs attitudes et leur comportement à des fins souhaitables sur le plan social. Ici, les répercussions escomptées se situeront au niveau individuel des membres de l'auditoire. [...] Deuxièmement, elles peuvent exercer une influence sur l'environnement externe du public pour lui permettre de créer les conditions nécessaires au changement à l'échelle du système. Dans ce cas, les incidences majeures auront lieu dans le domaine interpersonnel et politico-social de l'environnement externe de l'auditoire » (Singhal/Rogers 2004: 5, 6)

Stuart Hall (2003 : 2) a examiné le terme culture et il a opposé la culture savante à la culture populaire. La « culture savante » était entendue comme « la somme des grandes idées telles que représentées dans les œuvres classiques de littérature, peinture, musique et philosophie », alors que « la culture populaire » désignait « les formes largement distribuées de musique populaire, de publications, d'art, de design et de littérature, ou les activités de loisirs et de divertissement qui façonnent le quotidien de la majorité des « gens ordinaires » dans une époque spécifique. Depuis quelques années, la définition anthropologique du terme culture « fait référence à toute chose qui se distingue du « mode de vie » d'un peuple, d'une communauté, d'une nation ou d'un groupe social. » (Hall 2003 : 2, et Hall 1997 : 2 cité dans Englert 2008 : 1). Je souhaiterais également ajouter la définition de la culture populaire de John Street (1997 : 7), qui présente le résumé suivant : « La culture populaire est une forme de divertissement faisant l'objet d'une production de masse ou accessible au plus grand nombre (par exemple, à la télévision). La notion d'accessibilité peut se mesurer suivant les opportunités de profiter du produit ou par l'absence de barrières sociales s'opposant à la pleine jouissance de ce dernier (aucune connaissance ou compétence particulière n'est exigée ; aucun statut ni classe spécifique n'en est exclu). » En outre, Street (1997 : 9) conclut que la culture populaire fait ressentir les choses aux gens, elle leur permet d'expérimenter des sensations et « [Elle] ne fait pas seulement écho à nos [leurs] états d'âme », elle touche aussi les personnes. Il affirme également que la culture populaire est une façon d'exprimer les aspirations et les désirs du peuple (cf. Street 1997 : 17).

Je souhaiterais donner trois exemples issus de l'Association pour l'éducation des Adultes en Sierra Léone (SLADEA) afin de démontrer de quelle façon le support cinématographique peut fonctionner en faveur de la paix et faire évoluer les gens vers une société meilleure. WELTFILME.org, une ONG Allemande, avec le concours de Xchange Perspective e.V. et en collaboration avec SLADEA, Culture Radio et MADAM (*Mankind's Activities for Development Accreditation Movement*, Activi-

tés Humaines pour un Mouvement d'Accréditation du Développement) a réalisé deux projets de court-métrages « Sierra Leone on the Mend » (La Sierra Léone en voie de guérison), films documentaires et de fiction sur le virus Ébola et « Sierra Leone on the Rise » (La Sierra Léone en plein Essor), films sur l'égalité des genres. Chaque projet a formé 24 jeunes adultes, réalisateurs et cinéastes en herbe, à l'écriture, la direction et la production de films de fiction et de documentaires. Les concepts de Médias pour la Paix ont été enseignés en tant qu'approche à la réalisation de films. Dans « Sierra Leone on the Mend », les participants ont été en mesure de discuter de leur vécu sous Ébola et ils ont pu utiliser le support cinématographique pour le partager avec le grand public, mais aussi pour représenter un futur dans lequel des efforts sont mobilisés pour guérir les traumatismes et où les rêves deviennent réalité.

Les quatre films de fiction et les quatre documentaires mettaient en lumière des questions telles que : Comment les Sierra Léonais ont-ils fait face au virus Ébola ? À quoi ressemble la vie au Sierra Léone avec ou sans Ébola ? Que peuvent faire les Sierra Léonais pour concrétiser leurs rêves ?

Les huit court-métrages de “Sierra Leone on the Rise” débattent de questions telles que : Les hommes et les femmes bénéficient-ils de chances égales au Sierra Léone ? L'égalité des genres est-elle considérée comme un sujet d'importance sociale ? Dans le cas contraire, que doit-on faire pour changer les choses ?

Les cinéastes ont eu la possibilité de faire une tournée dans tout le pays par le biais du cinéma ambulant et de montrer leurs films pour toucher et éduquer un très grand nombre de personnes. Les projections étaient suivies de discussions constructives afin de favoriser le dialogue entre Sierra Léonais. En outre, les films sont distribués à l'échelle internationale pour que la parole des jeunes du pays puisse atteindre un auditoire plus vaste.

Un autre projet cinématographique a vu le jour, « Konkorama », travail de sensibilisation à un processus électoral pacifique, en collaboration avec SLADEA, Culture Radio et les Freetong Players International.

Ce film est inspiré du feuilleton radiophonique « Konkoroma » élaboré en 2012 pour favoriser cette année-là des élections pacifiques. En raison du succès de la dramatique radiophonique le groupe a souhaité en faire un film basé sur ses célèbres intrigues. À des fins de durabilité, on a appliqué la méthode « d'apprentissage en milieu de travail » et environ 25–30 membres des trois organisations partenaires ont été formés à la direction, la caméra, la lumière, au son et au jeu d'acteur. Quelques personnes issues de l'industrie cinématographique Sierra Léonaise étaient également impliquées dans le projet. Leur participation a été utile car elle a permis à Konkoroma, et aux organisations qui le soutiennent, de se faire mieux connaître au sein même du milieu du cinéma. En outre, une communauté établie dans les bidonvilles de Freetown et, entre autres, des membres de la police ont participé au tournage, dans le but de susciter une sensibilisation amorcée dès la phase de production du film.

Pour envisager un changement social en faveur de la paix à travers l'art populaire, il est important d'observer la conscience populaire. Barber (1987 : 4) conclut que les formes d'art ne reflètent pas une conscience déjà constituée mais plutôt, « une fenêtre ouverte sur une chose déjà pleinement présente ». De plus, l'auteur estime que les formes d'art populaire « avec leur mobilité exceptionnelle [...] jouent un rôle fondamental dans la formulation de nouvelles façon de voir les choses » (Barber 1987 : 4). Il est également important de souligner de quelle façon ce concept est mis en œuvre et influencé par des aspects environnementaux, comme le décrit Karin Baber (1987 : 5, 30, 53) : Tout d'abord, elle cite Trotsky (Trotsky 1970 : 34 cité dans Barber 1987 : 5), dont l'opinion est la suivante : « [...] la création artistique » est « un détournement, une modification et une transformation de la réalité [...] ». Barber (1987 : 5) puis elle évoque la façon dont les différents aspects environnementaux influencent l'expression, notamment « par qui et par quels moyens, dans quelles circonstances, sous quelles contraintes, dans l'intérêt de qui, et conformément à quelles conventions, ces formes d'art sont-elles produites. » De plus, le contexte historique et l'environnement écono-

mique, qui d'après Barber (1997 : 30) est celui d'un individualisme dynamique, exerce également une influence importante : « Les formes d'art populaire ne peuvent par conséquent pas être comprises à travers un vague recours généraliste et illustratif au colonialisme ou au changement social. La nouvelle conscience qu'elles formulent est extrêmement spécifique et leur sens doit être interprété au travers des détails d'un vécu local, social, politique et économique qui subit continuellement des changements historiques. » (Barber 1987 : 53)

Afin de comprendre l'art populaire, Karin Barber (1987 : 34) identifie les éléments suivants : « Pour comprendre ce que les formes d'art nous disent de la société, nous devons les appréhender en tant que formes d'art, ce qui signifie de ne pas se contenter d'apprécier leurs qualités esthétiques de manière approximative, mais de s'engager avec elles dans une tentative précise et détaillée de les « lire » suivant leurs propres conventions. Leurs sens, autrement dit, ne sont communicables qu'au travers d'une série de points d'ententes entre l'artiste et le public, le producteur et le consommateur, sur le genre de choses qui peuvent être dites et sous quelle forme ; sur la portée d'éléments et de liens formels et thématiques, sur le rôle tenu par l'auditoire dans la manifestation, et ainsi de suite. » En outre, il est important de noter que l'œuvre d'art plait au public parce qu'elle correspond en partie à son vécu ou à ses désirs (cf. Barber 1987 : 39).

Dans les projets cinématographiques susnommés, les Sierra Léonais expriment leurs aspirations et leurs désirs qui sont en général proches de ceux de l'auditoire. Les retours du public sont recueillis par le biais de questionnaires et de discussions à la suite de la projection, ce qui donne un aperçu intéressant de leurs vécus, leurs centres d'intérêt et de leurs pensées. L'interaction avec les cinéastes qui mènent les débats permet une meilleure compréhension des choses. La réaction des spectateurs montre que le cinéma est un bon support pour révéler les difficultés et offrir de possibles solutions.

Le film « Konkorama » a été projeté au National Museum et 100 personnes environ ont visité la manifestation. Au total 52 questionnaires

ont été retournés, 36 hommes et 16 femmes ont rempli les formulaires. 100 % ont déclaré avoir appris quelque chose grâce au film. Voici quelques citations intéressantes : « *La Corruption est un mal* » ; « *La corruption et la violence ne sont pas bonnes pour nous* » ; « *La leçon que j'en ai tirée est que nous devrions nous tenir à distance de la corruption, éviter la violence* » ; « *L'individu subit beaucoup de pressions dans la société pour survivre, c'est pourquoi il est prêt à faire beaucoup de choses* » ; « *Nous avons tous la responsabilité de dire non à la corruption et à la violence* » ; « *La violence n'est une solution dans aucune forme de conflit* » ; « *Les effets pervers des pots-de-vin* » ; « *Il existe différentes formes de conflits qui relèvent de la corruption* ».

Presque 75 % d'entre eux avaient connu des expériences de violence durant les périodes électorales, ce qui démontre l'énorme importance du travail de sensibilisation à la paix et au conflit.

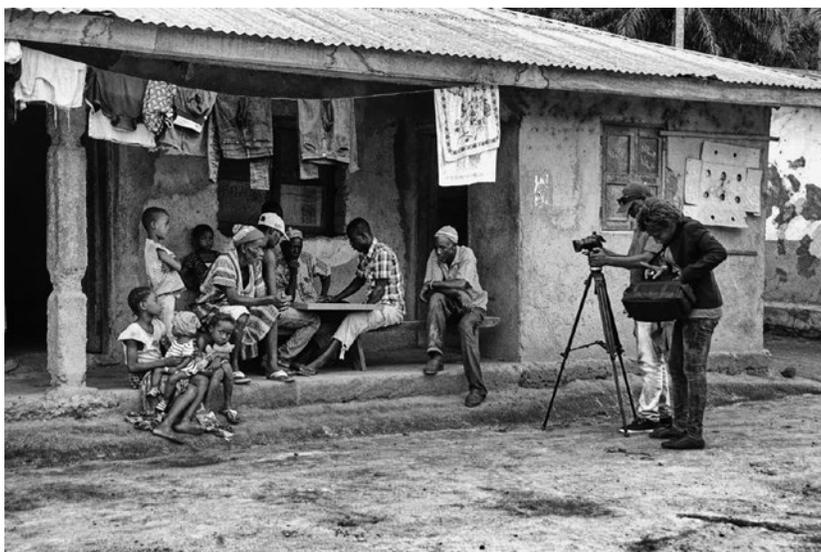
À la question « Ce film vous a-t-il inspiré à changer d'attitude ou de comportement à l'avenir ? » 97,2 % des hommes et 93,8 % des femmes ont répondu par oui. Cela souligne le succès du film. On ne peut pas voir le changement tout de suite mais, au moins, le public aura été en mesure de réfléchir à certaines situations. Quelques citations intéressantes : « *Aller sensibiliser les gens des quartiers insalubres en période d'élections* » ; « *Changer mon attitude envers la corruption* » ; « *Éviter la fraude et la violence* » ; « *Je voudrais toujours bien faire les choses pour contribuer à la paix et au développement* » ; « *Cela m'incite à penser que, quoi que ce soit que je traverse, je devrais gagner ma vie honnêtement* » ; « *Que je suis responsable de mes propres actes* » ; « *Notre façon de juger la police* » ; « *Maîtriser la colère* ».

Dans 84,6 % des questionnaires remplis, le débat à la suite de la projection a été jugé utile. Il est également ressorti au cours des discussions que le film a été apprécié et que les messages sur des thèmes comme la corruption, l'exploitation de la vulnérabilité des jeunes, la violence, etc. ont été compris.

Par ailleurs, les réponses des spectateurs de « Sierra Leone on the Rise » à la question « Ces films vous ont-ils incité à changer d'attitude









ou de comportement à l'avenir ? » offrent des points de vue intéressants : « Éviter la violence, le viol et adopter de saines habitudes » ; « Eh bien, ces films m'inspirent et ils ont déjà modifié mes valeurs morales » ; « À vrai dire cela m'inspire sur ma responsabilité future d'être un bon père en sachant comment je vivrai avec ma femme et ma famille » ; « Oui, nous devons changer nos attitudes pour planifier notre futur et construire notre pays » ; « Éduquer les enfants » et « Cela m'a incité à modifier mon attitude en ce qui concerne la vie avec une femme ». Ces quelques déclarations démontrent que les films ont un impact important sur la pensée individuelle, du moins à court terme. De plus, les membres du public ont débattu des enseignements tirés, ce qui a indiqué clairement la valeur pédagogique des films en ce qui concerne les droits de l'homme, la violence et la paix. Les gens ont pris conscience des solutions possibles sur les questions sociales, culturelles et économiques.

Un commentaire fort qui appuie l'idée du cinéma en tant qu'outil pédagogique a été donné par un spectateur du film « Sierra Leone on the Mend » qui a déclaré : « Si nous avions vu ces films avant Ébola, nous n'aurions pas traversé de telles épreuves. » Bien sûr, il fallait que les réalisateurs soient confrontés à l'épidémie pour être en mesure de transmettre ces récits et en même temps, le public devait l'avoir vécue pour en comprendre les messages. Mais ce qui est important ici, c'est de prévenir une nouvelle épidémie et de la traiter d'une manière plus pacifique. Comme l'a déclaré quelqu'un d'autre, on peut considérer le film « Healing the wounds » (Guérir les blessures) comme un exemple pour apprendre à régler les conflits. Le film « Healing the wounds » dévoile un conflit dans un village où le chef appelle le service d'urgence 117 dès qu'il soupçonne que le virus Ébola s'y est déclaré. La famille Kargbo le croit responsable de la mort des membres de sa famille. L'équipe du film fait une tentative d'arbitrage entre les deux parties et grâce à ce projet cinématographique, elle parvient à restaurer la paix dans la communauté. Cet exemple démontre que, dès le stade de la réalisation du film, la démarche Médias pour la Paix fonctionne pour les protagonistes de la même façon que le produit final pour éduquer les gens.

Konkoroma va de pair avec cette idée. Le tournage du film avait déjà servi une action de sensibilisation qui a été appréciée par les participants.

L'idée des projets cinématographiques est de générer un changement social des deux côtés, celui des cinéastes et celui du public. L'objectif étant que l'ensemble du processus de réalisation soit une contribution à la paix. Les cinéastes qualifiés sont maintenant informés sur l'approche de Médias pour la Paix et conscients de son impact positif sur leur public et sur eux-mêmes, aussi, il est permis d'espérer qu'ils continueront à travailler selon cette démarche. L'un d'entre eux a déclaré que c'était un projet important pour de jeunes réalisateurs comme lui, qui aimeraient apporter des changements dans leur pays.

Références bibliographiques

- Barber, Karin (1987): Popular Arts in Africa. In: African Studies Review, Vol. 30/3, p. 1-78.
- Barber, Karin (1997a): Introduction. In: Barber, Karin [ed.] (1997): Readings in African Popular Culture. Bloomington & Indianapolis: Indiana University Press, Oxford: James Currey, p. 1-11.
- Englert, Birgit (2008): Popular Music and Politics in Africa – Some Introductory Reflections. In: Stichproben. Wiener Zeitschrift für kritische Afrikastudien Nr. 14/2008, 8. Jg., p. 1-15.
- Hall, Stuart (2003): Introduction. In: Hall, Stuart (ed.) (2003): Cultural Representation and Signifying Practices. London – Thousand Oaks – New Delhi: Sage, p. 1-11.
- Singhal, Arvind/Rogers, Everett M. (2004): The Status of Entertainment – Education Worldwide. In: Singhal, Arvind [ed.] (2004): Entertainment – education and social change: history, research, and practice. Mahwah, N.J. [u.a.]: Lawrence Erlbaum.
- Street, John (1997): Politics and Popular Culture. Philadelphia: Temple University Press.
- Université d'Ibadan (non daté): Arugbá Mobile Cinema Report.

Les arts et la consolidation de la paix : une approche nouvelle

Extrait de la page web de l'United States Institute of Peace (USIP)*

L'Amiral quatre étoiles James Stavridis, retraité de la Marine Américaine et actuellement Doyen de la *Fletcher School of Law and Diplomacy* à l'Université Tufts, conseille à ceux qui souhaitent comprendre la Russie de cesser de lire « les analyses universitaires truffées de jargon de ces revues de sciences politiques » et de se tourner vers les œuvres de géants littéraires Russes, tels que Dostoïevski, Tolstoï et Soljenitsyne. Voici, écrit-il, le moyen de comprendre les Russes et leur dirigeant, Vladimir Poutine, car ces artistes expliquent la philosophie de vie, le nationalisme et l'endurance de la Russie comme rien d'autre au monde. « La Littérature offre le juste regard. Si vous voulez comprendre l'esprit Russe, n'oubliez-pas qu'il n'existe nulle part ailleurs une culture dans laquelle on estime ses écrivains autant qu'en Russie. Tous les Russes peuvent – et ils le font souvent – citer Pouchkine, Tolstoï, et Gogol ; alors qu'on aurait beaucoup de peine à arracher une phrase de Whitman, d'Hemingway ou de Toni Morrison à un Américain moyen... La littérature Russe donne forme à la vision du monde [de Poutine] et elle éclaire les décisions du Kremlin en une prose puissante et ciblée. »¹

De quelle façon, précisément, ces grands écrivains interprètent-ils leur identité nationale ? Quels aspects de leurs œuvres sont exclusivement Russes et quels sont ceux qui dépeignent quelque chose de plus

¹ James Stavridis, « What Russian Literature Tells Us About Vladimir Putin's World, » Foreign Policy, 2 Juin 2015, <http://foreignpolicy.com/2015/06/02/what-russian-literature-tells-us-about-vladimir-putins-world>.

* www.usip.org/insights-newsletter/the-arts-and-peacebuilding-emerging-approach

universel sur la condition humaine ? Qu'est-ce qui rend les romans, la poésie, les pièces de théâtre, la danse, la musique, la peinture, l'architecture et le cinéma si convaincants tant à l'intérieur qu'au-delà des frontières nationales et culturelles ? Et quel intérêt peuvent-ils présenter du point de vue du conflit et de la paix ?

La recherche sur ces questions est encore à ses débuts mais elle se développe car les artisans de paix se tournent de plus en plus vers les arts comme outils de transformation du conflit. Les arts figurent maintenant dans les pratiques de consolidation de la paix à l'échelle mondiale et comprennent une palette d'activités vaste et colorée. Les gouvernements, les organisations internationales, les institutions universitaires, la société civile et les artistes sont tous concernés, que ce soit par le biais des processus décisionnels, de la recherche, des financements, et/ou de la pratique. De nombreux artistes sont eux-mêmes artisans de paix, en intégrant les thèmes du conflit, de la résistance, la justice, l'espoir et la réconciliation dans leur travail créatif et en faisant progresser le changement social grâce à leur art. Le Département d'État des États Unis et l'USAID (Agence des États Unis pour le Développement International) financent des projets artistiques dans les zones de conflit. L'Institut des États Unis pour la Paix (USIP) les soutient grâce à son programme de subventions. La Banque Mondiale, le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), le FNUAP (Fonds des Nations Unies pour la Population), le PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement), l'UNHCR (Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés), l'UNICEF, l'ONU Femmes et l'UNESCO dirigent tous des programmes artistiques pour les personnes déracinées par la violence. Sur le plan politique, de nombreux gouvernements, les Nations Unies et des organisations régionales comme l'ANASE (Association des nations de l'Asie du Sud-Est), l'OEA (Organisation des États Américains) et l'OCI (Organisation de la Coopération Islamique) reconnaissent la relation systémique entre la création artistique, le patrimoine culturel, la cohésion sociale et le développement durable. Citons en exemple le nouveau Programme pour la Culture et le Développement

du Pakistan du gouvernement Danois, dans lequel sont intégrés les arts, le patrimoine, la croissance économique, le dialogue interculturel et la transformation sociale.²

Avec cette prolifération d'activités, certains, mais pas l'intégralité, de ceux qui travaillent à la croisée de l'art et de la paix font appel à des méthodes de recherche empiriques pour évaluer l'impact et mieux comprendre le pouvoir des arts dans les situations de conflit et d'après-conflit. Cependant, au-delà des répercussions du projet, il faut poursuivre des recherches plus systématiques pour déterminer si et de quelle façon l'art influence le comportement humain à l'égard de la violence. Cela exige une approche multidimensionnelle, inspirée des connaissances en psychologie, anthropologie, neurosciences, éducation, économie, théorie culturelle, critique sociale, esthétique, politique culturelle et dans les diverses formes d'art elles-mêmes. De plus, la recherche sur l'art en ce qui concerne le conflit et la paix doit tenir compte des caractéristiques uniques des arts dans le cadre d'une double pratique : esthétique-créative et sociopolitique.

Dans les zones de conflits, souvent amplifiés par les réseaux sociaux, les arts retracent et interprètent les témoignages des gens, soignent les victimes de traumatismes, restaurent les communautés, donnent la parole aux femmes et autres groupes marginalisés, protestent contre l'injustice, fournissent des moyens de subsistance, éduquent les populations, expriment le patrimoine culturel, définissent une identité, impliquent la jeunesse dans des alternatives à la violence et humanisent « les autres. » Cet article présente un cadre qui permet de comprendre le potentiel de transformation de l'art et il suggère une voie à suivre pour ce domaine émergent des pratiques de prévention de la violence et de consolidation de la paix.

2 « Pakistan Culture, Development Programme Launched, » The Nation, 27 Mai 2015, <http://nation.com.pk/islamabad/27-May-2015/pakistan-culture-development-programme-launched>.

Des acteurs rationnels aux acteurs dévoués

L'art change fondamentalement le discours autour du conflit et de la paix. Il offre de nouvelles catégories d'analyse et des langages nouveaux, verbaux et non-verbaux. Les arts inspirent, ils sollicitent, évoquent, provoquent, ils enseignent, confrontent, commémorent, idéalisent et ils dévoilent les vérités cachées. Ils sont profondément enracinés dans l'expérience humaine : depuis l'ère Paléolithique, l'Homo sapiens fait des dessins, chante des mélodies et raconte des histoires qui trouvent leur source dans sa vie de tous les jours. À travers les arts, les humains engagent leurs facultés somatiques, sensorielles, cognitives, affectives et symboliques pour manipuler et organiser des phénomènes naturels tels que la lumière, la couleur, le son, les proportions mathématiques et le mouvement. La forme que prend cette organisation dépend en grande partie du contexte culturel du créateur. Ainsi l'art se situe au croisement entre nature et culture, et il ouvre des portes vers une meilleure compréhension des moteurs émotionnels et psychologiques du conflit.

Les spécialistes contemporains confirment ce que les artistes savent intuitivement depuis des siècles : c'est-à-dire que les humains ne sont pas totalement des êtres rationnels. Lisa Schirch et d'autres ont écrit au sujet des aspects matériels, sociaux et symboliques du conflit³ et des conclusions empiriques plus récentes confirment la validité de cette approche à niveaux multiples. Dans une étude financée par la Fondation Nationale des Sciences et par l'Office de Recherche Scientifique de l'U.S. Air Force, par le biais du Bureau de Recherche Navale, une équipe interdisciplinaire de chercheurs en sciences sociales déclare que le cadre de « l'acteur rationnel » utilisé par les gouvernements depuis des décennies ne suffit pas pour comprendre les conflits violents. Les êtres humains ne prennent pas de décisions et ne font pas de choix uniquement en raison d'opportunités matérielles mais sur la base de valeurs ancrées au plus profond d'eux-mêmes. Définies comme « valeurs sacrées » par les cher-

3 Pour une vue d'ensemble, voir Lisa Schirch, *Ritual and Symbol in Peacebuilding* (Bloomfield, CT : Kumarian Press, 2005), chapitre 3.

cheurs, ces valeurs peuvent avoir une teneur ouvertement religieuse, telle que l'importance de Jérusalem pour les adeptes des trois religions Abrahamiques, ou non-religieuse, telle que la valeur que les parents accordent à leurs enfants ou la volonté de mourir pour une cause. Ceux qui adhèrent à ces valeurs les considèrent comme indissociables de la vie elle-même.

Les valeurs sacrées sont essentiellement de nature émotionnelle et inconsciente et elles se trouvent au cœur de l'identité individuelle et collective. Elles ne qualifient pas les acteurs rationnels ; au contraire, « quand les gens interprètent les enjeux cruciaux d'un conflit d'après les valeurs sacrées, ils deviennent des acteurs dévoués : loin de la logique rationnelle de la *realpolitik*, des analyses de parties ou du marché... Les acteurs dévoués considèrent les valeurs sacrées comme bien supérieures aux considérations d'utilité et ils peuvent prendre des décisions qui semblent absurdes vues à travers le prisme du modèle de l'acteur rationnel. »⁴

L'anthropologue Scott Atran, coauteur de cette étude, a prononcé un discours sur les acteurs dévoués au Conseil National de Sécurité en 2006, et le 23 Avril 2015, il fut le premier anthropologue à intervenir devant le Conseil de Sécurité de l'ONU. Au cours du Débat Ministériel sur « Le rôle de la jeunesse dans la lutte contre les extrémismes violents et la promotion de la paix, » il a déclaré qu'au lieu de messages négatifs visant à contrecarrer les discours extrémistes, la jeunesse a besoin de ressources pour rêver de vies qui donnent du sens à la camaraderie et d'opportunités pour créer leurs propres initiatives locales. Le Dr. Atran a conclu ses réflexions en demandant, entre autres choses, « des activi-

4 Hammad Sheikh, Jeremy Ginges, et Scott Atran, « Sacred Values in the Israeli-Palestinian Conflict : Resistance to Social Influence, Temporal Discounting, and Exit Strategies, » *Annales de l'Académie des Sciences de New York* 1299 (2013) : 1-2. Des conclusions similaires à celles de cette enquête figurent dans des études menées grâce à l'imagerie par résonance magnétique fonctionnelle, c.à.d. que les valeurs sacrées déterminent le comportement de l'être humain en raison de sa perception du bien et du mal, quelles qu'en soient les conséquences. Voir Gregory S. Berns et al. « The Price of Your Soul : Neural Evidence for the Non-Utilitarian Representation of Sacred Values » *Philosophical Transactions B* 367, no. 1589 (2012) : 754-76.

tés physiques, de la musique et du divertissement pour s'opposer à la contre-culture planétaire grandissante de l'extrémisme violent. »⁵

Le pouvoir de transformation des arts repose essentiellement sur le fait que l'art opère – souvent simultanément – dans les domaines physiques, émotionnels et existentiels. D'un point de vue existentiel, les arts expriment et traduisent la quête humaine de sens, de buts, de communauté, d'identité et de valeurs sur lesquelles fonder son existence. Ces valeurs, matérielles ou autres, sont profondément ancrées dans la vie des individus, des groupes et des nations, et puisent leurs racines dans des perceptions du monde différentes. L'art a la capacité d'ouvrir et d'élargir la vision du monde des uns et de mieux comprendre celle des autres, générant ainsi empathie et intégration. À défaut, le support artistique peut intensifier les disparités de certaines philosophies de vie et en déshumaniser d'autres. Les vidéos habiles et violentes du groupe DAESH, qui rebutent la plupart des gens mais parviennent pourtant à recruter des djihadistes, illustrent clairement le potentiel des techniques artistiques pour alimenter le conflit au lieu de l'apaiser. De plus amples recherches seront nécessaires afin de mieux comprendre de quelle façon le contenu créatif, la qualité de production et les perceptions du public interagissent avec des effets variés d'humanisation ou de déshumanisation.

5 Greg Downey, « Scott Atran on Youth, Violent Extremism and Promoting Peace, » PLOS blog, 25 Avril 2015, <http://blogs.plos.org/neuroanthropology/2015/04/25/scott-atran-on-youth-violent-extremism-and-promoting-peace/>.

À l'avenir

Pour faire avancer les pratiques de consolidation de la paix axées sur les arts, plusieurs conditions doivent être réunies :

L'ajustement et l'adoption de méthodes d'évaluation permettant de s'aligner sur les qualités intrinsèques de l'art.

Les artistes et les spécialistes en sciences sociales abordent la consolidation de la paix selon les méthodologies singulières de leurs professions respectives. L'évaluation de programmes artistiques dans le domaine du conflit et de la paix est par conséquent souvent considérée comme problématique, alors qu'en fait, elle fait l'objet d'une attention réfléchie chez les praticiens d'art. Parmi ceux qui appliquent les techniques d'évaluation quantitative des sciences sociales aux interventions axées sur l'art, citons le cas du groupe new-yorkais Battery Dance Company pour son travail à Jérusalem, et celui de Bedari, une ONG du Pakistan. La difficulté n'est pas due au fait que les programmes artistiques sont impossibles à évaluer quantitativement, mais plutôt au fait que les méthodes quantitatives ne saisissent pas pleinement les qualités intrinsèques de l'art – telles que la créativité, l'expression non verbale, l'élaboration d'une vision du monde et la construction du sens – qui sont à la source des avantages sociaux, civiques et économiques de l'art. Patrycja Kaszynska, chargée de recherches au sein du Projet sur la Valeur Culturelle du UK Arts and Humanities Research Council fait observer que les méthodes d'évaluation répondent aujourd'hui à une « hiérarchie des disciplines » dans laquelle « l'approche économétrique est adoptée comme une valeur en soi. »⁶ En fait, les pratiques et les paradigmes d'évaluation actuels, avec leurs modèles de logique et leurs théories du changement, se fondent sur les hypothèses occidentales de cause à effet qui ne

6 Patrycja Kaszynska, « Culture and Economics : Looking for the Buried Hatchet, » The #culturalvalue Initiative (blog), 18 Avril 2014 <http://culturalvalueinitiative.org/2014/04/18/culture-economics-looking-buried-hatchet-patrycja-kaszynska/>.

fonctionnent peut-être pas dans, par exemple, les contextes Africains où le savoir traditionnel et la qualité de vie font partie intégrante du cadre d'investigation.⁷

Ainsi, des modèles systémiques non-linéaires tels que le récent Indice de Cohésion Sociale et de Réconciliation (SCORE) élaboré par le Centre pour la Paix Durable et le Développement Démocratique et le PNUD peuvent s'avérer fructueux pour l'évaluation des initiatives artistiques.⁸ Une autre approche prometteuse est en train d'émerger du réseau Art X Culture X Social Justice Network créé depuis peu. Son nouveau Laboratoire Pédagogique d'Évaluation met en place un cadre de référence des spécificités et indicateurs artistiques afin de mieux évaluer le processus esthétique et le résultat ou l'expérience de l'action pour les arts et la justice sociale. Entre autres choses, cela signifie « d'assurer une compétence culturelle dans l'évaluation ; d'élever les données qualitatives et l'exposé narratif au statut de mesures quantitatives significatives et de formuler des critères d'efficacité artistique de même que civique et sociale. »⁹

Les sciences sociales et les arts divergent d'un point de vue épistémologique. L'art possède son propre langage, sa logique, ses repères et ses structures d'interprétation, il nous invite à porter un regard neuf sur le monde et à utiliser des modèles d'évaluation nouveaux. Le fait d'imposer exclusivement à un domaine les normes et les méthodes de l'autre est préjudiciable pour les deux alors qu'ils pourraient à la place échanger des informations de façon constructive afin de mettre au point des pratiques d'évaluation optimales en utilisant des données à la fois qualitatives et quantitatives.

7 Sulley Gariba et Thomas de Hoop, « African Theories of Change : Lost in Translation? » 31e, 5 Février 2012, www.3ieimpact.org/en/announcements/2012/02/06/african-theories-change-lost-translation/.

8 Voir www.scoreforpeace.org/.

9 « Evaluation, Art X Culture X Social Justice Network » <http://artculturejustice.com/action-area/evaluation/>. « Neuroscience and Peacebuilding : Reframing How We Think About Conflict and Prejudice, » résumé de conférence, 5 Mars 2015 (Washington, DC : El-Hibri Foundation, Beyond Conflict, Alliance for Peacebuilding), <https://s3.amazonaws.com/ehf-public/ehf-documents/Neuroscience+Conference+Summary>.

Recherches scientifiques additionnelles sur les arts par rapport aux moteurs émotionnels et psychologiques du conflit et de la paix.

Les domaines de la psychologie et des neurosciences sont particulièrement pertinents en raison de leurs analyses de caractéristiques telles que la discrimination, la déshumanisation, la tolérance, l'empathie, la peur, la confiance et l'identité de groupe. En Janvier 2015, la Fondation El Hibri, Alliance for Peacebuilding et Beyond Conflict ont convoqué une conférence réunissant des psychologues, des chercheurs en neurosciences, des spécialistes de la consolidation de la paix et des décideurs politiques afin de discuter des mécanismes du conflit et de la paix dans le fonctionnement du cerveau humain. Parmi les constatations présentées figuraient le fait que le comportement humain est dicté en grande partie par les émotions plutôt que par la pensée rationnelle et l'importance des « valeurs sacrées », telles que décrites ci-dessus, dans la prise de décision humaine.

L'une des étapes suivantes recommandée par la conférence fut d'associer des artistes au débat, qui pourrait encore s'enrichir de l'ajout de neuroscientifiques qui étudient directement les processus cognitifs et émotionnels du cerveau par rapport aux arts. Ces travaux de recherche scientifique doivent être intégrés afin d'examiner les rapports possibles entre l'art et les réponses neuronales de (par exemple) l'empathie et la haine, et l'influence de l'art sur le développement des valeurs sacrées, à la fois positives et négatives.

Rencontres interdisciplinaires et formations en vue d'éduquer et d'informer les réseaux de praticiens.

Les pratiques de consolidation de la paix axées sur les arts demandent d'associer les connaissances de la communauté artistique professionnelle à celles des experts traditionnels en affaires étrangères, conflit et développement. Toutefois, les échanges sont rares entre ces deux groupes et une action soutenue est nécessaire pour créer des passerelles et favori-

ser la collaboration interdisciplinaire. Des réunions régulières de ces divers intervenants, par le biais de conférences, de formations, de travaux sur des projets communs, etc., permettraient de remédier à cela. Les artisans de paix pourraient bénéficier d'une meilleure connaissance de la vitalité du secteur artistique qui comprend non seulement des créateurs, mais aussi des enseignants, des administrateurs, des thérapeutes, des historiens, des responsables de politique culturelle, entre autres. Les artisans de paix traditionnels ont également besoin de mieux comprendre ce que les différentes formes d'art, arts visuels, arts de la scène et littérature issue de divers contextes culturels, ont à offrir.

Réciproquement, les artistes qui travaillent dans le domaine de la paix et du conflit gagneraient à élargir leurs connaissances sur l'analyse, la prévention, la résolution, et la transformation du conflit, et sur des pratiques et concepts de base tels que la médiation, la négociation, le dialogue, l'état de droit et les théories du changement, entre autres choses.

VOIES
TRADITIONNELLES
VERS LA PAIX

Les funérailles, un espace de transformation des conflits familiaux à l'ouest du Cameroun

Par *Flaubert Djateng**

Toutes les personnes ayant séjourné au Cameroun sont surprises par la place qu'occupent les funérailles dans la vie des Camerounais, surtout de ceux venant de la région de l'Ouest, les Bamiléké. Ces funérailles – qui pèsent lourd dans la vie et dans l'économie des familles – ont plusieurs significations et sont entre autres des vecteurs essentiels de transformation des conflits familiaux, ainsi que des instruments de renforcement de la cohésion sociale.

Les funérailles sont d'abord organisées pour accompagner un être cher qui a quitté les siens.

« Quand il y a un mort tout s'arrête » entend-on ici et là en ce qui concerne le deuil. Ceci parce que les deuils vous empêchent de continuer normalement vos activités. Le travail, les rendez vous, les loisirs, bref tout ce qui était planifié est soit revu, soit tout simplement annulé. Mais en fait, tout ne s'arrête pas, plutôt tout commence. Car en fait, dès que l'on a perdu un être cher, il y a de nouvelles activités qui commencent avec un rythme et une cadence qui occupent tout votre espace, de même que celui des vôtres : femme/mari, enfants, cousins, oncles et tantes, amis, voisins, collègues de service, membres des ton-tines et membres des associations auxquelles vous appartenez. Il faut maintenant ajouter toutes ces personnes du côté du défunt et c'est aussi valable pour chacun qui se sent concerné. Tout ce beau monde doit être informé, il faut organiser une logistique pour les accueillir, les nourrir, bref s'occuper d'eux.

* Noyau d'accompagnement SCP de Pain pour le Monde



Quand on parle de s'organiser pour les accueillir, il s'agit dans certains cas de se préparer à gérer 800 à 1200 personnes. Pour des commis de l'Etat, on peut facilement avoir 2000 personnes qui auront une chaise sous une tente, à manger, à boire et participeront à des événements culturels : danses, chants, cultes ou messes, rites funéraires traditionnels ou modernes, prestations des associations ou des groupes invités, etc. Cette organisation se joue à deux niveaux dans la famille endeuillée : au niveau collectif où la famille doit être vue par chaque invité comme unie dans ce moment de deuil et au niveau individuel où chacun a ses invités qui sont venus lui adresser leurs condoléances et le soutenir. « Réussir un deuil » est une épreuve qui demande des capacités organisationnelles et managériales fortes. Chez les Bamiléké, les enfants sont impérativement présents à tous ces grands rassemblements. Il ne faut donc pas être surpris qu'à l'âge adulte, la plupart soient à la tête de nombreuses organisations de la société civile ou d'entreprises commerciales.

Les funérailles constituent un vecteur culturel fort, car ce sont des moments de rites et autres manifestations culturelles et culturelles. C'est en participant à des funérailles que les enfants sont immergés et acquièrent une certaine identité culturelle. Les cérémonies sont organisées de manière à ce que chaque concerné puisse faire son deuil et soit aussi capable d'accepter le « départ » de l'être cher. La famille se réunit pour « pleurer » le défunt et en même temps lui dire au-revoir. Par le passé, chez les Bangoulap (un sous-groupe des Bangangté du grand groupe Bamiléké), le défunt était enterré une à deux semaines après son décès, puis les lamentations duraient 9 jours et enfin « les funérailles » qui sont en fait une grosse cérémonie pour dire au-revoir au défunt, couper les liens, accepter la séparation et organiser la suite sans lui. De nos jours, avec la croissance des populations et le nombre de décès qui s'en suit, les cérémonies durent en moyenne deux semaines. Toutefois, comme par le passé, il y a encore la possibilité pour un membre de la famille de rendre hommage au défunt après un an ou deux, selon ses moyens financiers, en invitant une fois de plus ses amis et toute la famille à une cérémonie qui dure cette fois un weekend.



Une autre dimension des funérailles est le rôle de régulation qu'elles exercent au sein des familles. « Le deuil rassemble », en d'autres termes, la séparation avec un être cher permet à la famille de rester unie. L'étranger est parfois étonné de voir la mobilisation qui accompagne un décès. Il ne comprend pas que lors du vivant du défunt, il n'avait pas autant d'attention, mais à sa mort, les personnes arrivent de partout. C'est très paradoxal car il est même arrivé que l'on se moque d'une famille qui n'a pas pu rassembler des fonds nécessaires pour acheter des médicaments, mais qui au décès dépense beaucoup d'argent pour les obsèques. Ceux qui se moquent ont perçu les funérailles dans leur dimension capitaliste et ont négligé toute la dimension sociale qui se cache derrière les cérémonies.

Le premier élément est la mobilisation qui suit un décès. C'est l'occasion de revoir des personnes de la famille que l'on a perdues de vue. C'est l'occasion de montrer les nouveaux enfants qui sont nés entretemps. C'est aussi le moment de voir les nouveaux couples, surtout si on n'était pas au mariage. Une famille unie est celle pour qui les uns comptent pour les autres. Chaque fois qu'une personne revoit une sœur, un oncle ou une tante, un cousin, etc. ça fait tellement de bien et c'est réciproque. Les informations, les nouvelles et autres s'échangent. Parfois on se remémore des souvenirs et il arrive que l'on fasse des planifications communes sur de nouveaux projets.

Pendant les funérailles, les jeunes saisissent parfois l'opportunité de rencontrer des grands frères et demander conseil par rapport à leurs projets, mais surtout de prendre des rendez-vous pour discuter sur comment bénéficier du coaching de ces aînés. La prise de rendez-vous est plus aisée en ces moments car les tantes et les oncles servent d'excellents médiateurs pour introduire les jeunes qui ont besoin de conseils et de soutien.

Pour bien gérer les funérailles, il faut de nombreuses rencontres de concertation et de prise de décision. Ces rencontres sont convoquées et animées par le chef de famille avec l'appui des oncles et des tantes. Au delà des choix qui sont effectués et de la répartition des tâches qui

s'en suivent pour que tout se passe bien, ces rencontres sont aussi des moments pour examiner ce qui risque d'entraîner la discorde entre les membres de la famille. Tout d'abord autour du défunt, est-ce qu'il a des dettes ? Est-il en conflit avec quelqu'un ou un groupe ? Ensuite au sein de la famille, s'il y a des plaintes ou des personnes en conflit, c'est parfois lors des funérailles que le chef de famille est mis au courant. Suivant le degré de gravité du conflit, il décidera de le traiter sur le champ ou de le reporter à une autre occasion (réunion de famille, etc.). Il peut également convoquer des séances spéciales pour y trouver une solution ou encore déléguer la gestion de la crise à un membre de la famille.

La réunion de famille

Lors des réunions de famille, les membres se concertent sur les projets de famille et en profitent aussi pour résoudre des conflits identifiés lors des funérailles. Pendant les funérailles de Maman Mbiakop tous les membres de la famille étaient réunis. Les cousins et cousines qui ne participent plus aux réunions familiales étaient présents. Ce fut l'occasion de savoir pourquoi ces derniers ont déserté ce moment-clé dans la gestion de la famille. Ils ont pu dire qu'ils contestaient le lieu de la rencontre. En effet, l'héritier principal, chef de famille, avait pris l'habitude de convoquer les réunions de famille chez lui, dans une autre localité que celle du village d'origine du père fondateur de la famille, provoquant la colère des cousins et cousines qui ne se sentaient plus chez eux. Lors de la prochaine réunion, la question était à l'ordre du jour.

Il faut noter que le coût sur le plan économique reste lourd et que des familles sont parfois coincées et n'arrivent pas à s'y lancer. On a vu des familles s'endetter pour réaliser des funérailles. Au vu de la mobilisation et des fonds nécessaires, certains jeunes regardent aujourd'hui les funérailles de manière dubitative. Si cette tendance se renforce et les funé-

railles perdent en importance, il faudra voir si les fonctions régulatrices peuvent être reprises à un autre niveau. Sinon, on aura un problème....

Néanmoins jusqu'ici, tous les jeudis et vendredis, on observe un mouvement des populations en direction de la région de l'Ouest du Cameroun, fief des Bamiléké : ce sont des voitures privées et des cars bondés. A cette occasion les prix des transports montent et sont même parfois augmentés de 70%. Mais les gens sont prêts à tout pour pouvoir participer aux funérailles. La crise économique est arrivée et pourtant le rythme n'a pas diminué. Sur le plan économique, cela ne se justifie pas, cependant les funérailles restent l'événement le plus couru dans la communauté Bamiléké. Le côté touristique a parfois été mis en avant par certains analystes ou encore « l'attachement à leur tradition », mais nous pensons qu'il ne faut pas sous-estimer le rôle de régulation et de préservation de la paix sociale que jouent les funérailles dans les familles.

L'éducation, les liens traditionnels et l'art dans le travail de paix en territoire de Fizi

*Par Evariste Mfaume**

Contexte

Le Territoire de Fizi est situé dans la partie sud de la province du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo. L'agriculture, la pêche, l'élevage, l'artisanat minier et le petit commerce sont les activités principales. Cette zone est le théâtre de conflits et crises cycliques à la base de l'instabilité politique et d'un marasme socioéconomique très avancé. Il y persiste encore des groupes armés locaux et internationaux ; avec comme corollaires les affrontements récurrents, le déplacement des populations civiles, les abus et violations des droits humains...

La cohabitation entre les communautés est mise à mal par les divergences créées souvent sur base de manipulation identitaire, de course au pouvoir politique et coutumier, de rivalités autour de l'exploitation et la gestion des ressources naturelles, du contrôle et de la gestion inéquitable des ressources disponibles, d'une culture de méfiance intercommunautaire. Toutes ces préoccupations fragilisent de plus en plus le tissu social donc les défis de paix, de cohésion sociale et de gouvernance locale sont essentiels.

Aujourd'hui, force est de reconnaître que malgré les efforts déployés par les multiples partenaires dans la gestion non violente des conflits,

* Coordinateur de l'ONG Solidarité des Volontaires pour l'Humanité (SVH) ;
email : Ong_svh@yahoo.fr ; www.svh-rdcongo.org

Trouvez sur YouTube un film sur le travail remarquable du, partenaire SCP
d'Eirene SVH au Congo : <https://www.youtube.com/watch?v=viN8WtOXk28>

plusieurs foyers de tensions intercommunautaires importants subsistent et se cristallisent. Pour mieux comprendre les enjeux dans ces foyers de tensions, SVH avec l'appui technique et financier du service chrétien international pour la paix EIRENE a réalisé en 2014 dans le cadre du SCP une recherche aboutissant à un rapport sur 4 foyers des tensions¹ ; les conclusions de cette étude ont prouvé à suffisance la montée en puissance de la justice populaire et la mise à mal de la cohabitation intercommunautaire Bembe-Fuliiru dans le foyer de tension de Mboko (Mboko, Makobola et Lusenda), secteur de Tanganika ; le conflit des limites entre les groupements Balala-sud et Basimukuma-sud avec des conséquences néfastes sur la cohabitation entre les communautés riveraines de Katanga-Malinde, Kitete-Sikutumwa (secteur de Mutambala) ; et le conflit lié au contrôle et à l'exploitation de l'or dans la localité de Misisi opposant les creuseurs artisanaux et la multinationale Casa mineral ; et les conflits localisés à Lulenge sur le contrôle et la gestion des ressources naturelles.

L'approche « Dynamique locale de paix » (DLP)

Les conflits du pouvoir coutumier et politique en lien avec la gestion et l'exploitation des ressources naturelles, et d'autres conflits inter- et intra-communautaires ont un impact négatif sur la cohésion sociale au niveau local. Ils affaiblissent ainsi la capacité des membres des communautés à faire face aux différents effets de la fragmentation sociale qui en résultent notamment les morts d'hommes, les cas des déplacements forcés de personnes présumées sorcières, les arrestations de personnes, la présence d'orphelins, et surtout l'instauration d'un climat de haine et de méfiance ouvert entre les membres des communautés pour ne citer que cela à titre illustratif.

Dans la phase préparatoire de la mise en place des Dynamiques locales de paix, cadres de dialogue à la base, les membres des commu-

¹ Voir le rapport sous www.svh-rdcongo.org

nautés locales ont choisi entre eux des hommes, des femmes, des jeunes remplissant des critères convenus à l'avance. Les membres de la DLP ont été choisis au cours des focus groups organisés pour préparer les séances d'assemblées générales. Les assemblées générales composées par les délégués des couches sociales sont donc des mécanismes importants d'approbation et de légitimation des membres des DLP.

A travers l'approche DLP, les acteurs des conflits identifiés étant au centre et intégrant aussi des membres des communautés avec des intérêts divers, SVH amène les acteurs-clé par exemple les hommes, les femmes et les jeunes dans les villages de Makobola, Mboko, Lusenda et leurs environs à participer au processus inclusif qui va de l'identification des défis de paix avec le soutien des autorités coutumières membres des DLP à la mise œuvre de solutions de paix identifiées collectivement. Dans un cadre de dialogue intercommunautaire régulier, ils se réunissent, ils se concertent et ressortent des propositions constructives ; des recommandations ; les membres des communautés se voient responsabilisées et chargés de s'impliquer activement dans la recherche de paix et le renforcement la cohésion sociale dans leurs milieux.

L'approche dynamique locale de paix adresse la complexité des causes profondes à la source des conflits et des violences. Elle s'appuie sur les arts classiques et traditionnels et crée une interaction entre les acteurs. Pour ne citer que quelques exemples : L'éducation à la paix, le théâtre participatif, les danses traditionnelles, mais aussi la fusion de Lubunga-Rubunga en Barza intercommunautaire Bembe-Fuliiru.

Expériences avec l'éducation à la paix

Les jeunes sont souvent à juste titre considérés comme des vecteurs de paix ou de violence. Dans le contexte *Tujenge Pamoja*, les jeunes sont à la base de plusieurs conflits et violences entre les communautés ; en même temps leurs efforts orientés vers la paix sont prometteurs. Dans le premier cas, les jeunes sont souvent manipulés pour détruire. Ils sont cités régulièrement pour avoir commis des actes de justice populaire,

des viols, s'être enrôlés dans les groupes armés, participer à des manifestations violentes. Les cas des manifestations violentes des jeunes à Lusenda et en août 2016, à Kabondozi en sont des illustrations concrètes. Dans les manifestations entre réfugiés et résidents de Katungulu sur la surexploitation des arbres et du bois dans la forêt, de part et d'autre, les acteurs étaient à majorité jeunes. De même les victimes grièvement blessées étaient des jeunes. A Kabondozi, les malentendus entre les jeunes bembe et fuliiru manipulés ont perturbé sensiblement la paix communautaire entre les deux tribus.

A l'inverse, nous devons saluer l'ouverture et l'engagement des jeunes pour la paix. Le plus souvent ce sont eux qui échangent des messages de paix avec les membres des autres communautés à travers le théâtre participatif et même les danses traditionnelles. Ils prennent activement part aux initiatives développées et mises en œuvre par les DLP à Lusenda, Mboko et Makobola. Ils suivent de près les engagements communautaires.

Cet aspect intéresse au plus haut point le projet qui encourage le renforcement des compétences en prévention et gestion des conflits parmi les jeunes. Comment mettre en avant les jeunes (filles et garçons) dans le processus de promotion de la culture de paix, de non-violence et du genre dans les milieux respectifs du projet ? Pour y arriver, le projet utilise les stratégies des matches sportifs mixtes entre les jeunes filles et garçons, jeunes joueurs congolais et réfugiés burundais, échanges ouverts et pour l'année 2017, les tables rondes sociales seront aussi exploitées dans les écoles de Mboko, Lusenda et Makobola.

Le rôle du sport dans le processus de transformation des conflits est important. Dans le cas type, les matches mixtes jeunes joueurs congolais et réfugiés burundais ont contribué à la décrispation des tensions. Le cas le plus récent, le 2 octobre 2016, à l'occasion de la célébration de la journée internationale de la non-violence, le projet *Tujenge Pamoja* a facilité les rencontres de football entre ces jeunes à Lusenda. Normalement les matchs entre ces deux groupes ne se déroulent jamais paisiblement, ils sont marqués par des violences de part et d'autre. Consciente de

l'enjeu de rapprochement intercommunautaire entre jeunes congolais et réfugiés burundais à travers le fair play sportif, l'équipe du projet a constitué deux équipes mixtes c'est-à-dire dans lesquelles les jeunes des deux communautés jouent ensemble indépendamment de leur appartenance à tel ou tel groupe ethnique.

Expérience avec le théâtre participatif

Le théâtre est un outil médiatique et un moyen de diffusion/transmission/échange d'informations/messages, permettant la réflexion et la communication. Le théâtre peut renforcer l'attrait émotionnel et psychologique d'une idée ou d'un message et il offre un moyen intéressant et crédible d'explorer les sujets délicats. Il peut changer la façon de penser et d'agir d'une personne ou d'un groupe.

Il existe plusieurs sortes de théâtres : le théâtre classique est celui dont les spectateurs sont des consommateurs passifs d'informations. L'acteur parle – le public écoute. Le théâtre participatif est une forme de théâtre qui permet la participation du public, l'interaction entre les acteurs et le public/les spectateurs. Le théâtre participatif connaît plusieurs formes² :

- ◆ Le théâtre des opprimés en est une émanation : il peut être un moyen pour transformer la société, au lieu de simplement attendre le changement. C'est une forme de théâtre interactif qui favorise l'échange entre les participants.

Le théâtre des opprimés a les 4 principes suivants :

- ◆ Rendre visible la situation vécue par les personnes ;
- ◆ Analyser les causes profondes de la situation, y compris ses origines à la fois internes et externes ;
- ◆ Examiner les solutions à ces problèmes d'un point de vue individuel autant que collectif ;
- ◆ Agir pour le changement conformément aux préceptes de justice sociale.

² Voir aussi « Le théâtre pour la paix » www.peaceworkafrica.net



De manière globale, les acteurs démarrent avec une situation dramatique empruntée à la vie de tous les jours, par exemple un individu confronté à la discrimination. La pièce se dirige vers un triste dénouement, avec un protagoniste abusé, opprimé, maltraité par un antagoniste.

Après la première représentation, on discute du contenu avec le public, et quelques scènes sont rejouées. Pendant qu'on rejoue la situation, les membres du public sont appelés à intervenir en stoppant l'action, en montant sur scène pour remplacer les acteurs et exprimer leurs propres idées afin de trouver des solutions, alors que les autres acteurs restent dans leur personnage. Le public prend conscience que, de la même façon que dans la vie, s'ils n'interviennent pas, rien ne changera. Et le changement doit être mené de façon stratégique.

Le projet *Tujenge Pamoja* utilise cette approche dans son travail de théâtre participatif. Deux troupes des théâtres ont été sollicitées par le

projet. Il s'agit de *Tujenge Pamoja* (Jouons ensemble) et de l'union des jeunes cinéastes Burundais et Congolais de Lusenda (UJCBC).

La première troupe qui a bénéficié auparavant de plusieurs programmes de formations avec Search for Common Ground a contextualisé à travers les spectacles l'état de la justice populaire et ses conséquences immenses à Makobola. Les rôles des autorités locales et de la société civile ont été étalés tout au long des présentations. Vu que les femmes sont ressorties comme la majorité des victimes de cas de justice populaire commis par les jeunes, les acteurs ont joué des rôles différents dans les scènes. D'un côté certains ont été considérés comme victimes et les autres comme acteurs négatifs et le public à travers ses interventions s'est positionné comme acteur neutre définissant des pistes des solutions constructives.

Joué en plein air, le jour du marché, le théâtre a permis au public d'interagir avec les acteurs sur la situation conflictuelle locale. Des témoignages de victimes ont été présentés par les intervenants. Ils ont en même temps proposé des pistes de solutions et recommandations allant dans le sens de lutter efficacement contre la justice populaire. Nous citons :

- ◆ Plaidoyer par la DLP auprès des autorités locales sur la sécurisation des personnes âgées
- ◆ Plaidoyer par la DLP auprès des décideurs locaux sur la lutte contre l'impunité
- ◆ Organisation par la DLP des échanges publics sur la paix et la cohésion sociale
- ◆ Organisation par la DLP de séances des médiations communautaires
- ◆ Organisation par la DLP d'une séance d'échanges avec les représentants des services de sécurité, la société, le notable et les jeunes pour définir ensemble les mécanismes locaux de prévention et lutte contre la justice populaire.

Avec la troupe UJCBC, à travers laquelle les communautés d'accueil et les réfugiés se voient dans le miroir des jeunes filles et garçons vivant dans les mêmes villages ; évoluant dans un groupe mixte malgré leurs différences. Les présentations ont touché les émotions des membres des communautés d'accueil et des réfugiés burundais à Lusenda, Katungulu et Lulinda. Dans un premier temps, les résidents se sont mis fortement en colère du fait que les réfugiés burundais occupent sans aucune indemnité leurs terres attribuées par l'Etat congolais en collaboration avec le HCR ; des promesses données aux propriétaires terriens n'ont pas été tenues par les autorités congolaises, le HCR et ses partenaires. Ils reprochent également aux réfugiés d'être à la source de l'insécurité dans la zone, etc.

Ensuite les réfugiés se sont aussi ouvertement exprimés à travers cette approche. Tout en remerciant l'accueil chaleureux qui leur est réservé par les résidents, les réfugiés burundais ont décrié le fait que les jeunes garçons congolais exploitent abusivement la femme et la jeune fille réfugiée, profitant de sa situation économique précaire ; en plus, ils reconnaissent que, quand ils ont traversé le lac Tanganyika pour la RDC, ils ont été accueillis par l'Etat congolais et le HCR. Ces deux acteurs ont jugé bon d'installer le camp à Lusenda où ils vivent. Ils demandent aux résidents de savoir bien orienter leurs revendications car les réfugiés n'y sont pour rien et n'y peuvent rien...

Le théâtre participatif contribue à la libération des esprits de gens dont les cœurs sont brisés par les conflits. C'est donc un outil important de transformation des conflits s'il reste accompagné par un processus constructif de suivi des résolutions issues des échanges entre le public et les acteurs.

Le Barza intercommunautaire, un outil pour la pacification des leaders bembe et fuliiru

En 2015, le conflit intercommunautaire Bembe-Fuliiru a été caractérisé par un climat élevé de méfiance et de confrontation verbale et armée entre les leaders armés et non armés de ces deux communautés. A la base on trouve la présence de groupes armés à caractère communautaire installés dans les moyens plateaux de Mboko et les exactions commises par ces éléments armés sur les civils. Il s'agit des Mai-Mai Bwasakala pour les Babembe et du groupe d'autodéfense Raia Mutomboki pour les Bafuliiru. Bénéficiant de la bénédiction des membres des communautés, ces deux camps s'accusaient mutuellement par rapport à la perpétuation des incidents sur les personnes non armées de telle ou telle autre communauté vivant dans les moyens plateaux.

Les leaders de la communauté bembe reprochaient aux Fuliiru et au groupe armé qui leur est proche, les faits suivants :

- ◆ Envahissement de leurs terres traditionnelles dans les moyens plateaux de Mboko et changement délibéré des noms de certains villages, collines et rivières ; ceci avec l'intention de s'autonomiser ;
- ◆ Participation active du groupe armé Raia Mutomboki dans les opérations militaires des FARDC contre les Mai Mai Bwasakala, ils les qualifiaient de traîtres qui veulent se délocaliser de leur zone.

Les leaders de la communauté fuliiru reprochaient aux Bembe et au groupe armé qui leur est proche les faits suivants :

- ◆ Non reconnaissance de l'autochtonie de la communauté fuliiru, source d'exclusion, malgré plusieurs décennies déjà passées sur place ;
- ◆ Tracasserie des éléments Mai Mai Bwasakala sur les membres de la communauté fuliiru dans les moyens plateaux (Viols de femmes et jeunes filles, pillage de bétail et de produits champêtres, etc.)

Au regard de cette situation, en août 2015, la DLP Mboko avec l'appui du projet TUVENGE PAMOJA a organisé une rencontre de dialogue intercommunautaire entre Bembe et Fuliiru. Au bout de cette rencontre, les deux communautés valablement représentées, ont émis le vœu de mieux impliquer les structures traditionnelles de chaque communauté ; Lubunga pour les Babembe et Rubunga pour les Bafuliiru pour des compromis durables de paix et de cohésion sociale inter-communautaire. Ces cadres de dialogue privilégiant le mode de résolution traditionnel des conflits, dont les membres sont bien écoutés et respectés par les communautés de par leurs valeurs ancestrales de gardiennes d'unité et de solidarité, de dignité humaine, de justice originelle fondée sur la philosophie « UBUNTU » ..., maintiennent l'équilibre social, les bonnes relations présentes et futures entre les communautés sans discrimination.

C'est ainsi que, dans la séance du 17 novembre 2015 organisée par la DLP, les leaders des deux communautés rivales ont décidé de faire une fusion de leurs structures en une seule, appelée Barza intercommunautaire (Bembe et Fuliiru), dont le but est de contribuer efficacement à la prévention et la gestion non violente des conflits. Le barza est conçu comme un lieu où les membres d'un village ou d'une communauté ont l'habitude de se rencontrer pour échanger sur les différents aspects de la vie communautaire.

Ainsi c'est un cadre d'analyse et de concertation, d'échange sur les activités d'intérêt communautaire, de traitement d'un problème commun, de règlement de différends opposant les membres des communautés ou de conflits intra ou intercommunautaires, de recherche d'harmonie dans la société.

Le barza inter-communautaire est dès lors composé de personnes mandatées par leurs communautés ethniques respectives tels que les vieux sages, les notables locaux (gardiens de la coutume), les femmes, les jeunes. Notre expérience de deux ans déjà nous permet de dégager ici quelques traits qui nous paraissent essentiels pour la compréhension du fonctionnement actuel du barza et son impact dans la construction de la paix.

À Mboko, le barza intercommunautaire se réunit régulièrement (une fois par mois) ou dans l'urgence. Il se donne pour objectif d'analyser les problèmes qui surgissent et de trouver avec l'appui de la DLP et du projet *Tujenge Pamoja*, par le dialogue et la médiation, des compromis de nature à être respectés par les leaders communautaires.

L'implication du barza intercommunautaire a été effectivement indispensable dans le processus d'inclusion des membres des autres communautés (non bembe) au sein des conseils locaux de prise de décisions au niveau des quartiers de Mboko ; mais aussi dans le processus de rapprochement des jeunes bembe et fuliiru à Kabondozi. Pour le barza intercommunautaire et la DLP, loin d'aliéner le sens du pouvoir coutumier, ce mécanisme d'inclusion permet de promouvoir la paix et la cohésion intercommunautaire et renforcer par voie de conséquence l'unité et le développement local. Un exercice pas facile mais réussi grâce aux stratégies développées et mises en œuvre par la DLP et le barza intercommunautaire. Dans les 13 quartiers que compte le village A'AMBA dans sa partie littorale, se trouvent au moins plus de deux hommes et femmes membres des autres communautés qui participent à la gestion de ces entités locales.

Des jeunes de Kabondozi pour la paix grâce aux efforts du barza intercommunautaire

La légitimité des comités locaux des jeunes et la confusion des rôles et missions de ces derniers et des mutualités tribales (BUGUMA) ont constitué la principale pomme de discorde entre les jeunes des communautés Bembe et Fuliiru de Kabondozi. Des accusations réciproques et des délations envers les services de sécurité (PNC, FARDC) suivies d'arrestations des auteurs présumés de troubles (bagarres et injures publiques) ont été signalées en 2016. Au lieu de travailler dans l'unité pour l'intérêt des communautés, ces jeunes avec l'appui de certains tireurs des ficelles se sont distingués en véhiculant des messages de haine tribale les uns contre les autres.

Les autorités locales de Mboko n'ont pas été en mesure d'asseoir une stratégie de paix et de cohésion sociale susceptible d'être appréciée par les deux parties. Ceci aussi parce que ces acteurs jeunes remettent toujours en cause la neutralité des autorités quant aux conflits intercommunautaires bembe-fuliiru, secteur de Tanganika. Ils leur reprochent d'avoir des parti pris au nom de leurs intérêts politiques et de la consolidation de leurs pouvoirs.

En juin 2016 le barza intercommunautaire appuyé par la DLP, la société civile et le bureau de la jeunesse du secteur de Tanganika, a effectué des missions de bons offices à trois niveaux : avec les jeunes d'abord, les autorités locales et certains entrepreneurs locaux de conflits ensuite. Au terme de ces missions, les parties prenantes ont accepté de se rencontrer dans une séance pour la recherche d'un rapprochement interjeunes. Chose faite le 13 et 14 Juillet 2016 à Mboko. Le but était d'analyser les causes et les dynamiques du conflit afin d'identifier les stratégies de non-violence de manière consensuelle.

Cette séance facilitée par la DLP et le barza intercommunautaire au regard de leur expérience dans la gestion des conflits communautaires, a abouti à l'accompagnement d'une assemblée communautaire participative et inclusive des leaders des deux communautés de Kabondozi pour l'élection d'un comité unique des jeunes. Les efforts du barza ont été consolidés une fois de plus jusqu'à amener les jeunes sans distinction aucune, à élire un comité local inclusif composé par tous, en date du 19 août 2016. Ce processus n'est pas terminé. La consolidation du travail avec le comité local inclusif des jeunes de Kabondozi est un chantier indispensable de paix et de cohésion sociale.

Expérience avec les danses traditionnelles

Les sites du projet *Tujenge Pamoja* bénéficient d'une diversité culturelle tant entre congolais qu'avec les burundais. Mais depuis des années, la zone est en proie à des conflits intercommunautaires liés parfois au croisement de cultures différentes. Une grande partie des conflits violents

entre les communautés d'antan est issue de la discrimination et de l'exclusion sociale. Les gens sont exclus à cause de leur identité ; dans le pire des cas, l'intolérance extrême à l'égard des personnes de groupes ethniques différents aboutit à des confrontations violentes. Le cas des résidents de Lusenda et Katungulu contre les réfugiés burundais en 2016 constitue un exemple illustratif.

Les rumeurs, les préjugés, les clichés et les mythes au sein des communautés conduisent à la discrimination, à l'exclusion et à une haine qui alimente la violence. Les gens qui appartiennent à d'autres groupes sont jugés en fonction de clichés et de généralisations. Par exemple, en tant que congolais, x personne développe une perception de considérer indigne une femme ou un homme réfugié burundais. Les rumeurs prolifèrent dans les périodes de tensions accrues ; on crée des images de l'ennemi même entre jeunes dans les écoles de Lusenda. Les perceptions culturelles les encouragent parfois, en séparant « soi » et « les autres », décrivant l'autre comme « la cause », comme « une menace ». C'est le principe du « bouc émissaire » qui contribue au renforcement de la haine entre les communautés.

Le travail du projet *Tujenge Pamoja* s'inscrit dans ce contexte compliqué. Nous renforçons les capacités locales de paix et de coexistence pacifique en favorisant l'apprentissage interculturel et la réconciliation. Le projet *Tujenge Pamoja* contribue à donner de l'espoir aux gens. Depuis le mois d'octobre 2016, ce projet se sert des danses interculturelles congolaises et burundaises comme outil de travail sur les préjugés, les rumeurs, les clichés et les mythes qui divisent les communautés d'accueil et les réfugiés burundais. De par notre expérience, chaque culture comporte des chansons et danses qui peuvent construire et à l'inverse détruire. Les premiers nous intéressent. Les danses traditionnelles aident à rendre visibles les causes profondes des conflits et permettent d'apprendre comment les résoudre de manière pacifique. Le processus de réconciliation ou de prévention des conflits ne se produit pas seulement sur le plan cognitif, mais il implique aussi très fortement la capitalisation des acquis culturels de paix. C'est à ce niveau que les

danses traditionnelles jouent un rôle important. La cohabitation pacifique ne peut pas se construire par le biais d'un programme de journées interculturelles ponctuelles pour cultiver l'empathie et la tolérance communautaire. Souvent, nous remarquons que l'attitude de certains participants change positivement ou négativement au cours des présentations des danses traditionnelles mixtes, ce qui est encouragé pour faire ressortir les sensibilités des uns et des autres. Les danses traditionnelles ouvrent des voies de réconciliation et soignent des blessures internes afin que les gens touchés par de nombreux conflits violents, puissent mieux vivre avec les fardeaux du passé. Nos groupes-cible apprécient notre approche des danses traditionnelles qui exige une collaboration directe entre le projet et les femmes et hommes membres des troupes autant de réfugiés que de résidents à Lusenda. Ces troupes émanant des communautés sont à la fois victimes des situations conflictuelles directement ou indirectement mais aussi des agents incontournables de propagation des messages de paix et de cohésion sociale.

Lors des manifestations traditionnelles, la participation est généralement forte à Lusenda

Les activités culturelles ne sont pas considérées isolément. Elles s'intègrent dans les approches de paix et de réconciliation utilisées par le projet *Tujenge Pamoja*. Les groupes-cible sur le terrain ne considèrent pas cette approche comme une improvisation mais s'identifient en elle, elle affirme non seulement leur dignité, leur identité individuelle, mais ils se retrouvent aussi dans une participation collective. Les danses traditionnelles ont été utilisées jusqu'ici à Lusenda. En 2017 elles seront étendues à Mboko et à Makobola pour contribuer au rapprochement des communautés en conflits. Le projet *Tujenge Pamoja* à travers son volet genre, prévoit des actions en ce sens dans les milieux des jeunes, les écoles en particulier.

La jeunesse, l'extrémisme violent et la promotion de la paix*

Par Scott Atran

Le 23 Avril 2015, le professeur Scott Atran est intervenu devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies, c'était, à notre connaissance, la première fois qu'on demandait à un anthropologue de s'adresser à cet organisme. Il s'est notamment exprimé au Débat Ministériel sur « Le rôle des jeunes dans la lutte contre la violence extrémiste et la promotion de la paix ». Son exposé sur la radicalisation de la jeunesse résume en une version très courte ses réflexions tirées de travaux de recherches expérimentales et ethnographiques multiples sur les jeunes ayant rejoint des mouvements extrémistes violents. Scott a fait circuler des liens et le texte de son discours de manière à toucher le plus large public possible.



*Scott Atran est Directeur de Recherche en Anthropologie au Centre National de la Recherche Scientifique de Paris et il est titulaire de chaires d'enseignement à l'Université d'Oxford, au John Jay College of Criminal Justice et à l'Université du Michigan. Il est co-fondateur de Artis Research et auteur de *Talking to the Enemy* (Parler à l'Ennemi) et *Au Nom du Seigneur*. Ses travaux de recherche sur l'anthropologie cognitive sont diversifiés et passionnants, mais ses recherches actuelles ont un caractère particulièrement urgent et c'est en partie pourquoi je lui ai demandé si je pouvais publier ceci.*

Allocution au Conseil de Sécurité de l'ONU par Scott Atran.

Publié le 25 Avril 2015

* <http://blogs.plos.org/neuroanthropology/2015/04/25/scott-atran-on-youth-violent-extremism-and-promoting-peace/>

Les jeunes ont besoin de valeurs et de rêves

Exposé du Professeur Scott Atran

Votre Altesse Royale le Prince Héritier Al Hussein Bin Abdullah II, Monsieur le Secrétaire Général et distingués représentants, je remercie le Conseil de Sécurité et le Gouvernement de Jordanie de me permettre de tenter d'apporter ma contribution.

Je suis anthropologue. Les anthropologues, en tant que groupe, étudient la diversité des cultures humaines afin de comprendre nos points communs et nos différences et d'utiliser ces connaissances pour nous permettre de surmonter nos divergences. Mes recherches ont pour but de contribuer à réduire la violence entre les peuples, tout d'abord en essayant de comprendre des modes de pensée et des comportements aussi différents des miens qu'il soit imaginable : tels que les attentats suicide qui tuent une multitude de personnes innocentes n'ayant causé aucun préjudice direct à autrui. La solution, comme me l'a appris Margaret Mead il y a longtemps, lorsque je travaillais avec elle comme assistant au Museum Américain d'Histoire Naturelle, ici même à New York, est de témoigner de l'empathie à l'égard des autres, sans pour autant les soutenir : de prendre part à leurs vies dans la mesure de ce que vous jugez possible moralement. Puis de faire un rapport.

J'ai passé beaucoup de temps à observer, mener des entretiens et à effectuer des analyses systématiques chez des personnes des six continents engagées dans des actes de violence pour soutenir un groupe et ses revendications. Tout récemment, le mois dernier à Kirkouk en Irak, en compagnie de mes collègues, j'ai rencontré de jeunes hommes qui avaient tué pour Daesh, et de jeunes adultes dans les banlieues de Paris et les barrios de Barcelone qui aspiraient à rejoindre ce dernier.

À l'aide de certaines observations issues des recherches en sociologie, je tenterai d'énoncer quelques conditions susceptibles de détourner ces jeunes de la voie de l'extrémisme violent.

Mais en premier lieu, qui sont ces jeunes ? Aucun des combattants de Daesh que nous avons interviewés en Irak n'avait fait d'études au-delà de l'école primaire, certains avaient des épouses et des enfants en bas âge. Lorsqu'on leur demandait « qu'est-ce que l'Islam ? » ils répondaient « toute ma vie ». Ils ne connaissaient rien du Coran ni des Hadiths, ni des premiers califes Omar et Othman, mais ils avaient connu l'Islam à travers la propagande d'Al-Qaïda et de Daesh, qui leur enseignait que des Musulmans comme eux étaient voués à l'éradication à moins d'éliminer les impurs de façon préventive. Cette proposition n'a rien de farfelu étant donné les situations qu'ils ont vécues : D'après leurs récits, ils ont grandi après la chute de Saddam Hussein dans un monde infernal de guérilla permanente, avec la mort des proches et l'éclatement des familles, sans même pouvoir sortir de leurs maisons ou de leurs abris de fortune pendant des mois et des mois.

En Europe et partout ailleurs dans la diaspora Musulmane les méthodes de recrutement sont différentes : environ 3 personnes sur 4 qui rejoignent Al-Qaïda ou Daesh le font à travers des amis, la plupart des autres par le biais de la famille ou de compagnons de route à la recherche d'un parcours de vie qui ait du sens. Il est rare cependant que les parents soient conscients du désir de leurs enfants de rejoindre le mouvement : Dans les foyers de la diaspora, les parents musulmans sont peu disposés à parler des échecs de la politique étrangère et de Daesh, alors que leurs enfants cherchent souvent désespérément à comprendre.

La plupart des adeptes et des partisans étrangers s'inscrivent dans la catégorie moyenne de ce que les sociologues appellent « la répartition normale » en termes de qualités psychologiques telles que l'empathie, la compassion, l'idéalisme et sont essentiellement désireux de venir en aide aux autres plutôt que de leur nuire. Ce sont pour la plupart des jeunes dans des phases transitoires de leurs vies : étudiants, immigrants, entre deux emplois ou deux partenaires, ayant quitté ou sur le point de quitter leur famille d'origine et à la recherche d'une nouvelle famille d'amis et de compagnons de route auprès desquels trouver une raison d'être. La plupart d'entre eux n'ont reçu aucune éducation religieuse traditionnelle, et

connaissent souvent une « renaissance » dans un sentiment de mission religieuse hermétique socialement, étroite idéologiquement mais d'envergure mondiale. En fait, c'est lorsque ceux qui pratiquent vraiment les rituels religieux sont exclus de la mosquée pour avoir exprimé une idéologie politique radicale que le recours à la violence est le plus susceptible de se produire.

L'été dernier, un sondage ICM a révélé qu'un jeune Français sur 4 – toutes confessions confondues – âgé de 18 à 24 ans, avait une opinion favorable vis-à-vis de Daesh ; et à Barcelone, ce mois-ci, 5 des 11 sympathisants de Daesh interpellés qui prévoyaient de faire sauter certaines parties de la ville, étaient athées ou récemment convertis au Christianisme. Cette alliance profane entre nationalistes xénophobes étroits et djihadistes militants, nourrie de leurs peurs respectives, commence à déstabiliser la classe moyenne européenne exactement de la même façon que le fascisme et le communisme dans les années 1920 et 1930, tout en encourageant une propension au sacrifice autant chez les xénophobes nationalistes que chez les djihadistes militants. En revanche, nos propres recherches démontrent que même chez des jeunes nés en Occident, les idéaux de la démocratie libérale ne suscitent plus aucun désir de se sacrifier pour les défendre.

L'Europe a un taux de natalité de 1,4 enfant par couple, ce qui signifie que, sans une immigration massive, elle ne peut assurer la viabilité d'une classe moyenne sur laquelle dépend la réussite de toute société démocratique. Cependant, l'Europe n'a sans doute jamais été aussi loin de gérer efficacement les problèmes d'immigration. Ainsi que nous l'a expliqué une jeune femme de la banlieue Parisienne de Clichy-sous-Bois, elle, comme beaucoup de ceux qu'elle fréquente, ne se sent ni Française ni Arabe, et puisqu'elle sera toujours regardée avec méfiance, elle opte pour le Califat afin de contribuer à créer une mère patrie dans laquelle les Musulmans peuvent fédérer leurs ressources, être à nouveau puissants et vivre dans la dignité.

Mais la notion populaire d'un « choc des civilisations » entre l'Islam et l'Occident est tristement illusoire. L'extrémisme violent ne constitue

pas une résurgence des cultures traditionnelles mais leur effondrement, car ces jeunes gens, sans aucune attache aux traditions millénaires, se débattent dans une quête d'identité sociale qui leur donne une importance et une gloire personnelle. C'est le côté obscur de la mondialisation. Ils se radicalisent pour trouver une identité solide dans un monde aplani : où les axes de communication verticaux entre les générations sont remplacés par des liens transversaux d'égal à égal qui peuvent s'étendre au monde entier. Des jeunes dont les grands parents étaient des animistes de l'âge de pierre à Célèbes, à mille lieues du monde Arabe, m'ont dit qu'ils rêvaient de combattre en Irak ou en Palestine pour défendre l'Islam.

Bien qu'habituellement considérés en termes militaires, Al-Qaïda, Daesh et les groupes apparentés font peser de plus lourdes menaces encore en constituant le mouvement de contre-culture le plus dynamique au monde, un mouvement dont les valeurs vont à l'encontre du système des États-Nations représenté ici aux Nations Unies et de sa Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Il attire des jeunes d'endroits très différents dans la force armée extraterritoriale la plus grande, la plus puissante depuis la Seconde Guerre mondiale. Et tout comme il a fallu plus d'une décennie à Al-Qaïda pour devenir une menace planétaire, il faudra peut-être de nombreuses années avant de constater le plein effet de Daesh, même s'il est expulsé de son assise territoriale actuelle.

À moins de comprendre les puissantes forces culturelles à l'œuvre, nous ne parviendrons pas à endiguer cette menace. Lorsque, comme à l'heure actuelle, nos efforts se portent sur les solutions militaires et les interdictions policières, les choses sont déjà allées beaucoup trop loin. Si nous ne changeons pas de point de vue, nous allons perdre la génération à venir.

Quelles seraient donc les mesures à prendre ?

En premier lieu, vous devez poursuivre votre travail essentiel sur les problèmes de développement et sur l'immigration et l'intégration, avec pour objectif de transformer cette « explosion démographique

des jeunes » tellement déplorée en « essor de la jeunesse », en libérant l'énergie et l'idéalisme propre aux jeunes. Permettez-moi de vous soumettre trois conditions à mon avis primordiales pour les jeunes, à l'aide de brèves illustrations. Mais chaque pays devra créer et rassembler ces conditions, en les adaptant à sa propre situation.

I. Première condition : offrez à la jeunesse quelque chose qui les fait rêver d'une raison d'être à travers la lutte et le sacrifice dans la fraternité.

C'est ce que leur offre Daesh. D'après *Idaraat at-Tawahoush* (« la Gestion de la Barbarie ») le manifeste d'Al-Qaïda en Mésopotamie, et maintenant celui de Daesh, un plan médiatique international devrait pousser les jeunes « à prendre l'avion pour se rendre dans les régions que nous contrôlons ... [Car] les jeunes de la nation sont plus proches de la nature innée [des humains] du fait de leur esprit rebelle, celui-là même que... les groupes Islamiques passifs [tentent de supprimer]. »

Lorsque j'entends encore une de ces suppliques usées à « modérer l'Islam », en général de la part de personnes bien plus âgées, je demande : Est-ce que vous plaisantez ? N'avez-vous jamais eu d'adolescents ? À quel moment le fait de « modérer » quoi que ce soit présente-t-il un intérêt important dans le désir d'aventure, de gloire et de sens ressenti par les jeunes ?

Posez-vous la question : Quels rêves pourraient émerger de la plupart des politiques des gouvernements actuels qui ont si peu à offrir en dehors de promesses de confort et de sécurité ? Les jeunes ne choisiront PAS de tout sacrifier, y compris leurs vies – et tous leurs intérêts personnels – pour des gratifications uniquement matérielles. En fait, les recherches montrent que les promesses de récompenses matérielles ou de représailles ne servent qu'à pousser les « acteurs réellement dévoués » vers de plus grands extrêmes.

D'autres études montrent que le facteur le plus déterminant de la motivation à se sacrifier est le fait de rejoindre des camarades dans une

cause sacrée qui leur donne un sentiment de destinée individuelle et la volonté de combattre. C'est ce qui permet à des groupes d'insurgés ou à des révolutionnaires, au départ plutôt faibles, de résister, et souvent de l'emporter sur des adversaires mieux équipés qui obéissent à des incitations matérielles, comme l'armée ou la police, et qui sont davantage motivés par leur salaire et leurs primes que par l'envie sincère de défendre leur pays. Les valeurs sacrées doivent être combattues par d'autres valeurs sacrées, ou en démantelant les réseaux sociaux dans lesquels ces valeurs se sont ancrées.

II. Deuxième condition : offrir aux jeunes une vision positive et personnelle, susceptible d'être concrétisée.

L'attrait d'Al-Qaïda ou de DAESH ne réside pas dans les sites djihadistes, truffés d'imbécilités grandiloquentes, même s'ils peuvent constituer une première source d'intérêt. Il s'agit surtout de ce qui suit. Il existe près de 50.000 hashtags favorables à Daesh sur Twitter, chacun étant repris par une moyenne de 1000 abonnés. Leur succès est principalement dû aux opportunités d'engagement personnel qu'ils offrent, dans lesquelles chacun trouve un auditoire avec qui partager et améliorer ses revendications, ses espoirs et ses désirs. À contrario, les programmes en ligne de sensibilisation mis en place par les gouvernements ne proposent généralement que des « contre-exemples » d'idéaux et de croyances généralistes, apparemment sourds aux demandes de la situation spécifique de leurs lecteurs. Ils n'arrivent pas à créer les réseaux sociaux intimes dont ont besoin les utopistes. De plus, ces contre-exemples sont le plus souvent négatifs : « Ainsi, Daesh veut construire un avenir, eh bien, les décapitations ou le contrôle de votre façon de manger et de vous habiller représentent-ils le futur dont vous rêvez ? »

Peut-on encore ignorer cela ? Cela compte-t-il vraiment pour ceux qui se sont ralliés à cette cause en dépit, ou même à cause, de ce genre d'arguments ? Comme le déclarait une jeune adolescente de la banlieue de Chicago aux agents du FBI venus l'empêcher de s'envoler pour la Syrie,

« Eh bien, que faites-vous des attaques à la bombe baril qui font des milliers de victimes ? Les décapitations permettent peut-être d'y mettre fin ». Pour certains, l'obéissance aveugle permet de se libérer de l'incertitude liée à ce que l'on attend de quelqu'un de bien. De plus, une fois que l'on est convaincu de la moralité d'une mission, le caractère spectaculaire de la violence ne constitue plus un obstacle. Cette dernière, au contraire, devient sublime et valorisante comme l'avait remarqué Edmund Burke à propos de la Révolution française, qui avait introduit la notion moderne de terreur en tant qu'arme d'urgence des changements politiques majeurs.

Et ne vous y trompez pas : très peu, voire aucun, des candidats au djihad, ainsi que des nationalistes xénophobes d'ailleurs, sont nihilistes. C'est une accusation portée par ceux qui refusent de prendre en compte l'attrait moral, et donc le réel danger, de tels mouvements. Être prêt à mourir pour tuer d'autres personnes demande une foi profonde dans la moralité de ses actions.

La semaine dernière, à Singapour, plusieurs représentants des gouvernements Occidentaux ont déclaré que le Califat n'était qu'un mythe couvrant des manœuvres politiques traditionnelles. Des études menées auprès de personnes ayant rejoint la cause ont montré qu'une telle interprétation était aussi erronée que dangereuse. Le Califat est réapparu comme un facteur de mobilisation dans l'esprit de nombreux musulmans. Un imam de Barcelone nous a dit : « Je suis contre la violence d'Al-Qaïda et de Daesh, mais ils nous ont mis dans une situation fâcheuse en Europe et partout dans le monde. Avant, on nous ignorait. Quant au Califat... on se contentait d'en rêver, tout comme les juifs ont longtemps rêvé de Sion. Mais il pourrait constituer une fédération, comme l'Union européenne, pour les peuples musulmans, Le Califat est là, dans nos cœurs, même si on ne sait pas encore quelle forme il prendra en fin de compte ».

Si l'on ignore ces passions, on court le risque de les attiser.

Et tout engagement sérieux doit se faire en accord avec les individus et leurs réseaux, et non avec les messages répétitifs d'une mercatique

de masse. Les jeunes se sentent solidaires les uns des autres ; en général, ils ne se font pas la morale. En Syrie, une jeune femme a fait passer ce message : *Je sais à quel point il est difficile de laisser derrière soi un père et une mère que l'on aime, et de ne pas leur dire avant de partir que vous les aimerez toujours mais que vous êtes pas venue au monde uniquement pour demeurer à leurs côtés et les honorer. Je sais que c'est probablement ce que vous aurez à faire de plus dur, mais permettez-moi de vous aider à comprendre cela, et à le leur faire comprendre.*

III. Troisième condition : Donner aux jeunes la possibilité de créer leurs propres initiatives locales

Les recherches en sociologie montrent que les initiatives locales, de petite envergure au départ, sont plus efficaces que les programmes nationaux ou à grande échelle, dans la réduction de la violence ; quelles que soient les agences gouvernementales apportant leur soutien.

Laissons les jeunes s'engager eux-mêmes dans la recherche de moyens significatifs pour appréhender les problèmes qui figurent à leur ordre du jour, qu'il s'agisse d'oppression et de marginalisation politique, du manque d'opportunités économiques, de traumatismes dus à la violence, de problèmes d'identité et d'exclusion sociale. Et surtout, encourageons leur engagement personnel grâce à un soutien mutuel et à des mentors intégrés dans leur communauté. Car c'est presque toujours une expérience personnelle spécifique, partagée avec des amis, que les extrémistes radicaux recherchent, mettent en lumière et tentent de rendre universelle par une indignation morale et des actions violentes.

À cet égard :

Gulalai Ismail, âgé de seize ans seulement, et sa sœur Saba ont mis en place le réseau Seeds of Peace (Graines de Paix) avec un groupe de camarades d'école, dans le but de changer la vie des jeunes femmes de Khyber Pakhtunkhwa, au nord ouest du Pakistan. Ils se sont d'abord intéressés à la place des femmes dans la société et le nombre des participants ayant augmenté, ils ont commencé à former de jeunes activistes pour en faire des

médiateurs qui s'opposent, au niveau local, à la violence et à l'extrémisme. Ces deux dernières années, ils ont formé cinquante jeunes à s'unir pour la promotion de la tolérance, la non violence et la paix. L'initiative est tellement populaire qu'ils ont reçu l'année dernière plus de cent cinquante candidatures.

Les cinquante jeunes bénévoles qualifiés vont maintenant, à leur tour, aller à la rencontre de personnes susceptibles d'être vulnérables à la radicalisation dans leur communauté. Ils organisent des cercles d'études et des entretiens individuels, afin de développer et de promouvoir des idées pour un avenir pacifique. Le programme, qui en est encore à ses débuts, devrait atteindre mille cinq cent personnes dans les trois prochaines années, allant grossir un mouvement d'activistes qui luttent contre les extrémismes religieux et politiques. Les résultats sont encore plus remarquables, mais Gulalai ne souhaite pas les revendiquer publiquement...

Imaginez un archipel international de ces artisans de paix : Si nous arrivons à trouver des moyens concrets pour les aider et les responsabiliser, sans pour autant tenter de les contrôler outre mesure, ils pourraient fort bien mener la partie dans le futur.

En somme, le plus important, c'est la qualité et la régularité du suivi que ces jeunes consacrent à d'autres jeunes, en sachant que les facteurs de motivation peuvent être très variés selon les circonstances, en dépit de leurs points communs, qu'il s'agisse d'un jeune père à Kirkouk, d'une adolescente parisienne, d'un groupe de voisins à Tétouan, au Maroc, ou de joueurs du club de foot du lycée de Fredrikstad, en Norvège. Nous avons besoin d'un mouvement dynamique, à la fois très personnel et international, qui n'inclut pas seulement des idées novatrices mais aussi des activités physiques, de la musique et des divertissements, pour neutraliser la « contre culture » mondiale croissante de l'extrémisme violent.

Documentation supplémentaire sur les travaux de recherches de Scott Atran :

Scott Atran, « Helping Terrorists Terrorize: How Our Overwrought Reaction Fosters Radicalization, » *Huffington Post* (2013).

Portrait dans *The Guardian*, incluant des liens vers un grand nombre d'articles d'opinion.

« Here He Goes Again: Sam Harris's Falsehoods, » article de *This View of Life* rédigé par Le professeur Atran qui traite des diverses façons selon lesquelles ses recherches ont été mal interprétées

Sara Reardon, « Looking for the roots of terrorism, » *Nature*. Portrait et interview de Scott Atran au début de l'année 2015.

Un podcast assez long (41 minutes) du débat, Scott Atran – What Makes a Terrorist?, animé par Chris Mooney pour *Point of Inquiry*. (2013)

Les théories africaines du changement : perdues dans l'interprétation ?

Par Sulley Gariba et Thomas de Hoop***

Le mot « évaluation » possède plusieurs significations différentes dans les langues Africaines. En langue Yoruba, on associe souvent l'évaluation à « ayewo » qui signifie « enquête ». Le sens s'inscrit dans une conception culturelle du terme évaluation. De nombreuses sociétés Africaines ont ancré la notion « d'évaluation » dans leurs traditions, en ce sens que toutes sortes « d'investigations » sont entreprises avant de se lancer dans un projet d'envergure – agriculture, mariage, voyage, analyse des causes et des origines des maladies.

Quelle est donc l'importance des concepts culturels « traditionnels » dans la pensée « moderne » sur l'évaluation? « Une importance fondamentale » d'après le sentiment prédominant reflété lors de la récente **Conférence de l'Association Africaine d'Évaluation (AfrEA)** à Accra, au Ghana. On a y lancé un appel énergique en faveur de l'utilisation des méthodes d'évaluation africaines et des théories africaines du changement.

Mais que signifie réellement « théorie africaine du changement » ? L'approche théorique de l'évaluation des impacts consiste à tracer les chaînes de causalité d'une intervention pour le développement, depuis les données d'entrée jusqu'aux résultats et aux impacts. Elle teste les hypothèses sous-jacentes qui permettent de répondre à la question essentielle, « pourquoi » un programme de développement devrait-il avoir une incidence. L'un des aspects importants d'une approche fondée sur

* Le Dr. Sulley Gariba est Directeur Exécutif de l'Institut de Politiques Alternatives (IPA) et conseiller en Politiques du Vice-Président du Ghana.

** Le Dr. Thomas de Hoop est chargé d'Évaluation à 3ie (Initiative Internationale pour l'Évaluation de l'impact).

la théorie est une connaissance approfondie du contexte (White, 2009). Ce que cela signifie d'un point de vue africain, est que toute théorie du changement doit s'adapter à un contexte local spécifique.

Les participants à la **conférence de l'AfrEA** ont examiné de quelle manière les théories du changement africaines se différencient des conceptions occidentales. La réponse réside dans la compréhension du contexte. Les « enquêtes » menées dans de nombreuses sociétés africaines ressemblent beaucoup aux processus d'évaluation « ex-ante ». Elles se fondent sur le savoir traditionnel, les normes sociales, l'histoire, la cosmologie, et les aspirations à long-terme des personnes. Les évaluateurs/enquêteurs sont des aînés et des prêtres dépositaires du savoir traditionnel. Leur analyse s'appuie généralement sur des discussions de groupe animées autour de la qualité de vie à laquelle les gens aspirent.

Les résultats escomptés sont habituellement la dignité, l'acceptation sociale, la conformité aux normes sociales. Par conséquent on ne qualifie pas une personne de « riche » en fonction de sa fortune mais en fonction des valeurs partagées avec autrui dans le cadre d'une communauté soudée. La prise en compte de la notion subjective de qui est « riche », est par conséquent tout à fait fondamentale lorsqu'il s'agit d'élaborer des indicateurs pour l'évaluation des impacts.

Tout en considérant l'importance d'intégrer le savoir autochtone aux évaluations des impacts, nous devons réfléchir un peu plus à la manière d'y parvenir. Les évaluateurs africains qui privilégient cette approche doivent proposer beaucoup plus d'illustrations explicites des théories africaines du changement. Ils doivent expliquer de quelle façon ces dernières se différencient des théories occidentales. Les théories africaines du changement doivent faire l'objet d'un examen critique en relation avec les théories du changement actuelles. Il faut les tester avec soin dans les évaluations d'impact et les associer à d'autres méthodes d'évaluation africaines. C'est seulement ainsi que nous pourrions décortiquer et rendre explicite le concept des théories africaines du changement.

Publié le 05 Février 2012

EDUCATION
À LA PAIX

L'apport des écoles protestantes pour la promotion et la consolidation de la paix au Cameroun

*Par Makarios Fandio**

Les écoles protestantes existent au Cameroun depuis plus d'un siècle et demi. Elles œuvrent, à côté de l'Etat et en collaboration avec celui-ci, pour apporter à la population en général et à la jeunesse en particulier une éducation de qualité devant concourir au développement de la Nation. Le développement et la paix étant interdépendants et synergiques au sens de l'Organisation des Nations Unies, l'on est en droit de se poser la question de savoir quel a été et quel est l'apport des écoles protestantes dans le Cameroun d'aujourd'hui pour la promotion et la consolidation de la paix ? Pour répondre à ce questionnement, il est important de revisiter le contexte historique de l'école protestante au Cameroun. Par la suite, il sera question d'identifier les enjeux et d'analyser en quoi ces écoles ont contribué à promouvoir et à consolider la paix pendant la période précoloniale, coloniale et enfin postcoloniale.

L'histoire retient que l'école moderne a été introduite au Cameroun par les missionnaires protestants. Vers 1844, le pasteur afro-américain de nationalité jamaïcaine Joseph Merrick crée la toute première école au Cameroun à Bimbia, près de la ville de Limbe dans l'actuelle région du Sud Ouest du Cameroun. La deuxième école est fondée en 1848 par le Pasteur Alfred Saker, un missionnaire baptiste anglais. Vers 1859, environ 7 écoles protestantes fonctionnent au Cameroun, notamment à Bimbia, Victoria (actuel Limbe) et Douala.

* Direction Nationale de l'Enseignement de l'Eglise Evangélique au Cameroun (EEC)

En 1884, après la signature du protectorat entre l'Allemagne et le Kamerun (Douala), les Allemands prennent possession du Cameroun, la Mission-Baptiste de Londres est obligée de cesser ses activités au Cameroun pour céder la place aux missionnaires allemands de Bâle (1884), à la Mission Presbytérienne Américaine (1885) et à la Mission Baptiste de Berlin (1891). Les premiers missionnaires catholiques, les Pères Pallotins, n'arrivent au Cameroun qu'en 1890 et s'installent à Marienberg près d'Edéa, pour ne pas heurter les protestants déjà installés à Douala. Après la première guerre mondiale qui connut la défaite de l'Allemagne, le Cameroun est placé sous mandat français et anglais. Tous les missionnaires allemands sont expulsés du pays. La Société des Missions Evangéliques de Paris (SMEP) arrive donc au Cameroun en 1917, sur la demande de l'Eglise du Cameroun pour une période conservatoire afin de remplacer les missionnaires allemands. La mission fraternelle luthérienne du Minnesota aux Etats Unis, quant à elle, obtient l'autorisation de l'administration française de s'installer au Nord du Cameroun. Jusqu'à l'indépendance du Cameroun en 1960, le secteur de l'éducation au Cameroun sera dominé par les protestants.

Au départ, l'action d'éducation des missionnaires était portée sur la création des stations missionnaires, des écoles bibliques, des centres d'alphabétisation, des ateliers de formation d'artisanat, des centres de formation de maîtres et de catéchistes et des séminaires. Ces structures avaient tout d'abord pour but de renforcer l'action d'évangélisation. C'est ainsi que les premiers intellectuels camerounais, qui étaient avant tout des ouvriers ecclésiastiques, furent formés. Au fil du temps, les missionnaires obtinrent l'autorisation de l'administration coloniale pour ouvrir des structures scolaires officiellement reconnues. On notera ainsi la création avant l'indépendance du Cameroun, d'institutions scolaires renommées telles que : l'école professionnelle d'Elat (1907), l'école normale de Foulassi (1922), l'Ecole normale Elie Allégret de Bafoussam, le Collège évangélique de Libamba (1945).

Le Cameroun précolonial est constitué d'une mosaïque de peuples plus ou moins liés, aux intérêts parfois différents. L'organisation poli-

tique, économique, sociale et culturelle diffère ainsi d'une région à une autre. Le Cameroun septentrional sur le plan politique comprend une multitude de petits royaumes ou principautés qui se font régulièrement la guerre, par exemple : le royaume Kotoko. Le sud forestier et la région côtière, sur le plan politique, forment une région qui a une population diversifiée. Il n'existe pas de regroupements centralisés à l'Est, au Centre, ni au Sud. C'est une organisation sociopolitique lâche (pas de contrainte), constituée en familles, en clans ayant des chefs qui n'ont pas d'autorité contraignante sur les sujets (on parle de société acéphale). Dans les « grassfields » à l'Ouest du Cameroun, on voit deux types d'organisations sur le plan politique : d'une part, les peuples organisés en Etats plus ou moins grands et possédant des armées puissantes (Bamoun, Bali, Nso) ; et d'autre part les Bamilékés organisés en des centaines de chefferies rivales. Dans ces régions, le chef a une autorité forte, et est assisté par de nombreux collaborateurs. Sur le plan économique, l'activité repose sur l'élevage et la pêche. On y pratique aussi l'agriculture. On note aussi le commerce et l'artisanat avec beaucoup de forgerons. On signale aussi le commerce entre les différentes chefferies et les résistances des marchés d'échanges.

Pendant la période précoloniale, des tensions existaient évidemment entre les royaumes et les peuples, cependant il y régnait une stabilité relative. En plus, les différents peuples étaient d'une manière ou d'une autre structurés et avaient leurs mécanismes de résolution des conflits entre eux. D'aucuns pensent que l'arrivée des missionnaires et des colons est venue bouleverser l'ordre de fonctionnement des sociétés traditionnelles africaines en général. Pour eux, l'éducation apportée par les missionnaires était plutôt source de division entre les familles et les peuples, au profit des Européens pour mieux consolider leur hégémonie sur les peuples africains. Etant donné que l'éducation protestante était directement liée à l'évangélisation, certains Africains et Camerounais jugent que l'objectif était avant tout d'aveugler le peuple à travers la Bible afin d'exploiter au maximum les richesses du pays. Cependant, d'autres pensent que la société d'antan a connu un essor tant sur le plan poli-

tique que sur le plan socio-économique grâce à la présence des missionnaires et des écoles protestantes. A travers l'éducation protestante de cette période, certaines pratiques discriminatoires entre les sexes, certains rites en violation des droits et de la dignité de l'Homme ont été progressivement éradiqués. De plus, les premiers intellectuels ayant bénéficié de cette éducation protestante, ont joué un rôle important dans la suite de l'histoire du Cameroun. Etant édifiés à travers l'enseignement reçu dans les toutes premières écoles protestantes, ils furent les précurseurs d'un Cameroun libre.

La période coloniale au Cameroun peut être divisée en deux grandes phases, d'abord la période coloniale allemande de 1884 à 1916 et la période de mandat de la Société des Nations (SDN) et du territoire sous tutelle de l'Organisation des Nations Unies (ONU) où le Cameroun sera administré par la France et la Grande Bretagne de 1916 à 1960. La vie politique, sociale et économique pendant cette période est dictée par l'administration française dans la partie francophone et l'administration anglaise dans la partie anglophone. Le système d'éducation traditionnelle est bouleversé et remplacé progressivement dans tout le pays par la création des écoles missionnaires. On note que pendant ces deux périodes, les écoles protestantes privilégiaient l'enseignement en langues locales. Cette pratique fut ensuite interdite par les autorités coloniales, en particulier dans la partie administrée par les Français. Beaucoup de Camerounais ont été formés dans ces écoles. Instruits selon les valeurs protestantes, ils se lancent dans la lutte pour l'indépendance, la liberté et l'unité.

A la suite de l'indépendance du Cameroun, le défi majeur était de bâtir un pays fort, prospère, stable et paisible. Pour cela, le pays avait besoin d'hommes et de femmes formés et qualifiés. C'est ainsi que beaucoup de produits issus des écoles protestantes ont occupé des hautes fonctions dans le Cameroun postcolonial jusqu'à ce jour et contribué à la construction du pays. Cependant, certains sont d'avis qu'après plus de 60 ans d'indépendance, cette élite issue en partie des écoles protestantes a passé son temps à servir ses intérêts propres et les intérêts des coloni-

sateurs au détriment du pays. Quoi qu'il en soit, on note que le pays est resté assez stable jusqu'à ce jour, même si beaucoup reste encore à faire sur le plan politique, économique et socioculturel dans la perspective de la consolidation d'une paix durable dans les années à venir.

Pour ce qui est de la situation contemporaine au Cameroun, en matière d'éducation, les écoles protestantes au Cameroun, comme les autres établissements privés, sont régies par des lois. La loi No 98/004 du 14/04/1998 d'orientation de l'éducation au Cameroun stipule ce qui suit : « ARTICLE 2 : (1) L'éducation est une grande priorité nationale. (2) Elle est assurée par l'Etat. (3) Des partenaires privés concourent à l'offre d'éducation. ».

Ce qui signifie qu'au Cameroun, l'éducation est avant tout le devoir régalien de l'Etat et que l'Eglise n'est considérée qu'un simple partenaire qui accompagne l'Etat dans sa mission. Aux termes de l'article 24 (1) : « Les établissements privés d'enseignement concourent aux missions de l'éducation. » Par ailleurs, l'Etat camerounais définit la mission générale de l'éducation comme suit : « ARTICLE 4 : L'Education a pour mission générale la formation de l'enfant en vue de son épanouissement intellectuel, physique, civique et moral et son insertion harmonieuse dans la société, en prenant en compte les facteurs économiques, socioculturels, politiques et moraux. » Parmi les objectifs de l'éducation mentionnés à l'article 5, on y trouve les aspects suivants : « (2) La formation aux grandes valeurs éthiques universelles que sont la dignité et l'honneur, l'honnêteté et l'intégrité ainsi que le sens de la discipline ; (5) L'initiation à la culture et à la pratique de la démocratie, au respect des droits de l'Homme et des libertés, de la justice et de la tolérance, au combat contre toutes formes de discrimination, à l'amour de la paix et du dialogue, à la responsabilité civique et à la promotion de l'intégration régionale et sous-régionale ; ». La loi No 2004/022 du 22 juillet 2004 fixant les règles relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'enseignement privé au Cameroun regroupe les fondateurs des établissements scolaires privés en quatre organisations : fondateurs des établissements scolaires et de formation privés catholiques, privés protestants,

privés islamiques et privés laïcs. Pour ce qui est des fondateurs des établissements protestants, ils sont regroupés au sein de l'Organisation de l'Enseignement Privé Protestant au Cameroun (OEPP) qui comporte 14 églises protestantes au Cameroun dont les presbytériennes, évangéliques, baptistes, luthériennes, anglicanes et celles du plein évangile. Selon les statistiques disponibles, en 2010, l'OEPP avait recensé 912 écoles maternelles, primaires et secondaires, 172 247 élèves encadrés par 6471 hommes et femmes. La loi de 2004 dans son article 3 précise qu'il n'y a pas de distinction entre les établissements privés publics et privés en ces termes : « Les établissements scolaires ou de formation privée poursuivent les mêmes objectifs que ceux assignés aux établissements scolaires ou de formation publics, à savoir la formation civique, physique, morale, intellectuelle, professionnelle et technique des jeunes camerounais. A ce titre, ils appliquent les programmes officiels ou autonomes dûment agréés et préparent aux diplômes correspondants. ».

Etant donné que l'éducation est un devoir régalien de l'Etat qui considère les Eglises, y compris les églises protestantes et d'autres fondateurs privés, comme des partenaires, est-il possible que les écoles protestantes d'aujourd'hui œuvrent véritablement pour la promotion et la consolidation de la paix en fonction des valeurs protestantes ? Du fait que les objectifs de l'éducation énoncés par les pouvoirs publics du Cameroun cadrent bien avec les valeurs protestantes prônées dans nos écoles, notamment : *la dignité et l'honneur, l'honnêteté et l'intégrité ainsi que le sens de la discipline ; la culture et la pratique de la démocratie, le respect des droits de l'Homme et des libertés, la justice et la tolérance, le combat contre toutes formes de discrimination, l'amour de la paix et du dialogue*, les écoles protestantes, de par la spécificité que leur octroie leur vocation missionnaire, se positionnent comme des agents pour la promotion et la consolidation de la paix. D'ailleurs, le Président de la République du Cameroun dans son message à l'occasion de la 48ème édition de la Fête de la Jeunesse le 10 février 2014 sollicitait l'apport des Eglises pour faire face à la baisse de la moralité publique au Cameroun.

Les défis actuels pour garantir la paix au Cameroun sont :

- ◆ Le vivre-ensemble entre les différentes communautés religieuses ;
- ◆ La création d'emplois pour les jeunes ;
- ◆ La lutte contre les injustices sociales, le favoritisme et le tribalisme ;

Le Cameroun à travers son histoire précoloniale est constitué aujourd'hui majoritairement d'environ 38 % de catholiques, 26 % de protestants et 21 % de musulmans. Depuis l'indépendance, ces différentes communautés de foi cohabitent dans les différentes parties du territoire national dans la paix et le partage mutuel, jusqu'en 2014 où le pays est devenu une cible des attaques terroristes des extrémistes islamiques. Ces attaques présentent au départ un danger pour la cohabitation pacifique entre les différentes communautés de foi, du fait de la susceptibilité de stigmatisation des musulmans par des chrétiens ou d'appels à la haine des chrétiens par des musulmans. Pour faire face à ce défi du vivre-ensemble, les écoles protestantes ont toujours ouvert leur porte à tous sans discrimination de sexe, de religion ou d'origine tribale. Pendant les cours d'Enseignement Religieux, la connaissance interreligieuse est placée au centre et non la domination d'une religion sur l'autre. Toujours dans le cadre du dialogue interreligieux, des tables rondes sont organisées offrant une plateforme aux élèves pour échanger entre eux, mais aussi avec les responsables des différentes communautés de foi.

L'épineux problème de chômage des jeunes au Cameroun présente aujourd'hui un danger pour la paix sociale à court et à long terme. On retrouve dans la société camerounaise beaucoup de jeunes qui après les études ne parviennent pas à trouver un emploi. Lassés de chercher, certains se lancent dans des métiers tels que conducteur de moto-taxi, vendeur à la sauvette ou « call-boxeur » (vendeur de crédit de téléphone portable ou d'unités d'appel), etc. La plupart de ces jeunes restent mécontents et seraient prêts tôt ou tard à exprimer leur ras-le-bol dans la rue. On se rappelle que déjà en 2008, ces jeunes étaient parmi les acteurs des émeutes de la faim. Pour comprendre le problème du chô-

mage au Cameroun, il faut examiner le système d'enseignement. Depuis l'indépendance en 1960, l'Etat du Cameroun est resté le pourvoyeur d'emplois numéro 1. Les Camerounais ont toujours eu cette mentalité d'aller à l'école dans le but d'obtenir un diplôme quelconque afin d'intégrer la fonction publique. Comme nous avons évoqué plus haut, beaucoup de ces fonctionnaires au lendemain de l'indépendance sortaient des écoles protestantes. La conjoncture actuelle ne permet plus au gouvernement de faire des recrutements massifs chaque année. Pour faire face à long terme à ce problème de chômage, l'Etat vise depuis quelques années la professionnalisation de l'enseignement et son adaptation aux réalités sociales, économiques et culturelles. C'est ainsi que, pour faciliter l'insertion des jeunes dans la vie active, l'Approche par les Compétences (APC) est appliquée dans les écoles à travers la Pédagogie Active et Créative (PAC). Il ne s'agit plus d'enseigner des connaissances théoriques aux élèves, mais de les accompagner à la mise en pratique des connaissances dans la vie réelle et active. Cependant, pour une mise en pratique effective de la professionnalisation de l'enseignement dans les écoles protestantes, les difficultés demeurent. Tout le personnel enseignant doit d'un coup changer ses approches et méthodes d'enseignement. Sans formations continues de recyclage, ceci ne serait pas réalisable. Actuellement, la mise en œuvre de cette professionnalisation de l'enseignement rencontre beaucoup de difficultés à cause de la réticence des enseignants d'une part, et du manque de formations et d'outils didactiques appropriés d'autre part.

Les injustices sociales, forment aussi des foyers de tensions qui, bien que latents au Cameroun, d'un moment à l'autre pourraient mettre en péril la paix. Ces injustices sociales se manifestent au quotidien par le favoritisme, le tribalisme, la corruption... D'ailleurs depuis novembre 2016, le pays fait face à une crise dans les régions anglophones, où les populations protestent contre leur marginalisation. Conscientes de l'existence de ces maux sociaux dans la société camerounaise, certaines écoles protestantes ont institué depuis quelques années les cours d'Attitudes de Vie pendant lesquels les élèves sont instruits aux bonnes pra-

tiques de justice, d'égalité, des droits de l'Homme, de la démocratie, la promotion de la paix etc.

Nous notons que l'arrivée des missionnaires au Cameroun et l'implantation des écoles protestantes a inéluctablement changé le cours de l'histoire des peuples précoloniaux. Cependant, l'éducation protestante au Cameroun de la période précoloniale à la période postcoloniale a, à chaque étape, contribué à lutter contre les discriminations, les répressions, les dominations en faveur d'un Cameroun libre, indépendant, d'égalité de chances et de paix. Face aux défis actuels et à l'heure où la communauté protestante camerounaise se joint à la communauté protestante mondiale pour célébrer les 500 ans du protestantisme en 2017, pour davantage contribuer à la promotion et à la consolidation de la paix au Cameroun, les écoles protestantes d'aujourd'hui doivent s'engager à former les jeunes Camerounais dans le but de leur donner une qualification et non un diplôme, les jeunes capables de vivre, de porter et de défendre les valeurs du protestantisme telles que : le goût pour l'examen critique ; la passion de la vérité dans tous les domaines, incluant les dimensions morales et spirituelles ; le goût de la découverte ; la liberté de conscience ; l'égalité fondamentale entre tous les êtres humains, créés à l'image de Dieu ; la recherche de la justice ; l'appel à la solidarité dans la société ; la recherche du mieux-être de la communauté et de l'humanité ; l'appel à s'évaluer, à se réformer sans cesse.

La participation active dans le domaine de l'éducation à la paix – une approche indispensable

Par Anja Vollendorf*

Parler de la participation active dans les domaines de formation est devenu indispensable. C'est une pratique essentielle à l'école dans le travail avec les élèves, mais également dans le travail de formation d'adultes.

Il y a diverses raisons pour lesquelles la participation active joue un rôle aussi important, p.ex. atteindre une meilleure intériorisation des contenus, c.à.d. un meilleur renforcement de capacités avec les méthodes participatives d'enseignement. Puis, les participants sont plus actifs et plus engagés en appliquant des méthodes participatives. Ensuite ils retiennent mieux les contenus, et une approche participative les satisfait davantage. En particulier, les adultes avec un trésor d'expérience de vie peuvent mieux intégrer les nouvelles connaissances dans leur répertoire de capacités déjà acquises. Cela implique également que les adultes apprennent non seulement de la part des personnes ressources, mais aussi des autres participants, c.à.d. mutuellement. Donc, la participation est un élément indispensable dans le travail d'éducation à la paix, mais aussi dans tous les processus de formation.

L'article suivant se concentre sur :

- ◆ Qu'entendons – nous par « participation active » ?
- ◆ Quelques exemples des formations participatives d'adultes dans le travail pour la paix
- ◆ Leçons tirées par rapport aux pistes vers la paix

* professionnelle d'appui au RIO, Bukavu, RDC

1. Qu'entendons – nous par « participation » ?

C'est le fait de prendre part activement à une activité de formation pour la paix afin de contribuer à ses objectifs. Cela englobe bien entendu l'idée de la promotion de la paix par l'activité des personnes individuelles ou des groupes qui ont participé à une formation d'éducation à la paix. Cela demande également des enseignants qui permettent au groupe de formation de participer activement.

La participation active est non seulement le contraire de l'absence d'une personne à une formation, mais aussi la simple participation d'une personne à une formation sans aucun effet remarquable. La participation active peut être bloquée par le simple fait qu'une capacité de base manque pour suivre la formation. Ainsi la volonté de s'engager pour la paix pourrait manquer, ou la participation peut être motivée par des facteurs externes, p.ex. per diem, transport remboursé, etc.

La participation active se montre dans la plupart des cas verbalement, c.à.d. parler et écouter, ou en écrivant, mais avec l'approche d'apprendre avec tous ses sens. Les façons de participer activement se montrent également en regardant, en chantant, en dansant, en bougeant, en changeant de place etc. La participation active s'exprime par tout le corps. La paix se ne limite pas au mot parlé et écouté.

2. Quelques exemples des formations participatives d'adultes dans le travail pour la paix

Très souvent le discours d'une personne ressource est l'impulsion pour une discussion ou un débat qui suit. Le nombre des personnes qui parlent, ou la qualité du propos est un indicateur de participation. C'est la méthode classique. Mais dans les grands groupes il y a toujours des participants qui se taisent.

Parfois la participation active des femmes ou d'autres personnes qui n'ont pas encore parlé, est encouragée par la facilitatrice. Malheureusement cette méthode est un peu paternaliste. Pour échapper à cette situa-

tion, il est possible de former des carrefours après le discours. Comme ça, on espère que dans un cadre moins nombreux et plus protégé tous les membres de ces carrefours puissent s'exprimer. C'est une bonne recette si le groupe comprend cette intention. Il est également possible d'inverser la systématique, c.à.d. de faire d'abord les carrefours pour aller chercher les connaissances et les prédispositions des participants et après de faire le discours. L'avantage, c'est que les participants sont mieux préparés pour comprendre le discours et ils ont le sentiment qu'ils ont déjà des connaissances. Mais le désavantage est que le sentiment de la hiérarchie entre participant et enseignant est renforcé, parce que l'enseignant « sage » donne les idées « correctes » et « complètes » après que les apprenants ont travaillé.

Il est possible de proposer des mini-groupes (deux ou trois personnes) si, après un discours, il n'y a pas beaucoup d'envie ou de courage pour débattre. Cela fonctionne mieux dans les groupes réticents. Pour les groupes avec une culture extravertie, il vaut mieux donner plus de temps aux éléments de présentation, bien qu'il y ait beaucoup de doublettes dans les résultats si le devoir était le même.

Mais la compréhension est fonction de l'atmosphère dans le groupe. Et la fatigue est un élément non-souhaité qui intervient si on se borne à la parole et à l'écoute. Pour gérer cela, on peut utiliser quelques brise-glaces au début d'une unité ou des jeux ou activateurs. C'est utile si le facilitateur ajoute ce genre d'éléments dans le programme, même si les « jeux » n'ont rien à voir avec la thématique de l'atelier.

L'opportunité et l'efficacité sont encore plus grandes si les rôles de facilitateur et de présentatrice sont combinés dans la façon dont les « jeux » deviennent un medium de transport du contenu. Par rapport à l'efficacité d'un atelier, cette façon de faciliter une participation active devrait être l'objectif principal dans d'une formation adulte d'aujourd'hui. La personne humaine apprend mieux avec tout le corps que seulement avec le cerveau.

En planifiant une formation d'adulte de cette manière, la capacité d'une facilitatrice, d'un présentateur exige plus de créativité, d'imagi-

nation, d'expérience et de peine qu'auparavant dans la préparation des ateliers.

Dans quatre exemples de travail par rapport à l'éducation à la paix nous pouvons voir comment cela se peut réaliser.

Les exemples A–C sont extraits d'un atelier de l'association allemande Gewaltfrei Handeln e.V., modifiés et adaptés dans le contexte de la RDC, notamment dans le travail du Réseau d'Innovation Organisationnelle (RIO) du Centre Régional de Paix (CRP) à Bukavu. L'exemple D vient de l'expérience avec des installations sociométriques qui sont appliquées dans les ateliers comme moyen pour les participants pour se connaître mutuellement. Mais ici, l'installation est modifiée et adaptée pour creuser le défi de la paix avec les participants.

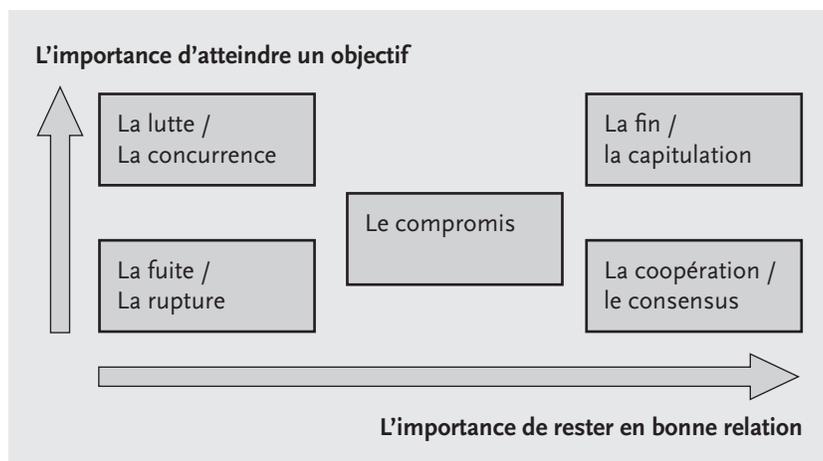
Exemple A : Le modèle « dual concern »

Si vous avez un tableau ou une grille, la méthode classique pour la présentation propose de les mettre au mur avec un rétroprojecteur ou de donner aux participants individuellement des copies en papier de cette image. C'est l'explication verbale d'un tableau qui doit être compris par les participants. La participation active traditionnelle consiste à poser des questions et, le cas échéant, ajouter des amendements, après l'explication de ce modèle.

Mais vous pouvez aussi essayer de transmettre ce modèle par une image sur le sol dans la salle de conférence, avec des participants qui jouent leurs rôles en bougeant parmi les éléments de ce tableau comme figures vivantes du jeu dans cette image.

Ainsi, chaque participant(e) doit s'impliquer personnellement, avec son corps, dans le système.

Par rapport à l'éducation à la paix, voici par exemple le tableau suivant :



L'objectif de ce modèle selon l'approche « dual concern » est que chaque participant(e) trouve une attitude personnelle par rapport à son comportement face à quelques situations conflictuelles. Etant donné que dans un conflit les acteurs ont toujours deux intérêts qui sont plus ou moins forts : l'intérêt de promouvoir la relation à l'autre et l'intérêt d'atteindre son propre objectif.

D'abord, la facilitatrice prépare la salle de conférence. Elle écrit les mots – clefs (la fuite etc.) sur 4 pièces de carton/fiches de papier. Elle met les pièces de carton dans les 4 coins imaginés sur le sol de la salle. Autour de ce carré se trouvent les participants. Ils se sont mis debout. Après avoir donné aux participants une explication de cet exercice comme évoqué plus haut, la facilitatrice demande aux participants de se décider pour un comportement dans une des situations suivantes. Les participants vont se précipiter à leurs places respectives. (Faites des exercices avant d'expliquer le modèle !) Les situations doivent être adaptées à l'analyse de contexte.

Les situations :

- ◆ Un véhicule t'a touché sans intention. Mais tu es blessé(e).
- ◆ Tu es en train de vivre un cambriolage.
- ◆ Ton patron veut te charger d'une tâche que tu n'aimes pas du tout faire.
- ◆ Tu veux acheter du riz, et cela doit se passer vite, parce que tu es déjà en retard, mais le vendeur n'aime pas baisser le prix.
- ◆ On veut te violer.
- ◆ On te crie une insulte dans la rue : « Salaud »...
- ◆ On veut t'empêcher d'aller au bureau d'élections.
- ◆ Les frais pour aller participer à un cours d'anglais te semblent être exagérés.
- ◆ On veut que tu amènes ta fille dans une chambre de prière.

Pendant et après cet exercice la facilitatrice donne des explications selon le comportement des participants, un peu comme suit :

Le comportement dépend de la priorisation d'un intérêt vis-à-vis de l'autre dans une situation. Dans les conflits sociaux, où il s'agit du maintien du pouvoir, le facteur de la relation personnelle a une moindre valeur que dans les conflits interpersonnels. Et il y a un comportement personnel qui n'est pas acceptable dans certaines situations.

« Atteindre un objectif » et « maintenir la relation », les deux intérêts sont importants dans la plupart des conflits. Mais je découvre que je ne vais pas réussir avec les mécanismes traditionnels de la lutte, la fuite ou la résignation. Aussi, le compromis donne seulement une moitié de solution. Seulement la coopération dans la recherche d'une solution commune va permettre de respecter les deux intérêts.¹

¹ Explication des idées : La lutte/la concurrence : C'est la confrontation, la manipulation, il n'y a pas d'intérêt pour l'autre, on impose à l'autre ses propres valeurs. La fuite/la rupture : On évite, on ignore un conflit, on ne pense pas qu'une solution soit possible, on rompt la relation. La fin/la capitulation : écouter, se retirer, faire une faveur à l'autre, accepter les propositions de la solution des autres. Coopération/consensus : écouter, s'exprimer, recherche de la meilleure solution, créativité, l'énergie, la volonté. (Source : Fiche de l'atelier de Gewaltfrei handeln e.V.)

Exemple B : Jeu de rôle spécial « Si moi, j'étais un conflit »

Cet exercice demande également une participation active et physique de chaque participant(e) sans exception. La facilitatrice a besoin d'une salle vide ou d'un espace vide, sauf des chaises dont le nombre est conforme aux nombre de participants. L'animateur/l'animatrice dit aux participants : « Imaginez-vous un instant, pour vous-même, au début en silence : Si moi, j'étais un conflit, comment est-ce que vous voudriez réagir à moi quand vous me voyez ? (Pause) »

L'animateur/l'animatrice pose une chaise au milieu du cercle des chaises des participants, s'assoit et prie les participants encore une fois de réfléchir sur une possible position pantomimique face au conflit. Ça signifie qu'il faut réfléchir à comment je réagis lorsqu' un conflit s'approche de moi. Il y a plusieurs possibilités de réactions. Est-ce que je peux imaginer un geste non-verbal pour exprimer ma position ?

Après la pause le facilitateur prie les participants au fur et à mesure de montrer leurs gestes et de se placer ou poser en face du conflit qui est symbolisé par le facilitateur lui-même, assis sur la chaise au milieu.

Maintenant le défi pour le facilitateur consiste, en réagissant à chaque fois aux gestes proposés, à valoriser les gestes et parfois à trouver des alternatives. Il faut être sensible à la situation des participants. Il faut leur faire comprendre qu'il s'agit d'une chance de développer des réactions appropriées face à un conflit. Il faut que le facilitateur y travaille en révélant ses sentiments par rapport aux gestes des participants.

L'objectif de cet élément : Les participants découvrent leur propre position à l'encontre d'un conflit quiconque. Ils réfléchissent sur leurs sentiments et leurs comportements au cas où ils sont impliqués dans un conflit.

Exemple C : La communication non-violente selon Marshall Rosenberg – les 4 chaises

L'approche de Marshall Rosenberg sur la communication non-violente peut être présentée de façon classique, c.à.d. visuellement à l'aide d'un Beamer ou flipchart, dans l'espoir qu'elle va être appliquée dans la pratique individuelle des participants après la formation. Mais pour vérifier et approfondir la compréhension en même temps, il y a un outil d'activation de la participation de chaque participant qui travaille avec 4 chaises.

Pour la compréhension de l'approche, il est nécessaire de savoir que la méthode de Marshall Rosenberg vise à créer des relations humaines fondées sur l'empathie, la compassion, la coopération et le respect. Elle permet d'être en meilleure relation avec soi-même, comprendre ses besoins profonds et de prendre en charge les divers aspects de sa propre vie d'une manière autonome et responsable.

Le participant apprend d'abord comment s'exprimer sur les quatre domaines suivants :

1. L'observation objective de la situation (en mettant de côté nos jugements et nos évaluations).
2. L'identification des sentiments qui sont suscités par la situation (en les différenciant de nos interprétations et de nos jugements).
3. L'identification des besoins liés à ces sentiments (les aspirations profondes, les motivations, etc.).
4. Formulation d'une demande en vue de satisfaire ces besoins (présentée de façon positive, concrète et réalisable).

La facilitatrice présente 4 chaises qui sont alignées. Sur chaque dossier de chaise se trouve une fiche sur laquelle est marqué chaque domaine, l'un après l'autre : « observation », « sentiment », « besoin » et « demande ». La facilitatrice demande aux participants de communiquer selon les domaines en changeant les chaises. D'abord elle laisse plusieurs

participants explorer un domaine, après elle peut demander à un participant de lier la communication orale à un passage.

- ◆ a : Observation : Lorsque je vois...
- ◆ b : Sentiment : Je me sens...
- ◆ c : Besoin : Parce que j'ai besoin de/ j'accorde de l'importance a ...
- ◆ d : Demande : Serais-tu d'accord de... ?

Le participant peut parler avec son voisin comme suit : « Tu ne fais pas attention aux saletés. Je me sens provoqué, parce que pour toi, ça n'importe pas. Tu es sale. Si tu n'enlèves pas tes déchets de mon terrain, je vais te battre. »

Il va dire : « J'ai trouvé 3 fois tes déchets sur mon terrain » (observation). « Je suis frustré » (sentiment). « J'aimerais trouver de l'ordre à la maison » (besoin). « Serais tu d'accord que nous nous entretenions sur la commande d'une entreprise de déchets ? »

La facilitatrice peut donner des situations typiques de conflit selon le contexte. Le RIO a fait de bonnes expériences avec les situations suivantes :

- ◆ Famille : Père avec une enfant qui veut se marier avec un homme d'une autre tribu
- ◆ Transhumance : L'agriculteur qui a vécu la destruction de ses champs
- ◆ Santé : Mère qui ne veut pas que l'on coupe la lulette de son enfant
- ◆ Education : Une fille qui veut aller à l'école et s'exprime devant ses parents, ou un étudiant qui ne peut pas étudier à l'étranger pour cause d'interdiction du Baraza (conseil de sa tribu au village)
- ◆ Sécurité : L'artisan de paix qui travaille avec un chef d'un groupe armé qui résiste au DDR, ou le chef du groupe armé qui résiste au DDR, ou un policier qui voit des jeunes en train de construire une barricade

Exemple D : L'installation sociométrique de la paix

Dans l'installation, les participants cherchent une place adéquate pour eux. Sur une ligne imaginée sur le sol, entre deux extrémités dont l'une signifie 'oui' et l'autre 'non', les participants prennent position physiquement. Ils expriment leur opinion en se bougeant, d'une façon non-verbale. Mais la facilitatrice peut faire des interviews avec quelques personnes pour identifier la raison pour laquelle la personne a choisi une certaine position (oui, un peu oui, un peu non ou non). Bien que l'échange verbal soit toujours limité, l'installation suscite une participation active et légère de beaucoup de personnes, qui semble être plus spontanée et directe que les contributions dans les débats officiels dans une salle. Le seuil de peur pour une participation active baisse.

Questions possibles :

- ◆ Pensez-vous qu'il y ait la paix à Bukavu/à Mwenga/à Fizi... ?
- ◆ Pensez-vous que la réalisation de la paix est la plus importante chose pour la population ?
- ◆ Pensez-vous que les contributions des femmes pour la paix sont appréciées dans la société ?...

3. Leçons tirées par rapport aux pistes pour la paix

La paix ne se limite pas aux contributions verbales, surtout dans une société où chaque personne parle de paix, y compris celles qui apportent la guerre. La paix se réalise à travers la bouche, les oreilles, les yeux, les mains, les pieds, avec tout le corps des personnes humaines. Donc, un travail d'éducation de paix doit déjà intégrer le mouvement du corps dans la contribution verbale, améliorer l'intégration d'objectifs dans la formation des participants. C'est plus efficace et efficient que les discours solennels et les formations de style frontal.

Si l'objectif général est la promotion de la paix dans le sens que la paix est plus que l'absence de guerre, il faut de temps en temps se positionner.

Une société comme celle de la RDC, est-elle déjà une société en transition ou est-ce qu'elle se trouve encore dans une situation de guerre ? L'exemple D donne une bonne possibilité de vérifier, si l'on est en train d'éterniser la mentalité de personnes en guerre. Après 20 ans de guerre, qui ose dire que l'on vit la paix ? Les jeunes qui ont moins de 20 ans, ne savent pas comment serait une vie en paix. A Mwenga, un participant a osé dire que l'on a réussi à se séparer de la guerre. Les groupes armés ne sont plus là – bas, mais loin. Néanmoins il existe le crime. Il y a aussi les massacres et le terrorisme dans le pays. Comment est-ce que nous comprenons le contexte actuel ? L'installation sociométrique donne l'occasion de découvrir qu'il y a des positions anciennes qui peuvent changer, qu'il ne faut pas forcément rester dans une attitude trop simplifiante et rigide.

Il y a aussi ceux qui pensent que le travail pour la paix proprement dit consiste en un échange verbal après un bon discours. Tous les autres éléments d'une formation sont des jeux pour combattre la fatigue et illustrer le contenu donné par l'orateur. Mais les exercices expliqués plus haut montrent que le facilitateur ou même le présentateur peut les utiliser directement pour introduire un sujet (Exemple B), pour intensifier une explication (Exemple A) ou même pour faire un contrôle d'objectif d'apprentissage (Exemple C). Très souvent les participants écrivent sur une fiche d'évaluation beaucoup de choses qu'ils ont comprises dans une formation qui se sert des méthodes classiques de contributions verbales, mais pour s'assurer qu'ils vont l'appliquer, pour s'assurer vraiment de leur capacité acquise dans la pratique de la formation dans le domaine d'éducation à la paix, le facilitateur doit utiliser d'autres outils, qui mettront l'accent sur le faire, pas seulement sur le dire.

Les outils du travail de l'éducation à la paix selon les exemples A–D permettront d'évaluer si la participation de chaque participant(e) est souhaitée pendant l'atelier et s'ils donnent la possibilité de la susciter. La durabilité des contenus et leçons apprises pendant la formation pourrait être mieux atteinte, parce que la concentration de chaque participant(e) est nécessaire comme dans les exemples A–D, soit dans la déci-

sion (exemple A et D), soit dans la capacité de se comporter par rapport à une idée abstraite personnifiée (exemple B) ou soit dans l'organisation des mots (exemple C).

En utilisant les outils évoqués plus haut, personne ne peut échapper à la participation active et personne n'est exclu de la participation active.

Hand put it hand take it (La main donne, la main prend)

L'éducation alternative de base
et la consolidation de la paix au Libéria

Par Jehoshaphat Dogolea, Karen Domah
et Rebecca Hackstein*

« La communauté jouit d'une bonne image à présent, certains la qualifient de communauté de Paix » déclare l'un des participants aux formations de consolidation de la paix de la ville de Kpah, Comté de Bomi dans l'Ouest du Libéria. Depuis presque un an maintenant, la NAEAL, Association Nationale pour l'Éducation des Adultes au Libéria, travaille avec la communauté sur le projet *Hand put it hand take it*, financé par Pain pour le Monde/Service de Développement de l'Église Protestante. Bien que les cercles d'études sur l'alphabétisation et les compétences vitales des adultes constituent l'épine dorsale du projet, ce dernier vise également à appuyer les dispositifs locaux de transformation du conflit et de consolidation de la paix.

À cet effet, les membres communautaires réputés pour leurs dons de médiateurs entre les parties en conflit, sollicités pour régler les litiges et globalement respectés par la communauté, sont formés par le personnel de NAEAL pour devenir « médiateurs de paix ». L'axe principal est d'approfondir leurs compétences et d'élargir leur répertoire de méthodes d'interventions pour résoudre les conflits au sein de leur communauté. De cette façon, ils contribuent à traiter le conflit à ses débuts de manière à éviter une aggravation et soutiennent ainsi les dirigeants de la com-

* Collaborateurs et professionnelle d'appui de l'Association Nationale pour l'Éducation des Adultes du Libéria (NAEAL)

munauté, généralement constitués du gouverneur de la ville, de la présidente ou chef de file des femmes et du responsable de la jeunesse. En outre, des formations de consolidation de la paix, portant essentiellement sur le renforcement des compétences en communication et des connaissances de base sur la transformation du conflit, sont dispensées à l'intention des jeunes des communautés.

Nous partagerons ci-dessous certaines des expériences du Projet *Hand put it hand take it*, en mettant l'accent sur les liens entre les activités d'apprentissage et celles qui sont plus spécifiques à la consolidation de la paix.

Créer un environnement d'apprentissage

La plupart des lieux d'exécution des projets de la NAEAL sont des communautés rurales, dans lesquelles la majorité des adultes n'a bénéficié que d'une éducation scolaire limitée, voire nulle. Les cercles d'étude de la NAEAL ciblent des adultes de 17 à 70 ans qui veulent apprendre à lire, à écrire et à effectuer des calculs de base. Pour certains des apprenants, le fait de s'asseoir dans un cercle d'étude leur donnera pour la première fois de leur vie l'occasion de tenir un crayon, d'autres ont passé un ou deux ans à l'école primaire, mais cela remonte à de nombreuses années. La plupart des élèves adultes vivent de la culture du manioc, du riz ou des légumes, ou de la vente sur les marchés.

Le matériel pédagogique de la NAEAL est axé sur l'alphabétisation fonctionnelle et les notions de calcul et il aborde les compétences de façon à ce que les apprenants puissent les mettre à profit dans leurs vies de tous les jours. Pour beaucoup d'élèves, le fait d'être capables d'écrire leurs noms constitue une motivation première pour rejoindre le cercle d'étude, car ils ne seront plus obligés de signer à l'aide de leur empreinte digitale lors des réunions ni de porter les stigmates d'un pouce taché d'encre pendant les élections. Dans le programme du cercle d'étude, la lecture, l'écriture et le calcul sont associés aux compétences générales de la vie courante. Les participants sont initiés aux soins de santé élé-

mentaires et à l'hygiène, à la prévention des maladies les plus répandues dans les communautés (par ex. la dysenterie et le paludisme) ; ils apprennent à utiliser les ressources naturelles de façon durable et à connaître leur pays, le Libéria, et le fonctionnement de l'état. Dans les cercles d'étude de perfectionnement (niveau 2), des sujets analogues sont traités de manière plus détaillée et les participants apprennent à faire progresser leurs petites entreprises. Ces thèmes ont été identifiés et sélectionnés d'après les centres d'intérêt exprimés par les étudiants au cours des nombreuses années durant lesquelles la NAEAL a mené des activités d'apprentissage similaires. Les sujets en lien avec les compétences de la vie courante aident les apprenants à poursuivre les exercices fastidieux de représentations de lettres et de pratique des calculs de base, parce qu'ils voient de quelle façon cela leur permet d'accéder à un savoir qui a une incidence positive sur la santé et les moyens de subsistance de leurs familles.

Un aspect important du processus d'apprentissage réside dans les débats autour des thèmes et des concepts au sein du groupe. En général, les hommes et les femmes participent ensemble aux cercles d'étude de la NAEAL et de nombreuses femmes en particulier déclarent qu'elles n'avaient jamais pris la parole devant un groupe avant d'entrer au cercle d'étude. Pour de nombreux apprenants, le fait d'exprimer leurs idées et de les partager avec autrui fait partie intégrante de leur processus d'apprentissage. Cette expérience et ces pratiques leur permettent de participer de manière active plus facilement dans les assemblées générales de la communauté et d'y faire part de leurs préoccupations. La participation active est d'autant plus favorisée que l'apprenant possède à présent « de l'instruction », ce qui change son statut, de son propre point de vue mais aussi de celui de la communauté. Les cercles d'étude apportent donc l'éducation et ses avantages associés au sein même des communautés.

En outre, les sessions sur les compétences générales de la vie courante sont ouvertes à la communauté entière et génèrent des opportunités d'apprentissage pour un public plus large. Habituellement, la com-

munauté décide du sujet qui présente le plus d'intérêt pour elle puis un expert est invité par la NAEAL pour animer un atelier en soirée. Jusqu'ici les sujets ont permis d'aborder un large éventail de questions, aussi diverses que l'hygiène de base, le planning familial, la législation concernant les violences sexuelles et le viol et l'élevage du bétail.

Bien que la priorité de la NAEAL ait toujours été d'investir dans l'éducation alternative de base, l'idée de combler le fossé entre l'enseignement scolaire des enfants et une pédagogie plus informelle destinée aux adultes a pris la forme de séances éducatives intergénérationnelles. On les appelle les sessions *Au Coin du Feu*, en évocation des temps anciens où les familles élargies se réunissaient autour d'un feu et partageaient histoires et brins de sagesse. Les séances au coin du feu intègrent les enfants des apprenants en âge préscolaire ou fréquentant l'école primaire. En dehors de la pratique générale des compétences en lecture et en écriture, les adultes et les enfants partagent des récits et des chansons et les aînés sont conviés à raconter les histoires et légendes de la ville.

En résumé, les activités d'apprentissage qui constituent l'épine dorsale du travail de la NAEAL s'étendent sur plusieurs générations et impliquent une grande partie de la communauté. On instaure, ou on améliore, un apprentissage sous diverses formes et concernant un large éventail de sujets qui devient ainsi partie intégrante de la vie communautaire au bout de quelques mois. Les membres de la communauté témoignent d'une recrudescence des prises de conscience sur l'importance de l'apprentissage et de l'éducation en général.

Amélioration du comportement conflictuel

L'ouverture aux idées nouvelles et la reconnaissance générale de la valeur de l'apprentissage décrites ci-dessus constituent également un terrain pour les activités de consolidation de la paix qui viennent compléter les autres opérations du projet, ainsi qu'il est indiqué dans les paragraphes d'introduction. Des thèmes centraux concernant l'éducation à la citoyenneté/le vivre ensemble et la transformation du conflit en

particulier, sont introduits dans les cercles d'étude ainsi qu'au cours de formations de consolidation de la paix (ici, de manière plus approfondie et avec davantage d'exercices concrets) qui, non seulement touchent davantage de membres communautaires, mais renforcent aussi le discernement en offrant des possibilités d'apprentissage diverses au sein de groupes différents.

Tout cela semble accroître la prédisposition des membres de la communauté à tirer profit de de l'apprentissage. Les participants aux séminaires de consolidation de la paix en témoignent à différents niveaux, aussi bien en ce qui concerne leurs vies personnelles que dans leurs relations et dans la communauté au sens large du terme. Un jeune homme déclare, « j'ai appris à ne pas perdre mon sang froid lorsque quelqu'un me causait du tort. J'étais quelqu'un de très intransigent mais maintenant, j'ai le pardon facile » (Gowien).

Un grand nombre des conflits dans les communautés se manifestent apparemment autour des relations hommes/femmes. Ces conflits semblent dégénérer rapidement, impliquer de plus en plus de gens et ils sont susceptibles de provoquer des divisions au sein de l'ensemble de la communauté. Un participant de sexe masculin (âgé de 32 ans) témoigne d'une amélioration dans ce domaine « J'avais l'habitude de malmener mon épouse tous les jours mais je suis devenu une nouvelle personne » (Kollieman). Un membre communautaire d'une autre ville observe que « les hommes ne battent plus leurs femmes et il n'y a plus de bagarres dans la ville » (Manivalor). Et un autre affirme « je fais appel aux concepts de résolution du conflit dans ma famille et dans ma communauté » (ville de Kpah)

Globalement, on a l'impression que « les conflits ont diminué » (médiateur de paix, ville de Mesila) et que les conflits se règlent de manière constructive « avec des mots gentils, contrairement à autrefois » (Kpah, participant), « sans rancune de la part des deux parties » (Kollieman, participant).

Les retours de différents membres communautaires confirment que les médiateurs de paix sont tenus en haute estime par la communauté

et que la confiance en leurs capacités a grandement contribué à l'efficacité de leur travail, de par leur soutien aux dirigeants communautaires dans la résolution des conflits. Une jeune femme qui participe au séminaire de consolidation de la paix déclare : « les médiateurs [de paix] sont très honnêtes quand ils statuent sur une affaire » (Gowien) et un autre membre communautaire atteste : « on présente maintenant nos plaintes aux dirigeants de la ville au lieu de prendre les choses en main personnellement » (Gowien).

De surcroît, certains membres communautaires, y compris des représentants des dirigeants de la communauté, affirment qu'un moins grand nombre de situations conflictuelles exigent de saisir les tribunaux locaux ou de s'adresser à la police pour être réglées, mais qu'on peut les résoudre avant d'atteindre un niveau d'aggravation qui rende cette intervention nécessaire. Par exemple, le chef de la ville de Gowien dans le comté de Bomi apprécie cette collaboration avec les médiateurs de paix, qui permet de « régler des affaires de façon professionnelle sans faire appel aux tribunaux »

Tout bien considéré, le contenu des formations de consolidation de la paix est jugé utile et se développe même dans d'autres contextes : À Mesila, une communauté du comté de Grand Cape Mount au Libéria, les membres communautaires signalent que les « messages de paix » ont été intégrés aux réunions de prière du vendredi à la mosquée.

Construire la solidarité et l'unité

Au cours d'une des réunions de suivi de la communauté, dans laquelle les représentants des différentes composantes du projet, accompagnés des dirigeants communautaires, se réunissent pour discuter des progrès accomplis et des problèmes rencontrés tout au long des activités, un animateur en alphabétisation témoigne : « l'un des aspects positifs est que nous organisons maintenant des rencontres régulières. Avant, les gens n'y assistaient pas mais à présent ils viennent aux réunions, même le vieux Mas » (animateur en alphabétisation, Mesila). On peut

entendre des retours similaires de la part de différentes communautés. On constate un intérêt grandissant pour les activités, une participation accrue aux réunions, il se dégage en général un sentiment croissant de solidarité et d'unité dans la communauté. Un apprenant fait le lien de manière explicite avec les activités de consolidation de la paix : « nous étions ici, nous étions ensemble, mais depuis le début du programme, la solidarité a progressé. Construire la paix, apprendre à se parler entre nous, à se serrer la main » (Manivalor).

La formation met l'accent sur des aptitudes concrètes pour faire face au conflit d'une manière constructive, non-violente. On y insiste beaucoup sur les compétences en communication et la réflexion sur les perceptions ou les présomptions que nous avons de nous-mêmes et des autres. L'un des animateurs de paix explique, « la formation a transformé la vie des gens de façon positive. Par exemple, ceux qui se montraient très irrespectueux à l'égard des autres ont maintenant une attitude prévenante » (Gowien). Bien que les séminaires fussent initialement prévus pour les jeunes, la sélection des participants a été laissée au choix des représentants de la communauté. Et il s'est avéré que parfois, des membres communautaires plus âgés rejoignent les sessions, parce qu'ils ressentaient le besoin d'améliorer leur comportement face au conflit.

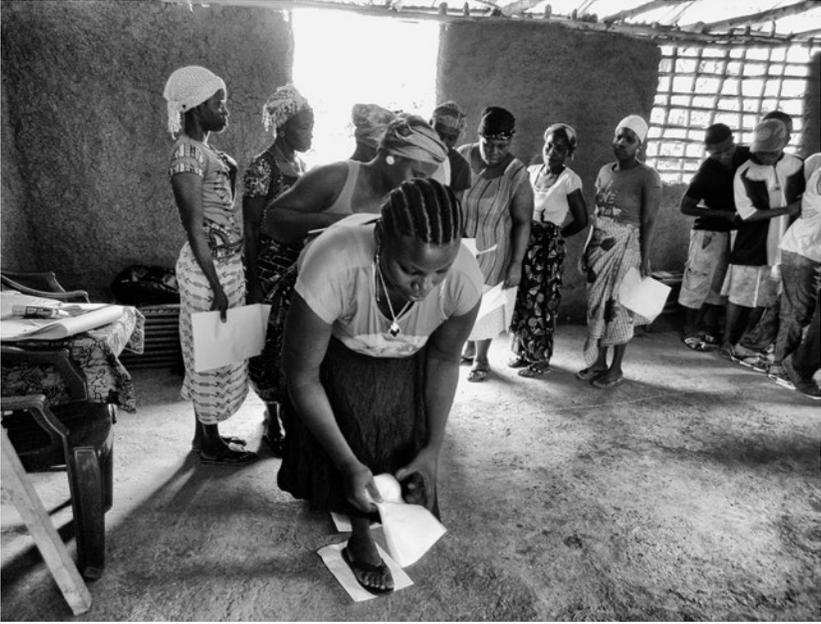
L'aspect intergénérationnel, à la fois des activités de consolidation de la paix et d'autres pratiques d'apprentissage, s'est également révélé un facteur important d'unification. À l'origine, dans la plupart des communautés, la jeunesse était signalée comme principal groupe impliqué dans les conflits et le manque de communication ou de coopération entre les plus jeunes et les membres plus âgés de la communauté était considéré problématique. L'implication des personnes âgées dans les réunions de suivi communautaires, mais plus particulièrement dans les sessions *Au Coin du Feu*, a contribué à transformer les attitudes à leur égard. Une jeune fille de 14 ans témoigne : « je n'avais jamais respecté mes parents mais les sessions *Au Coin du Feu* m'ont amenée à respecter mes parents et les personnes âgées de la communauté, à les considérer comme des êtres humains et je suis devenue quelqu'un d'attentionné » (Kollieman).

Un apprenant adulte de sexe masculin (55 ans) participant aux sessions *Au Coin du Feu*, déclare « j'ai maintenant de la considération pour les personnes âgées de ma communauté et je sais qu'elles représentent également un puits d'informations » (ville de Kpah). Cependant, l'accroissement du respect et de la sollicitude semble aller dans les deux sens, comme le rapporte une mère apprenante adulte (33 ans) : « le programme a contribué à mon respect des êtres humains, ce qui fait que je ne peux plus mal parler à mes enfants maintenant, ni même les battre. S'ils sont incorrects à mon égard, je les punis d'une autre manière, en les forçant à rester à la maison pendant quelques minutes » (ville de Kpah).

Au-delà des frontières communautaires

Le sentiment croissant de solidarité parmi les membres de la communauté et l'intention et la capacité de traiter les conflits de façon non violente ne se restreint apparemment pas exclusivement à la communauté elle-même. Cela semble également permettre aux membres communautaires, et même certainement à la communauté dans son ensemble, d'accueillir les étrangers avec plus d'ouverture d'esprit. Un membre de la communauté de Kollieman dans le comté de Montserrado déclare : « je considère à présent les personnes d'horizons différents comme des parties de moi-même et je les traite avec tout mon respect ». De la même façon, le chef de file de la jeunesse de Mesila au Grand Cape Mount (29 ans) souligne, « il y a eu beaucoup d'améliorations dans la communauté, le programme nous a permis d'être capables d'accueillir les étrangers ».

D'un autre côté, les membres communautaires tirent profit des compétences et des méthodes acquises à une envergure plus grande encore. Les animateurs de paix de Manivalor et de Mesila dans le comté de Grand Cape Mount racontent comment un conflit de longue date entre deux communautés voisines a été résolu. Les deux communautés partagent une route, une école et un terrain de football communs qui exigent une coopération pour le débroussaillage et l'entretien des équipements. Cependant, un conflit s'est développé entre deux hommes de



chaque communauté, l'un accusant l'autre d'avoir une relation avec sa femme. Les hommes ont cherché des alliés dans leurs villes respectives de sorte que le conflit s'est aussitôt aggravé, jusqu'à concerner les communautés toutes entières, rendant ainsi le travail en commun impossible. Pendant des mois les activités communes ont été paralysées.

Une séance de concertation a été engagée, impliquant les parties au conflit, les animateurs de paix des deux communautés et les représentants des dirigeants communautaires. Cette première rencontre n'a débouché sur aucun accord, aussi une seconde réunion s'est tenue au bout d'un certain temps. Lors de la deuxième rencontre le désir de sortir de cette impasse l'a emporté et on a pu parvenir à une compréhension mutuelle. Les deux rivaux se sont serré la main et ils se sont pris dans les bras en présence des représentants des communautés des deux villes. Les participants ont décidé d'organiser un événement officiel pour proclamer la restauration de la paix entre les deux communautés. On

l'a appelé « la ligue de la paix », les communautés voisines ont été invitées et l'événement s'est achevé par un match de football. Les médiateurs de paix ont en outre suggéré d'initier une activité conjointe pour faire renaître l'esprit de développement entre les deux communautés. Il a donc été convenu d'entreprendre un projet de culture du manioc commun aux deux communautés. Actuellement, le projet est en cours et il implique dix jeunes issus de chaque communauté.

Conclusion

Les aperçus du travail de la NAEAL exposés ci-dessus démontrent comment l'éducation au sens large du terme offre des opportunités, mais aussi une base solide à la consolidation de la paix. Cela peut s'avérer particulièrement fructueux si les sujets sont abordés sous des formats différents, des cercles d'étude, des formations ou des séminaires communautaires, qui rassemblent plusieurs générations et offrent ainsi des contextes d'apprentissage évolutifs ainsi que des approches méthodologiques variées.

Cela prouve également que l'œuvre de paix peut prospérer en tous lieux où les besoins et les droits fondamentaux des humains sont pris en compte. Dans les exemples cités ci-dessus, on fait référence en particulier au droit à l'éducation afin d'offrir aux adultes des chances d'acquérir de nouvelles connaissances fonctionnelles et des compétences propres à améliorer leurs conditions de vie. En ce sens, les activités d'apprentissage de toutes sortes ouvrent des voies à la paix.

Les clubs de paix des jeunes de Goma et Gisenyi, gages pour la stabilisation de la ville de Goma ?

*Par Me Christian K. Sondirya**

Goma, ville paradoxale

La ville de Goma est la capitale de la province du Nord-Kivu, province située à l'Est de la RDC. Elle est située au pied du volcan Nyiragongo, juste à l'ouest de la ville rwandaise de Gisenyi dont elle est la jumelle. Cette ville touristique compte plus d'un million d'habitants dont la majorité sont des jeunes et des enfants.

Depuis le discours de La Baule en France qui inaugurait la « démocratisation » voulue par la France en Afrique francophone, le régime de Mobutu aussi se trouvait en difficulté au Zaïre. La Conférence Nationale Souveraine ne semblait pas aboutir à une avancée politique et les conflits (par exemple entre Hutu et Hunde dans le Masisi) s'amplifiaient. Les hommes politiques utilisaient les conflits entre communautés à leurs propres fins et la notion de « nationalité douteuse » devint monnaie courante dans les Kivu pour désigner les Zaïrois banyarwanda. En 1994, dans la foulée du génocide au Rwanda, une population d'une centaine de milliers d'âmes venue du Rwanda, s'est déversée dans la ville de Goma et alentour. Il s'en est suivi une crise humanitaire, économique et écologique.

Sur base de ces différents facteurs un chapelet de rébellions à l'instar de l'AFDL, RCD, CNDP et M23 ont surgi dont les premières ont balayé

* Coordonnateur de la Commission Justice, Paix et Sauvegarde de la Création/ CBCA, Goma, RDC

le régime de Mobutu. Des groupes armés représentant les différentes communautés et donnant de nouvelles perspectives à de nombreux jeunes se sont créés. Initialement, la fin de la dictature de Mobutu a suscité des espoirs de renouveau et de changement positif parmi les populations mais tout compte fait cette situation a généré surtout une perte en vies humaines, la destruction de la Nature, la destruction de l'infrastructure et surtout du tissu économique de la ville. Et le plus redoutable : la cohésion et la confiance mutuelles entre la mosaïque des tribus situées à Goma s'est détériorée encore davantage. Au paroxysme de la douleur, la ville a connu en 2001 une éruption volcanique qui en a détruit une bonne partie ; ce faisant, la ville peine encore à se remettre de ses blessures.

Ce sinistre tableau illustre-t-il qu'à Goma il n'y a plus de raison d'espérer l'avènement d'une paix durable ? Depuis 1993 jusqu'à ce jour, il y a une génération des jeunes qui ont connu toute formes des violences, est-elle vraiment une génération sacrifiée ? Quelle est cette jeunesse ? Prend-elle des initiatives pour remonter la pente ?

Il serait hasardeux de répondre à ce questionnement si l'on ne vit pas la respiration de cette ville dans le quotidien et comprendre toute la dynamique dans et autour de Goma.

Jeunesse de Goma : les nouveaux jeunes

Sur la base de plusieurs rencontres avec les jeunes de Goma et plusieurs interviews tant avec les jeunes que leurs leaders, nous sommes arrivés à monter un portrait-robot du nouveau jeune de Goma qui se présente comme suit :

- ◆ Il est parfaitement conscient de la situation pitoyable dans laquelle il vit et est animé d'un désir de faire bouger les choses mais découragé par plusieurs pesanteurs (politique, économique et socio-culturelle) ;
- ◆ Il a le goût des nouvelles technologies et a souvent un compte Facebook et What's App avant d'avoir une boîte e-mail ;

- ◆ Il a un goût particulier pour la culture et l'art. Ceci se remarque par les groupes des jeunes chanteurs dans les églises ou des initiateurs des orchestres dans les quartiers (le cas de Innocent Balume est le plus frappant) ; la présence des artistes peintres et dessinateurs dans le plus grand festival de Goma, le Festival Amani, est éloquente ; des poètes qui déclament sans complexe leurs aspirations à la paix ; les comédiens qui dénudent sans vergogne les pratiques fondées sur les préjugés et les stéréotypes ;
- ◆ Il est croyant, il fréquente une église ou une mosquée. Quant à ceux qui sont dans la rue ils croient au moins à Dieu ou Allah ;
- ◆ Il a un goût pour les loisirs malgré la carence des infrastructures. Il n'est pas rare de trouver ces jeunes en train de jouer au foot pieds nus sur une surface pierreuse, et les filles qui sont en train de faire le « nzango¹ » sur une surface poussiéreuse.
- ◆ Il s'adonne de moins en moins aux activités champêtres suite à l'aminicissement de l'espace de ville par le phénomène « kuchinjachinja maparcelle » (morcellement désordonné des parcelles). Cependant, ils savent comment aller puiser de l'eau et les filles et de plus en plus les garçons.

Pourtant, cette jeunesse est face à des défis qui la touchent particulièrement comme : la pauvreté et la misère, l'absence des infrastructures pour son épanouissement (terrains de jeu, bibliothèques, espaces verts, parcs, salles de spectacles, etc.), les maladies et infections (le choléra est endémique à Goma), l'absence d'encadrement approprié par les parents ou par l'État, etc. ...

Sa plus grande aspiration est de vivre le bonheur ici à Goma. Il interprète ce bonheur par : le bien manger, le bien logé, le bien s'habiller, le bien se soigner, le bien étudier et le bien s'amuser, ...

¹ Il s'agit d'un loisir ou sport exercé par les femmes pouvant s'exécuter avec deux ou plusieurs femmes. La ville de Goma possède un club de Nzango qui mène ses activités au Cercle sportif.

Il y a plusieurs initiatives prises par les jeunes de Goma pour la préservation de la paix et la stabilisation de la ville de Goma, il s'agit par exemple de : la participation de cette jeunesse au Festival Amani à Goma, la création de groupes musicaux des jeunes pour la paix, de troupes théâtrales pour la promotion de la paix, des spectacles de danse, la mise en place de clubs des amis, etc.

C'est dans ce contexte que la Commission Justice, Paix et Sauvegarde de la CBCA a initié un projet pour la participation des jeunes à une paix durable à l'Est de la RDC par la lutte contre les rumeurs, les préjugés, les mythes et les stéréotypes. Ce projet a comme cible les jeunes entre 12 à 25 ans. Les jeunes visés sont donc ceux nés après 1992.

De la lutte contre les préjugés jusqu'à la mise en place des clubs de paix des jeunes

Tout a commencé des données que nous avons récoltées à partir de l'an 2012 pour mieux comprendre la situation, les aspirations ainsi que les défis des jeunes. Plusieurs catégories de jeunes ont été approchées notamment : les élèves, les étudiants, les petits vendeurs, les jeunes dits « enfants de la rue », les jeunes non scolarisés, les jeunes débrouillards, etc... Déjà à cette époque, un certain portrait-robot de cette jeunesse commençait à se dégager de plus en plus, dont beaucoup de caractéristiques ont été mentionnées ci-haut. Le souci le plus ardent de cette jeunesse à être promotrice de la paix nous a poussés, en 2013, à sélectionner un noyau de 30 jeunes dont 15 filles et 15 garçons issus de toutes les tribus et de plusieurs milieux sociaux de la ville de Goma, appartenant à une école ou une Eglise.

Ces jeunes ont été formés en transformation des conflits et construction de la paix, en notions et actions de non-violence active, et en leadership transformationnel. Cette formation leur a permis de constituer les clubs de paix des jeunes dans leurs écoles ou églises, clubs constitués de 30 jeunes par club de paix, chapeautés chacun par des pairs éducateurs (une fille et un garçon).

Ces clubs, accompagnés par les formateurs de la JPIC, se réunissaient régulièrement pour organiser des activités de paix telles que : des théâtres forums avec les jeunes du Rwanda et du Congo, les poèmes lors des promotions scolaires, l'exhibition des danses traditionnelles lors des séances d'échange d'expérience, des dessins et chants pour la paix lors des concerts, des activités sportives et apprentissage de la cuisine et de la langue de l'autre lors des « peace camps ». Ils ont pu partager des repas avec les albinos, les déplacés de guerre à Mugunga et les enfants de la rue au Centre-ville pour les encourager et leur démontrer combien, comme jeunes, ils sont utiles pour la société.

Les membres des clubs de paix de Goma ayant bénéficié pendant deux ans de cette expérience, ont décidé de former 3 clubs de paix des jeunes au Rwanda (Gisenyi, Gasiza et Mahoko), 1 club de paix des jeunes à Kiwanja (territoire de Rutshuru) et 1 autre à Sake (Territoire de Masisi).

La participation des jeunes à la paix durable.

Mythe ou réalité ?

L'un des aspects primordiaux de la stabilisation de la ville de Goma est la construction de la confiance mutuelle entre les différentes tribus pour une véritable cohabitation pacifique. Investir dans la jeunesse est une voie royale pour atteindre cet objectif.

Relativement à ce projet, il est difficile d'affirmer que la paix est désormais rétablie à Goma, seulement, les actes posés par les membres des clubs de paix sont plus parlants qu'un chapelet de bonnes intentions. En effet, les jeunes qui ont intégré les clubs de paix ont pu améliorer leur relation avec les autorités de l'école et cela a eu de l'impact sur la réussite de leurs études. Dans les classes où ils évoluent, les rapports des autorités montrent que le nombre de conflits a diminué et les conflits sont gérés d'une façon optimale en collaboration avec les directions des écoles visées. Plusieurs de ces jeunes ne voient plus le jeune Rwandais ou Congolais comme une menace mais plutôt une opportunité, d'ailleurs un club de paix exploite un champ au Rwanda et vend les pro-

duits (tomates, poireaux) au Congo. Les jeunes des clubs de paix Congolais prennent le goût d'apprendre le Kinyarwanda pour communiquer aisément avec leurs amis Rwandais ; c'est dans cette perspective que tout le matériel didactique dudit projet a été traduit en Kinyarwanda pour rendre la communication plus aisée. Pour appuyer cette initiative, une marche pour la paix avait été autorisée par la mairie de Goma, marche qui a regroupé les jeunes membres des clubs de paix de Goma et de Gisenyi, cette activité avait connu l'appui de la Monusco.

A la veille de la date redoutée du 20 Décembre 2016, ces jeunes ont organisé, à l'Institut Majengo à Goma, un concert pour la Paix pour dire non à la violence, non à la manipulation politicienne et non aux amalgames autour des « banyarwanda ». Plus de 2000 jeunes ont participé à ce concert et ont signé un acte d'engagement pour la paix.

En page rose, deux jeunes, membres de clubs de paix, l'un de la tribu Nyanga et l'autre Hunde, ont décidé de se marier cette année après avoir évolué trois ans dans un même club de paix. Nous espérons d'autres mariages interethniques !

Et si tout n'était pas aussi facile qu'on le pense

Le contexte actuel de la résurgence des conflits ethniques Hutu-Nande dans le Sud-Lubero est à déplorer. En effet, plusieurs jeunes se sont engagés dans les groupes armés à l'instar des Mai-Mai Mazembe et Nyatura, pour beaucoup manipulés par les leaders de ces groupes pour leur faire croire qu'il y aurait une terre à laquelle telle ou telle autre tribu n'aurait pas droit d'accéder. Ce contexte est aussi à la base d'un sentiment de repli identitaire au point que les jeunes membres des clubs de paix sont de plus en plus mécompris. Signalons aussi les formalités administratives aux frontières RDC-Rwanda qui découragent ce genre d'initiatives de paix transfrontalière, formalités motivées par les relations en dent de scie entre le Rwanda et la RDC, pourtant les jeunes membres des clubs de paix ne désirent que vivre en paix avec leurs voisins. D'ailleurs à Goma, plusieurs jeunes âgés de moins de 18 ans se sont faits enrôler

pour les futures élections en RDC dans l'innocent désir de pouvoir passer la frontière avec ce papier tenant lieu de carte d'identité et aller à la plage à Gisenyi au Rwanda. Par ailleurs, la politisation et l'instrumentalisation de la jeunesse sont des menaces à ne pas négliger (lors des événements de janvier 2015, Septembre 2016, il était surprenant de constater que des enfants de moins de 12 ans jetaient des pierres sur la Police sans comprendre clairement pourquoi ils manifestaient...)

Et après...

Loin de décourager ces jeunes membres des clubs de paix, les défis, constituent à notre surprise, un élément motivateur. En effet, ces jeunes affirment clairement qu'ils ont un rôle à jouer pour influencer les membres de leurs familles sur la nécessité de la célébration des différences et la nécessité de ne pas se laisser manipuler par les individus qui profitent des conflits pour se positionner. Dans leurs activités, ils comptent continuer avec la multiplication de cette approche des clubs de paix dans d'autres écoles de la ville de Goma et dans les écoles du Rwanda. En outre, ils veulent, en collaboration avec les coordinations des écoles de Goma, que l'éducation à la paix et la promotion des activités pour la paix soient intégrées dans le cursus normal des élèves des écoles primaires et secondaires de Goma, compte tenu des défis spécifiques auxquels ces élèves sont confrontés. Ces jeunes ont décidé d'acheter un champ à Kibumba 2 pour apprendre des jeunes venant du Rwanda des techniques culturelles.

En définitive, ces jeunes sont conscients du fait qu'il y a maintenant nécessité d'avoir un leadership pacifique et pensent qu'en aucun moment la violence ne peut constituer un moyen pour se hisser au pouvoir. A défaut d'avoir des modèles de leaders pacifiques, ils voudraient constituer ces leaders dans l'avenir qui s'annonce selon eux radieux.

2 Localité située à environ 15 Km au Nord de la ville de Goma

La stabilisation de la ville de Goma étant un processus, il faudrait investir dans la nouvelle jeunesse qui semble se démarquer des idées préconçues sur la supériorité de telle tribu et l'infériorité de l'autre ; dont l'inexpérience, mieux l'innocence constituent une terre fertile pour la semence et, à terme, pour une récolte abondante. L'expérience des jeunes membres des clubs de paix constitue une modeste contribution à la paix et à la stabilisation à Goma mais ne demande qu'à être pérennisée.

Documents exploités

Rapports du Projet « Prevention of crisis and participation of youth in a sustainable peace in the east of the DRC, CBM et JPIC » CBCA 2013 à 2016.

Brochures internes sur « Et voilà ce que grâce à vous, nous avons pu réaliser en 2013, 2014, 2015, 2016 ». JPIC CBCA

Récolte des données sur la situation des jeunes de Goma, Juillet 2011 à Décembre 2012, JPIC CBCA

Interviews avec les leaders de la jeunesse de Goma, sur la situation des jeunes de Goma et leur leadership, Mars 2017

Interviews avec les autorités provinciales et urbaines en charge de la Jeunesse, sur la prise en charge de la jeunesse et la situation des jeunes de Goma, Mars 2017

Interviews des Jeunes de la Rue de Goma, sur l'implication des jeunes de la rue dans la paix à Goma, Mars 2017

Interviews avec les Jeunes des églises, sur le rôle des jeunes de l'église dans la lutte contre les préjugés et les stéréotypes, Mars 2017

Education à la paix dans les écoles

Expériences de la coordination provinciale des écoles conventionnées protestantes au Sud-Kivu (CP-ECP/SK) en République Démocratique du Congo

*Par Vunanga Karhakabire Meschac, Safari Tabu Bernard, Barhafumwa Bugondo Joseph, Bugoma Ndaviruka Prosper, Yanga Jonas, David Mukamba Byendo, Heri Mirindi Wa Murhega, Julia Wöhrle**

1. Introduction

La province du Sud-Kivu est une zone comme beaucoup d'autres à l'Est de la RD Congo qui est occupée par des populations issues de plusieurs tendances ethniques, tribales et linguistiques. Au lieu d'être capitalisée pour constituer une force pour le développement, cette diversité socio-ethnique est très souvent mal exploitée pour les intérêts égoïstes de certains politiciens congolais à travers des manipulations identitaires qui débouchent sur des conflits intercommunautaires et même tribaux. Cette situation est à la base de plusieurs maux parmi lesquels l'existence de milices armées à tendance tribale et ethnique qui ont toujours mis cette partie du pays dans une position instable. Ces différentes sensibilités se sont manifestées au niveau des relations intercommunautaires et tribales et constituent un véritable obstacle au développement et à la cohésion sociale. Cette situation a des conséquences dans les relations humaines et les Ecoles Conventionnées Protestantes ne sont pas épargnées étant donné que les conflits tout autour des écoles ont des influences négatives aussi bien dans la communauté scolaire qu'en dehors des écoles. Dans un environnement pareil, l'élève est à la fois acteur et vic-

* l'équipe de la CP-ECP/SK

time des conflits individuels et collectifs. Parmi les conséquences notées comme effets de cette situation, nous pouvons citer entre autres :

- ◆ Le tribalisme, la discrimination, l'intolérance, la division entre les élèves de différentes ethnies et même les enseignants.
- ◆ Les préjugés, la méfiance, la haine, la peur, le complexe d'infériorité ou de supériorité, les violences sous toutes leurs formes,
- ◆ Le manque de confiance, de cohésion sociale et par conséquent de paix, etc.

En plus de la problématique relevée ici concernant les communautés, s'ajoutent des problèmes spécifiques liés à la gestion des écoles et aux méthodes utilisées qui sont aussi sources de tensions, de conflits et de violences.

S'agissant de la gestion, l'éducation donnée dans les Ecoles Conventionnées Protestantes du Sud-Kivu souffre souvent d'une mauvaise gestion des ressources matérielles, financières et humaines.

Dans certaines écoles, le mode de gestion est unilatéral et autocratique. Les chefs d'établissement les gèrent comme leurs entreprises privées, et cela, au mépris des instructions officielles.

Ce modèle de gestion constitue un handicap pour le bon fonctionnement des écoles.

Quant à la méthodologie d'enseignement, dans la plupart des écoles, les enseignant(e)s utilisent les méthodes traditionnelles par lesquelles l'éducation des enfants est basée sur la contrainte, l'inculcation forcée de la matière, l'attitude agressive de l'enseignant(e) créant la peur, la révolte, la timidité, l'intolérance, l'égoïsme, la violence auprès des apprenants.

Ces genres de comportements développés, tant par les enseignant(e)s que par les élèves, ne favorisent pas la cohésion sociale au sein des établissements scolaires, encore moins en dehors de ceux-ci.

2. Les réalisations

Pour faire face au contexte évoqué plus haut, plusieurs actions de paix sont d'une importance capitale dans la communauté scolaire et parascolaire. Avec l'objectif de faire des Ecoles Conventionnées Protestantes en province du Sud-Kivu des lieux de paix, de non violence et de bonne gouvernance, la CP-ECP/SK a initié des activités d'éducation à la paix, de formation en Management Actif et Participatif (MAP) et aux méthodes actives et participatives, en occurrence la Pédagogie Active et Participative (PAP).

2.1. En rapport avec l'éducation à la paix

Des sessions de formation ont été réalisées afin de mettre à la disposition de toute la communauté locale des élèves et des enseignant(e)s artisans de paix à l'école et dans leurs communautés de vie.

Ainsi, les acteurs éducatifs ont bénéficié des formations et partagent les connaissances apprises avec les élèves et les collègues de service, sans compter les membres de leurs familles respectives et des communautés où ils vivent.

Après chaque formation, la CP-ECP/SK crée et opérationnalise les clubs de paix qui sont constitués des élèves sous la supervision du chef d'établissement et de l'enseignant(e) formés.

Le club de paix est un espace de prévention, de gestion des conflits et de promotion de la culture de la paix. C'est un espace intermédiaire, qui repose sur une redéfinition des rapports entre élèves et membres de la communauté éducative, mais aussi entre les élèves eux-mêmes. Il s'agit d'une structure qui fonctionne avec trois cellules techniques à savoir la cellule de prévention des conflits, la cellule de gestion des conflits et la cellule de promotion de la culture de paix. Ces cellules travaillent sous la coordination d'un président et de son adjoint et ont les attributions suivantes :

CELLULE EN CHARGE DE LA PRÉVENTION

- ◆ Organiser (participer à l'organisation) des activités culturelles et sportives sur la prévention,
- ◆ Mener des activités d'intégration sociale des nouveaux élèves, des élèves de toutes les ethnies, des marginalisés, etc.
- ◆ Assurer la vulgarisation du Règlement d'Ordre Intérieur (ROI) et des autres textes régissant le fonctionnement de l'école auprès des autres élèves,
- ◆ Participer à l'élaboration du code de bonne conduite, du Règlement intérieur et des autres instructions au niveau de l'école,
- ◆ Promouvoir les valeurs sociales (justice distributive, solidarité, coopération, droits humains, droits de l'enfant, etc.),
- ◆ Faire appliquer les règles du jeu démocratique en classe et à l'école.

CELLULE EN CHARGE DE LA GESTION PACIFIQUE DES CONFLITS EN MILIEU SCOLAIRE

- ◆ Recenser et recueillir les dénonciations des cas de violences et conflits en milieu scolaire,
- ◆ Amener les parties en conflit à recourir aux moyens non-violents (pacifiques) de résolution de leurs différends,
- ◆ Privilégier et promouvoir le dialogue, la médiation et la négociation pour résoudre les conflits en milieu scolaire,
- ◆ Assurer la médiation lorsque les parties en conflits ne s'accordent pas sur les moyens de résolution,
- ◆ Créer des ponts entre l'école et la communauté lorsque le mécanisme entrepris dans la résolution de conflits l'exige,
- ◆ Veiller à la satisfaction des uns et des autres

CELLULE EN CHARGE DE LA PROMOTION DE LA CULTURE DE PAIX

- ◆ Contribuer à l'élaboration de messages, slogans, chants, poèmes, récits, scénarios, pièces de théâtre, etc. sur la promotion de la culture de paix à l'école,
- ◆ Organiser et/ou participer à l'organisation des activités culturelles et sportives en faveur de la culture de paix,
- ◆ Organiser le théâtre pour la transformation des conflits à l'école.

Pour chaque club de paix, des objectifs spécifiques sont définis autour de la connexion à soi-même, à l'autre, à la communauté, à la nature et à Dieu. Une fois traduits en actes, ils facilitent la mise en œuvre du changement nécessaire qui permet de se situer dans un environnement de vie de manière à produire sa propre contribution à une paix durable dans sa communauté.

Ce qui se réalise déjà dans les clubs de paix opérationnels en milieu éducatif porte sur l'écoute active et les médiations entre élèves et enseignant(e)s en conflits ; l'organisation de rencontres sportives inter classes sans arbitre pour l'éducation à la non violence, à la tolérance et au respect des règles ; l'organisation de conférences – débats sur la contribution des élèves à la paix ; la sensibilisation pour le respect et l'intériorisation du règlement d'ordre intérieur de l'école ; l'organisation du théâtre pour la paix ; etc.

2.2. En rapport avec le MAP

Des sessions de formation des enseignant(e)s, chefs d'établissement et parents d'élèves ont été organisées sur le MAP en vue de renforcer leurs capacités pour la promotion de la bonne gouvernance, facteur incontournable d'un développement harmonieux et d'une cohésion sociale.

Il s'agit d'une formation qui vise le renforcement des capacités de gestion sur le plan administratif, pédagogique, des ressources (financières,

matérielles et humaines) et du patrimoine scolaire en vue d'aboutir à la gestion collégiale, participative et transparente d'une école.

Après chaque formation, sont mis sur pied des organes de gestion en milieu scolaire par les acteurs formés sous l'accompagnement de la CP-ECP/SK. Il s'agit du Conseil de Gestion (COGE), du Comité des Parents (COPA), du Conseil de Discipline, du syndicat des enseignant(e)s et du parlement d'enfants. Leur fonctionnalité et implication dans la gestion des ressources de l'école conduisent à un gain de confiance et à un bon climat de travail entre les différents acteurs.

2.3. En rapport avec la PAP

Des sessions de formation ont été organisées en faveur des enseignant(e)s, chefs d'établissement, conseillers et inspecteurs d'enseignement dans le but de les aider à acquérir des compétences pédagogiques et sociales qui leur permettent d'améliorer les relations au niveau scolaire (les enseignant(e)s d'une part et entre enseignant(e)s et apprenants d'autre part) et en dehors de l'école (famille, entourage de l'école, etc.).

La PAP en soi est une méthode qui prône la participation active de l'élève au sein d'un groupe pour la construction de son propre savoir. Elle vise à fournir des informations générales (didactiques) aux enseignant(e)s axées sur plusieurs domaines, à savoir : la psychologie, la méthodologie, la communication, la psycho-pédagogie, ... afin de transmettre aux apprenants le savoir, le savoir faire, le savoir être et le savoir vivre ensemble constituant la dimension sociale.

Dans l'ensemble, la CP-ECP/SK organise des missions d'accompagnement dans les écoles en vue de se rendre compte – de la manière dont les formés appliquent les enseignements reçus lors des formations et de travailler pour l'ancrage des résultats obtenus dans la communauté scolaire et para scolaire.

3. Résultats obtenus

Les formations et les autres activités réalisées par la CP-ECP/SK ont eu des effets largement positifs sur les comportements et les attitudes de toutes les personnes qui interviennent dans le processus d'éducation au sein des ECP/Sud-Kivu. Il y a une plus grande collaboration, d'une part entre les élèves eux-mêmes et entre les enseignant(e)s : ceci crée un bon climat d'apprentissage et favorise une communication efficace, rendant ainsi les débats plus libres et plus démocratiques ; d'autre part, les enseignant(e)s collaborent mieux avec les chefs d'établissement, et ressentent plus de considération de la part de leurs collaborateurs et de leur hiérarchie.

Contrairement à la situation antérieure, les tensions et conflits entre les acteurs de l'éducation ont fortement diminué. Autrement dit, les chefs d'établissement, les enseignant(e)s, les parents d'élèves et les élèves se font de plus en plus mutuellement confiance et collaborent de mieux en mieux. Les élèves, les enseignant(e)s et les chefs d'établissement des écoles « moteurs de paix » font preuve de tolérance, de collaboration et de cohésion. Tous ces acteurs sont devenus artisans de paix, travaillent pour la prévention des conflits, la promotion de la culture de la paix et la gestion pacifique des conflits en milieu scolaire et para scolaire.

4. Obstacles rencontrés

Dans la réalisation des activités, la CP-ECP/SK se butte aux difficultés ci-après :

- ◆ L'insuffisance des moyens financiers pour la réalisation des activités de formation dans le plus grand nombre d'écoles sous sa gestion et l'accompagnement des écoles où les acteurs sont déjà formés. A ce jour, la CP-ECP/SK gère 2743 écoles pendant que ses interventions citées ci-haut ne couvrent que moins de 10 % d'écoles. La cohésion sociale

dans les écoles où les acteurs sont formés est renforcée alors que dans les autres écoles les problèmes des préjugés et des manipulations identitaires persistent.

- ◆ L'inaccessibilité de certaines écoles des zones rurales suite au mauvais état des routes et à l'insécurité dans certains coins de la province,
- ◆ Faible appui technique et matériel des autorités étatiques aux actions menées par la CP-ECP/SK pour la matérialisation de sa vision dans les écoles.

Leçons tirées du Programme d'Éducation à la Paix de WANEP

Mis en œuvre en Afrique de l'Ouest depuis 2001

*Publié par Le Réseau Ouest-Africain pour L'Édification de la Paix**

– Extraits –

Définitions des concepts

L'Éducation à la Paix

L'Éducation à la Paix a été définie comme un processus permettant de promouvoir des connaissances, des compétences, des attitudes et des valeurs nécessaires pour amener des changements de comportements qui permettront aux enfants, à la jeunesse et aux adultes de prévenir les conflits et la violence, aussi bien ouverte que structurelle, de résoudre pacifiquement les conflits et de créer les conditions susceptibles de mener à la paix tant à l'intérieur d'une personne qu'entre des personnes, des groupes à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale.¹ Les

¹ Susan Fountain, 'L'Éducation de la Paix au sein de l'UNICEF' Bulletins du Personnel du Fonds des Nations-Unies pour les Enfants, New York, 1999, pg. 1

* P.O. BOX CT 4434 Cantonments – Accra Ghana

E-mail: wanep@wanep.org Website: www.wanep.org

Copyright ©2012 Réseau Ouest-Africain pour l'Édification de la Paix/West Africa Network for Peacebuilding (WANEP) ISBN: 978-9988-1-8485-8

(Toutes les parties de ce Guide peuvent être reproduites pour utilisation dans le suivi et dans la transformation des conflits ainsi que dans les formations sur les conflits pourvu que la source soit spécifiquement indiquée et que notification d'un tel usage soit faite à WANEP)

éducateurs de la paix espèrent créer dans la conscience humaine un engagement dans les voies de la paix. Juste de la même manière qu'un futur médecin apprend dans une faculté de médecine comment secourir les malades, de même les étudiants en éducation à la Paix apprennent comment résoudre les problèmes causés par la violence. L'Éducation à la Paix tente de sensibiliser les élèves aux mauvais effets de la violence en leur enseignant des connaissances sur la façon de gérer les conflits par la non-violence et en créant un désir de rechercher la résolution pacifique des conflits.² La pédagogie de l'Éducation à la Paix est interactive, utilisant le dialogue, les délibérations et l'apprentissage critique. Elle encourage la collaboration avec d'autres groupes de cultures dans la communauté. Les Programmes scolaires de l'Éducation à la Paix offrent des contenus, des formes, des structures, des compétences et des attitudes diverses qui abordent les besoins de perspectives alternatives.³

La non-violence

La non-violence consiste à renoncer à l'usage de la force physique pour atteindre un but. C'est une philosophie, un principe et une pratique. En tant que philosophie morale, elle soutient l'idée que le comportement moral exclut le recours à la violence ; en tant que philosophie politique, elle maintient l'idée que la violence engendre la violence et qu'elle ne peut jamais constituer un moyen de parvenir en toute sécurité à une fin pacifique. En tant que principe, elle défend le point de vue pacifiste selon lequel la guerre et les tueries ne peuvent jamais être justifiées. En tant que pratique, elle a été utilisée aussi bien par des pacifistes que par des non-pacifistes pour parvenir à des changements sociaux et exprimer une résistance à l'oppression. Pour les pacifistes, il va sans dire que toutes les manifestations de leurs opinions et protestations contre la

2 Ian Harris, 'Éducation de la Paix : Définition, Approches et Orientations Futures' dans 'Littérature et Art de la paix' Vol. 1 Université de Winconsin-Milwaukee. U.S.A.

3 Eve Magi, 'Significations des Principaux Concepts de l'Éducation de la Paix Parmi les Élèves Estoniens et Américains du Cycle Secondaire'. Mémoire de Maîtrise, Université de Tartu, 2000

violence doivent, par définition, être non-violentes.⁴ Elle a été perçue comme une philosophie générale du renoncement à la violence dans la poursuite de la justice politique et sociale et de l'indépendance par rapport à la tyrannie à cause de cette évidence que la violence est l'arme des oppresseurs et que par conséquent, elle aiderait à coup sûr à prolonger la barbarie et à maintenir l'oppression. La non-violence se réfère au comportement de gens qui font usage de l'action non-violente comme, entre autres : les manifestations de rue, le boycott, l'abstention et le refus de coopérer, dans le cadre de principes non-violents. C'est un moyen de lutte pour parvenir à la transformation de la justice politique, économique et sociale en usant de l'action non-violente comme stratégie pour parvenir au changement, en rejetant le recours à la violence pour atteindre l'évolution souhaitée dans le domaine de la justice politique, économique et sociale. Le désir de poursuivre efficacement la transformation est la raison profonde du rejet de la violence.⁵

La médiation par les pairs :

La médiation par les pairs consiste à utiliser des apprenants en médiation pour résoudre des conflits entre leurs camarades. Entre autres sujets de disputes les plus communs qu'ils sont appelés à arbitrer, on peut citer : les discussions entre amis, les affrontements entre groupes de jeux, les questions de vols de biens, les rumeurs, etc. La médiation par les pairs est peut-être une dénomination qui n'intègre pas suffisamment les divers programmes de résolution des conflits qui sont mis en œuvre dans les écoles. Dans sa forme la plus simple, la médiation par les pairs consiste à former un petit groupe d'élèves pour aider à résoudre les litiges au sein des établissements scolaires. Le type d'école élémentaire le plus commun met en vedette des « managers de conflits » en

4 Peace Pledge Union (L'Union pour le Serment de la Paix), 'Non-violence – De quoi est-il finalement question ?'. www.ppu.org.uk

5 Braham Maskanina, 'Définition de la non-violence' sur le Site Web de 'The Venus Project Foundation' : www.venusproject.com

uniforme qui surveillent les activités des garderies pour résoudre les litiges avant qu'ils ne dégèrent en engagements physiques violents.⁶ C'est une stratégie fondée sur la négociation et qui enseigne aux étudiants en médiation des stratégies alternatives pour aider à résoudre les conflits parmi leurs pairs. De telles stratégies peuvent aider à empêcher de nombreux incidents de connaître une escalade avec le temps et de se transformer en incidents plus graves. Mieux encore, la médiation par les pairs enseigne aux étudiants un ensemble de compétences alternatives qu'ils peuvent mettre en application dans des situations de conflits. Avec le temps, les élèves fréquentant les écoles dotées d'un programme efficace de médiation par les pairs apprennent qu'il existe des alternatives à la violence pour résoudre les problèmes personnels ou les conflits entre différentes personnes.⁷

La médiation qui peut être utilisée dans une grande variété de contextes est un processus dans lequel les personnes impliquées dans les conflits acceptent librement de coopérer pour résoudre leur problème en établissant des règles convenues pour la conduite de la médiation. Un médiateur neutre permet aux participants d'identifier les problèmes en parlant de la situation selon leur propre point de vue, de se faire entendre des autres participants, et de dire ce qui serait leur issue préférée. Ensemble, les participants rédigent alors un accord écrit. Le médiateur ne fait jamais de recommandations et n'impose pas non plus de solution ; la responsabilité et la maîtrise du processus repose sur les participants. Dans les établissements scolaires où l'on a introduit des plans de médiation, le processus travaille selon les mêmes démarches, mais avec des élèves qui arbitrent des conflits entre élèves. Généralement, l'on forme un groupe entier dans les techniques de résolution des conflits, après quoi les élèves qui sont intéressés sont invités à adresser des demandes pour continuer une formation plus approfondie. A cause de

6 William S. Haft et Elaine R. Weiss, 'La Médiation par les Pairs dans les Établissements Scolaires : Attentes et Évaluations' dans *Harvard Negotiation Law Review* (Vol. 1) Printemps 1998

7 Établissements Scolaires sécurisés et réceptifs, 'Créer une atmosphère positive - La Médiation par les Pairs', Nebraska.

l'âge des médiateurs et des personnes avec lesquelles ils travaillent, il y a des questions réellement spéciales que l'on doit prendre en compte dans le cadre scolaire, telles que la révélation d'abus ou d'incidents qui sont si graves que l'intervention d'un adulte évoluant dans l'établissement scolaire serait indispensable.⁸

Défis à la mise en œuvre de l'éducation à la paix :

Selon l'expérience de WANEP, voici quelques-uns des principaux défis à la mise en œuvre de l'Éducation à la Paix dans les écoles en Afrique de l'Ouest :

- ◆ Un Rejet de la notion d'Éducation à la Paix par les Gouvernements d'Afrique de l'Ouest de même qu'une absence de volonté politique pour l'adopter comme faisant partie de la politique d'éducation dans leurs pays malgré l'appréciation de plus en plus grande que soulèvent ses effets positifs sur le comportement psycho-social des enfants qui ont déjà bénéficié du programme.
- ◆ Le manque de ressources financières, en particulier de financement consacré à l'Éducation à la Paix.
- ◆ L'absence de programme scolaire approprié et global sur l'Éducation à la Paix, susceptible d'être convenablement adapté aux besoins locaux dans chaque pays respectif d'Afrique de l'Ouest.
- ◆ Le manque de coordination et de collaboration entre les différents instigateurs de l'Éducation à la Paix en Afrique de l'Ouest.
- ◆ Les dimensions et l'intégration limitées de la notion de genre.
- ◆ L'absence de compréhension et d'intérêt adéquats portés à l'Éducation à la Paix chez les parties concernées.
- ◆ L'expertise et la compétence limitées disponibles dans la sous-région en ce qui concerne l'Éducation à la Paix.

8 William Baginsky, 'La Médiation par les Pairs dans les Établissements Scolaires au Royaume-Uni', NSPPC Publications and Information Unit. London, 2004

- ◆ L'ambivalence controversée de l'accréditation de l'Éducation à la Paix en tant que sujet d'examen, ce qui affecte le niveau de sérieux attaché à son enseignement et à son apprentissage dans les écoles.
- ◆ Les méthodologies présentement utilisées dans l'éducation formelle pratiquée dans les écoles contrastent avec l'approche et les outils de l'Éducation à la Paix qui mettent davantage l'accent sur l'apprentissage coopératif, les méthodes critiques de recherche et de découverte plutôt que sur l'esprit de compétition parmi les apprenants.
- ◆ Les parents et les tuteurs sont souvent réticents à soutenir leurs enfants et leurs pupilles qui participent activement aux programmes et aux activités d'Éducation à la Paix.
- ◆ Le renouvellement des enseignants et des directeurs d'écoles publiques pour redéploiement, ce qui affecte la supervision et la gestion des groupes de soutien dans les écoles bénéficiaires.
- ◆ La fréquence des grèves du personnel enseignant des écoles publiques, ce qui interrompt le programme dans ces écoles.